

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001483]

28 SEPTEMBRE 2023. — Décret remplaçant le Code wallon du Patrimoine et portant des dispositions diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — *Dispositions modificatives*

Section 1e — Remplacement du Code wallon du Patrimoine

Article 1^{er}. Les dispositions suivantes forment la partie décrétable du Code wallon du Patrimoine :

« Code wallon du Patrimoine

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article D.1^{er}. Le Code wallon du Patrimoine, ci-après « le Code », s'applique aux biens qui constituent le patrimoine relevant de la compétence de la Région wallonne et situés en région de langue française au sens des lois du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Il est fait référence au présent décret en utilisant l'appellation suivante :

« Code wallon du Patrimoine ».

Art. D.2. Le patrimoine comprend l'ensemble des biens visés à l'article D.1^{er} qui constituent, notamment, un reflet et une expression des valeurs, croyances, savoirs, savoir-faire et traditions en continuelle évolution, dont la protection se justifie en raison de leur intérêt archéologique, architectural, artistique, esthétique, historique, mémoriel, paysager, scientifique, social, technique ou urbanistique et en tenant compte de critères d'authenticité, d'intégrité, de rareté ou de représentativité. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux.

La Région wallonne, les provinces, les communes, les acteurs publics et privés et les habitants contribuent, au titre de la protection du patrimoine, à sa reconnaissance, à sa conservation intégrée, à son développement et à sa gestion, aux fins de le transmettre aux générations futures.

Préalablement à toute décision de construction d'un immeuble nouveau, pour assurer la conservation intégrée de leur patrimoine, l'État, les Régions, les Communautés, la Société wallonne du Logement, les sociétés de logement de service public agréées par celle-ci, les provinces, les communes et les intercommunales, les fabriques d'église et les centres publics d'action sociale peuvent envisager la possibilité d'affecter à l'activité en vue de laquelle un permis d'urbanisme est sollicité, le ou les biens dépendant du patrimoine dont ils sont propriétaires lorsqu'ils sont classés ou assimilés ou pastillés à l'inventaire régional du patrimoine.

Tous les trois ans, le Gouvernement dépose au Parlement un rapport sur la situation et les prévisions en matière de protection du patrimoine.

CHAPITRE 2. — *Définitions*

Art. D.3. Pour l'application du Code, l'on entend par :

1° les actes et travaux conservatoires d'urgence : les actes et travaux réversibles exécutés ou projetés aux fins d'assurer sans délai la sauvegarde de tout ou de la partie d'un bien classé ou assimilé menacé en raison de conditions climatiques inhabituelles, d'une catastrophe naturelle ou d'un événement fortuit;

2° l'Administration du Patrimoine : l'Agence wallonne du Patrimoine au sens du décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon;

3° l'autorisation patrimoniale : l'acte administratif préalable à la mise en œuvre d'actes et travaux ou la réalisation d'événements ou d'activités portant sur un bien classé ou assimilé, qui encadre et fixe les interventions envisagées afin de conserver les critères et intérêts qui ont justifié la mesure de protection du bien;

4° le bien archéologique : tout vestige matériel, y compris paléontologique, ou sa trace, situé sur le sol, sous le sol ou sous les eaux, envisagé comme un témoignage de l'activité de l'homme ou de son environnement, d'époques ou de civilisations révolues, indépendamment de sa valeur artistique;

5° le bien assimilé : tout bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement;

6° le bien classé : tout bien qui fait l'objet d'une mesure de classement au titre de monument, de site, d'ensemble architectural ou de site archéologique en raison de sa valeur patrimoniale au regard des critères et intérêts visés à l'article D.2 afin d'en assurer sa protection;

7° la carte archéologique : l'outil cartographique qui détermine des périmètres contenant tout ensemble de biens immobiliers bâtis ou non bâtis qui, en tout ou en partie, soit ont fait l'objet d'une découverte d'un ou plusieurs biens archéologiques, soit sont recensés comme ayant recelé, recelant ou étant présumés receler des biens archéologiques;

8° le certificat d'urbanisme n° 2 : le certificat visé à l'article D.IV.I, § 3, 2°, du CoDT;

9° le CoDT : le Code du Développement territorial;

10° la Commission : la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles, en abrégé : C.R.M.S.F.;

11° la Commission communale : la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité, en abrégé « C.C.A.T.M. », visée à l'article D.I.7 du CoDT;

12° la conservation intégrée : l'ensemble des mesures qui, dans le respect des caractéristiques qui ont justifié la protection d'un bien, ont pour finalité :

a) d'assurer sa pérennité;

b) de veiller à son maintien dans le cadre d'un environnement approprié, bâti ou non bâti;

c) de déterminer une affectation adéquate en vue de l'adapter, de manière durable, aux besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, environnementaux ou d'accessibilité;

13° la découverte fortuite : toute mise au jour imprévue ou par le pur effet du hasard d'un ou de plusieurs biens archéologiques;

14° l'ensemble architectural : le groupement de constructions qui forme un ensemble cohérent, en ce compris les éventuels éléments qui les relient, par son intégration dans le paysage et dans le contexte bâti et non bâti existant, et qui présente une valeur patrimoniale au regard des critères et intérêts visés à l'article D.2;

15° l'entretien : l'ensemble des actes et travaux préventifs ou curatifs, provisoires ou définitifs, qui ne modifie ni l'aspect extérieur ou intérieur, ni les matériaux, ni les structures portantes, ni le volume construit, ni les caractéristiques qui ont justifié la protection d'un bien classé ou assimilé;

16° l'étude préalable : l'ensemble des études scientifiques, techniques, historiques et documentaires nécessaires à l'élaboration d'un projet d'entretien ou de restauration et qui peuvent alimenter un fonds documentaire géré par le service désigné par le Gouvernement;

17° la fiche patrimoniale : l'outil d'évaluation patrimoniale d'un bien relevant du patrimoine, évolutif et établi par le service désigné par le Gouvernement, qui constitue une aide à la décision dans le cadre d'une inscription sur la liste de sauvegarde, d'une demande de classement, de déclassement ou de requalification, d'une demande d'autorisation patrimoniale ou d'établissement d'un plan opérationnel patrimonial;

18° le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme : l'agent visé à l'article D.I.3 du CoDT;

19° les fouilles archéologiques : les opérations archéologiques qui impliquent la modification d'un bien ou d'un terrain, par le creusement, le décapage ou le prélèvement d'un ou plusieurs biens archéologiques, destinée à améliorer la connaissance par l'enregistrement et l'exploitation des données récoltées, parmi lesquelles on distingue les fouilles :

a) de sauvetage : les fouilles relatives à un bien, un terrain ou un site archéologique en cours de destruction totale ou partielle;

b) préventives : les fouilles relatives à un bien ou un terrain menacé de destruction totale ou partielle dans un délai rapproché et de manière inéluctable, en particulier dans le cadre d'un projet d'aménagement ou d'urbanisme;

c) de programme : les fouilles planifiées à long terme et nécessaires à l'étude d'un thème scientifique précis ou d'un site archéologique dans son intégralité;

20° l'inventaire régional du patrimoine : l'outil de recensement du patrimoine bâti et non bâti de la compétence de la Région wallonne, qui présente, en tout ou en partie, une valeur patrimoniale au regard des intérêts et des critères visés à l'article D.2;

21° la liste de sauvegarde : la liste des biens protégés à titre temporaire en raison d'une menace de destruction, de démolition ou de modification, provisoire ou définitive, et qui sont susceptibles d'être classés;

22° le ministre : le ministre qui a les monuments et les sites au sens de l'article 6, § 1^{er}, I, 7^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dans ses attributions;

23° le monument : la réalisation architecturale, sculpturale ou végétale isolée, en ce compris les éléments immobilisés par incorporation ou destination et les biens mobiliers qui en font partie intégrante, notamment l'équipement complémentaire et les éléments décoratifs, et qui présente une valeur patrimoniale au regard des critères et intérêts visés à l'article D.2;

24° les opérations archéologiques : l'ensemble des opérations relatives aux prospections, aux sondages, aux fouilles et aux suivis archéologiques, en ce compris l'établissement des rapports y relatifs et leur publication;

25° le patrimoine exceptionnel : l'ensemble des biens classés qui présentent un intérêt patrimonial majeur à l'échelle régionale et dont la liste est déterminée par un arrêté du Gouvernement;

26° le patrimoine mondial : tout bien ou ensemble de biens dont la valeur universelle exceptionnelle est reconnue par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, en abrégé l'UNESCO, en application de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel;

27° le permis d'environnement : le permis visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement;

28° le permis d'implantation commerciale : le permis visé à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

29° le permis d'urbanisation : le permis visé à l'article D.IV.2, § 1^{er}, du CoDT;

30° le permis d'urbanisme : le permis visé à l'article D.IV.4 du CoDT;

31° le permis intégré : le permis visé à l'article 1^{er}, 6^o, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

32° le permis unique : le permis visé à l'article 1^{er}, 12^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

33° le petit patrimoine populaire wallon : l'ensemble des petits éléments du patrimoine, classés ou non classés, qui relèvent des catégories reconnues par le Gouvernement et qui présentent un intérêt patrimonial et culturel, qui sont visibles depuis l'espace public ou accessibles au public, qui servent de référence à une population locale ou contribuent à son sentiment d'appartenance;

34° le plan opérationnel patrimonial : l'acte administratif préalable à la mise en œuvre d'actes et de travaux qui ne nécessitent pas un permis, à caractère récurrent ou qui nécessitent un phasage, ainsi qu'à l'organisation d'événements ou d'activités à caractère récurrent;

35° le pôle « Aménagement du territoire » : le pôle visé à l'article 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

36° le propriétaire : toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé, titulaire d'un droit réel de propriété, de copropriété, d'usufruit, de servitude, d'emphytéose ou de superficie sur un bien;

37° la prospection : l'opération archéologique destinée à repérer des biens et des sites archéologiques sans y apporter de modifications;

38° la réaffectation : la modification, partielle ou totale, de la fonction d'un bien classé ou assimilé, afin d'éviter sa dégradation ou son abandon ou afin de l'adapter aux besoins et aux exigences de la nouvelle fonction qui lui est assignée, tout en conservant les caractéristiques patrimoniales qui ont justifié le classement du bien;

39° la restauration : l'ensemble des actes et travaux, autres que ceux relevant de l'entretien visé au 15^o, qui portent sur un bien classé ou assimilé, réalisés en vue de conserver et révéler les caractéristiques qui ont justifié sa protection, de l'assainir, de conserver son authenticité et de permettre son appropriation par la communauté, ainsi que sa valorisation et sa réaffectation éventuelle;

40° le site : l'œuvre de la nature ou l'œuvre combinée de l'homme et de la nature qui constitue un espace de valeur patrimoniale au regard des critères et intérêts visés à l'article D.2, suffisamment caractéristique et cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique;

41° le site archéologique : le terrain, la formation géologique ou pédologique, le bâtiment, l'ensemble de bâtiments ou le site ayant recelé, recelant ou étant présumé receler des biens archéologiques;

42° les sondages archéologiques : les opérations archéologiques qui impliquent la modification de l'état du sous-sol ou du bâti, destinée à s'assurer de l'existence de biens archéologiques ou de l'existence, de la nature et de l'étendue d'un site archéologique, à l'exception de l'utilisation de matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques en vue de les extraire du sol ou de l'eau conformément au chapitre 8 du titre 4;

43° le suivi archéologique : l'opération archéologique qui consiste en une surveillance, par le service désigné par le Gouvernement, d'actes et travaux réalisés dans le cadre de la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré et en la possibilité pour le service désigné par le Gouvernement d'interrompre momentanément lesdits actes et travaux, localement ou complètement, afin de réaliser les enregistrements graphiques et descriptifs, et le cas échéant de procéder à des fouilles archéologiques;

44° la valorisation : toute action ou mesure qui consiste à faire connaître et à augmenter les qualités reconnues d'un ou plusieurs éléments du patrimoine relevant des compétences de la Région, au travers de la réalisation d'actes et travaux, de la mise en œuvre des éléments visés à l'article D.131 ou par la réalisation de diverses actions de diffusion ou de promotion;

45° la zone de protection : la zone établie autour d'un bien classé et délimitée par un périmètre fixé en fonction des exigences de la conservation intégrée de ce bien;

46° la zone tampon : l'aire qui entoure un bien ou un ensemble de biens inscrit sur la liste du patrimoine mondial dont l'usage et l'aménagement sont soumis à des restrictions particulières afin d'assurer un surcroît de protection à ce bien ou cet ensemble de biens et afin d'en préserver la valeur universelle exceptionnelle.

CHAPITRE 3. — *Les modalités de communication et le calcul des délais*

Art. D.4. Le Gouvernement détermine les communications, les envois ou les réceptions visés dans le Code pour lesquels il est donné date certaine, quel que soit le procédé utilisé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine à la communication, à l'envoi et à la réception.

Les recommandés électroniques sont conformes aux dispositions du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes et de ses arrêtés d'exécution.

Art. D.5. Le jour de la communication, de l'envoi ou de la réception d'un acte visé dans le Code, qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans le délai. Le délai court à dater du lendemain de la communication, de l'envoi ou de la réception de l'acte et, sauf disposition contraire, comprend tous les jours, même le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Un jour ouvrable est tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

La communication ou l'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

TITRE 2. — *La protection du patrimoine*

CHAPITRE 1^{er}. — *Le patrimoine mondial*

Art. D.6. Le Gouvernement publie la liste des biens ou des ensembles de biens inscrits au patrimoine mondial, en ce compris, le cas échéant, le périmètre des zones tampon qui s'y rapportent, au *Moniteur belge* et sur le site internet du service qu'il désigne.

Les mesures de publicité visées à l'alinéa 1^{er} visent à informer le public de l'inscription d'un bien ou d'un ensemble de biens sur la liste du patrimoine mondial et ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien ou de l'ensemble de biens. Sont uniquement publiées les informations relatives à l'identification du bien ou de l'ensemble de biens et à la motivation de l'inscription au patrimoine mondial.

Art. D.7. Tout bien ou ensemble de biens inscrit sur la liste du patrimoine mondial peut être doté d'une zone tampon.

Le périmètre de la zone tampon est défini en fonction des exigences de la conservation de la valeur universelle exceptionnelle et peut inclure l'environnement immédiat du bien, les perspectives visuelles importantes ou d'autres aires qui ont un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection.

La valeur universelle exceptionnelle visée à l'alinéa 2 désigne une importance culturelle ou naturelle suffisamment exceptionnelle pour transcender les frontières nationales et présenter le même caractère inestimable pour les générations actuelles et futures de l'humanité.

Art. D.8. § 1^{er}. Tout bien ou ensemble de biens inscrit sur la liste du patrimoine mondial est doté d'un plan de gestion qui se conforme aux dispositions des orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention visée à l'article D.3, 26°.

Le Gouvernement arrête le contenu du plan de gestion visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Chaque plan de gestion est préparé, mis en œuvre et actualisé par un comité de gestion.

Le Gouvernement arrête la composition, les missions et le fonctionnement du comité de gestion.

§ 3. Le cas échéant, pour se conformer au contenu du plan de gestion établi en vertu des paragraphes 1^{er} et 2, le Gouvernement peut modifier l'arrêté de classement du bien ou de l'ensemble de biens inscrit sur la liste du patrimoine mondial conformément à l'article D.17.

Art. D.9. Lorsqu'un bien ou un ensemble de biens est inscrit sur la liste du patrimoine mondial, l'impératif de protection de sa valeur universelle exceptionnelle, ainsi que le plan de gestion du bien et la zone tampon qui en assurent l'objectif, sont pris en compte par les autorités administratives dans le cadre de l'instruction de demandes d'autorisation individuelle qui se rapportent au bien ou à l'ensemble de biens et qui relèvent d'une autre police administrative.

Art. D.10. § 1^{er}. Un Comité wallon du patrimoine mondial est instauré. Ce Comité est composé :

- 1° du ministre du Patrimoine, lequel préside le Comité;
- 2° du ministre de l'Aménagement du Territoire;
- 3° du ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions;
- 4° du ministre du Tourisme;
- 5° de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine; 6° du président de la Commission;
- 7° du président de la section Wallonie-Bruxelles du Conseil international des Monuments et des Sites;
- 8° de l'inspecteur général du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme du Service public de Wallonie;
- 9° de l'administrateur général de Wallonie-Bruxelles International;
- 10° du commissaire général au Tourisme;
- 11° du directeur général de Wallonie Belgique Tourisme.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} peuvent se faire représenter par une personne désignée à cet effet.

Le cas échéant, le Comité wallon du patrimoine mondial peut inviter des experts ou des spécialistes.

§ 2. Le Comité wallon du patrimoine mondial propose au Gouvernement : 1° la définition d'une stratégie globale liée aux biens immobiliers qui re-

lèvent du patrimoine mondial;

2° tout projet de nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial;

3° les priorités en termes de budget et de programmation, en se basant sur les plans de gestion des différents biens et ensemble de biens.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

CHAPITRE 2. — *Le patrimoine exceptionnel de Wallonie*

Art. D.11. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête une liste des biens ou parties de biens classés dont il reconnaît le caractère patrimonial exceptionnel. Il en informe les propriétaires des biens visés.

Préalablement à son adoption, le projet de liste ou de modification de la liste est soumis pour avis au service désigné par le Gouvernement et à la Commission. L'avis est envoyé dans les soixante jours ouvrables de l'envoi de la demande. A défaut de réception de l'avis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie.

§ 2. Le Gouvernement publie la liste des biens ou parties de biens classés dont il reconnaît le caractère patrimonial exceptionnel, au *Moniteur belge* et sur le site internet du service qu'il désigne.

Les mesures de publicité visées à l'alinéa 1^{er} visent à informer le public de la reconnaissance du caractère exceptionnel d'un bien ou d'une partie d'un bien classé et ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien ou partie du bien classé. Sont publiées uniquement les informations relatives à l'identification du bien ou la partie du bien et à la motivation de la reconnaissance du caractère exceptionnel du bien.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

CHAPITRE 3. — *Le patrimoine classé*

Section 1^{re}. — Le classement d'un bien

Art. D.12. Le Gouvernement peut reconnaître le statut de bien classé à un bien qui relève du patrimoine au sens de l'article D.2, alinéa 1^{er}.

A cette fin, sur la base d'une fiche patrimoniale visée à l'article D.33, le Gouvernement peut entamer une procédure de classement, soit :

1° d'initiative;

2° à la demande du propriétaire;

3° sur la proposition de la Commission;

4° sur la proposition du collège communal;

5° sur la proposition de la Commission communale;

6° à la demande d'une ou plusieurs sociétés, associations ou fondations dotées de la personnalité juridique, qui ont pour finalité ou objet la sauvegarde du patrimoine et dont le siège est établi en région wallonne de langue française;

7° à la demande d'au moins trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants ou de mille personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé pour une commune comptant plus de trente mille habitants.

La fiche patrimoniale est rédigée par le service désigné par le Gouvernement préalablement à la décision d'entamer ou non une procédure de classement. Cette fiche est transmise pour avis à la Commission qui communique son avis dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la transmission de la demande d'avis.

La décision d'entamer ou non la procédure de classement est transmise à l'Administration du Patrimoine, à la Commission et, le cas échéant, aux personnes visées à l'alinéa 2, 2° à 7°.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.13. § 1^{er}. Lorsque le Gouvernement décide d'entamer une procédure de classement d'un bien, il établit le projet de classement sur la base de la fiche patrimoniale et de tout autre document à sa disposition. Le projet de classement détermine, le cas échéant, l'éventuelle zone de protection associée au bien et les conditions particulières de protection et de gestion envisagées.

§ 2. Le projet de classement est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement. Le projet de classement et la fiche patrimoniale sont communiqués simultanément :

1° pour organisation de l'enquête publique et avis motivé, au collège communal;

2° pour observations, au propriétaire du bien; 3° pour avis motivé :

a) à la Commission;

b) à la Commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire »;

c) aux administrations et services que le Gouvernement estime devoir consulter;

4° pour information, au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

Les observations et avis visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, sont communiqués au service désigné par le Gouvernement dans les nonante jours à dater de la communication du projet de classement et de la fiche patrimoniale. A défaut de communication de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 3. Dans les vingt jours de la réception du projet de classement et de la fiche patrimoniale, le propriétaire en informe la personne qui a la jouissance effective du bien concerné, ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des actes et travaux sur le bien visé ou qu'il aurait autorisée à en exécuter.

Le service désigné par le Gouvernement informe le propriétaire du bien de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Dans les vingt jours à dater de l'envoi visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le collège communal procède à une enquête publique dont la durée est de quinze jours.

Les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

L'enquête publique est annoncée :

1° par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés par le projet de classement;

2° par avis inséré dans trois quotidiens distribués dans la région;

3° sur le site internet de la commune, si elle en dispose;

4° dans un bulletin communal d'information distribué à la population s'il en existe un, ou, à défaut, dans un journal publicitaire distribué gratuitement à la population.

Les affiches et les avis visés à l'alinéa 3 indiquent l'objet de l'enquête et signalent que le dossier peut être consulté à la maison communale conformément aux principes mentionnés au présent paragraphe. Les avis affichés sont maintenus pendant toute la durée de l'enquête publique en parfait état de visibilité et de lisibilité.

L'enquête publique est suspendue du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

Dans les quinze jours qui suivent le dernier jour de l'enquête publique, le collège communal, ou l'un de ses membres qu'il délègue à cet effet, tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent. A l'issue de cette séance, il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête publique.

Les conclusions de l'enquête publique sont publiées sur le site internet de la commune si elle en dispose.

§ 5. Dans les quinze jours de la séance de clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet le dossier de classement au conseil communal. Le conseil communal émet un avis motivé dans les soixante jours de la réception du dossier. A défaut de communication de l'avis dans les délais impartis, la procédure peut être poursuivie.

§ 6. Dans les quinze jours de l'expiration du délai de soixante jours visé au paragraphe 5, le collège communal communique au service désigné par le Gouvernement :

1° les observations formulées au cours de l'enquête publique; 2° le procès-verbal de clôture de l'enquête publique;

3° la délibération du conseil communal; 4° son avis motivé.

A défaut de communication de l'un des documents visés à l'alinéa 1^{er} dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 7. Tout défaut ou retard mis par la commune pour procéder aux formalités visées au présent article n'entraîne pas la nullité de la procédure et n'a pas pour effet d'allonger les délais visés au paragraphe 6.

§ 8. Les mesures de publicité visées par le présent article visent à informer le public du projet de classement d'un bien et ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien qui fait l'objet du projet de classement. Sont publiées uniquement les informations relatives à l'identification du bien et à la motivation du projet de classement.

Art. D.14. Sur la base des observations, de l'enquête publique et des avis visés à l'article D.13, § 2, le Gouvernement peut arrêter le classement du bien ou refuser de procéder à ce classement.

Le Gouvernement statue sur le classement du bien dans un délai de dix-huit mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de la décision d'entamer la procédure de classement. A défaut de décision dans le délai de dix-huit mois, la demande de classement est réputée refusée.

Si un bien visé par le dossier de classement est compris dans le périmètre d'un site reconnu en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté de classement du bien tient compte des obligations et du plan de gestion visés par cette loi. Lorsque l'arrêté de classement comprend des modifications à apporter au plan de gestion, le Gouvernement peut décider de la révision de ce plan.

Conformément à l'article D.22, le Gouvernement peut fixer des conditions particulières de protection et de gestion du bien dans l'arrêté de classement. Il peut seulement être dérogé à ces conditions moyennant l'obtention d'une autorisation patrimoniale pour autant que l'autorisation patrimoniale n'aille pas à l'encontre des caractéristiques substantielles et patrimoniales qui ont justifié le classement du bien.

Art. D.15. § 1^{er}. L'arrêté de classement est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

L'arrêté de classement est notifié :

1° au propriétaire du bien;

2° au collège communal;

3° à la Commission;

4° à la Commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire »;

5° aux personnes visées à l'article D.12, alinéa 2, 2° à 7°, à la base de la demande de classement;

6° au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

Dans les quinze jours de la notification visée à l'alinéa 2, le propriétaire en donne connaissance, par envoi, à la personne qui a la jouissance du bien, sous peine d'être tenu responsable solidairement en cas de violation des dispositions du Code ou du CoDT dont l'application découle du classement du bien. La notification au propriétaire fait mention de cette obligation.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le collège communal annonce l'arrêté de classement par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés et ce, pendant trente jours au minimum, ainsi que sur le site internet de la commune si elle en dispose.

L'arrêté de classement prend ses effets à l'égard des autorités et des personnes mentionnées à l'alinéa 2 dès sa notification ou à partir de sa publication au *Moniteur belge* si celle-ci est antérieure.

Les mesures de publicité visées par le présent paragraphe visent à informer le public du classement d'un bien et ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien qui fait l'objet de l'arrêté de classement. Sont publiées uniquement les informations relatives à l'identification du bien et à la motivation du classement.

§ 2. La décision de refus de procéder au classement du bien est notifiée :

- 1° au propriétaire du bien;
- 2° au collège communal; 3° à la Commission;
- 4° aux personnes visées à l'article D.12, alinéa 2, 2° à 7°, à la base de la demande de classement;
- 5° au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

Section 2. — La zone de protection

Art. D.16. § 1^{er}. L'arrêté de classement d'un bien peut établir une zone de protection autour du bien concerné.

§ 2. Postérieurement au classement d'un bien, le Gouvernement peut établir une zone de protection ou modifier une zone de protection existante afin d'assurer la conservation intégrée de ce bien.

L'établissement d'une zone de protection ou la modification d'une zone de protection existante s'effectue conformément aux articles D.12 à D.15.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer les procédures et les modalités complémentaires en lien avec l'établissement ou la modification d'une zone de protection.

Section 3. — La modification de l'arrêté de classement ou le déclassement

Art. D.17. Le Gouvernement peut entamer la procédure de modification d'un arrêté de classement ou la procédure de déclassement d'un bien classé sur la base, soit :

- 1° de la fiche patrimoniale;
- 2° de l'examen de l'adéquation de la mesure de protection adoptée par rapport aux critères et intérêts visés à l'article D.2 ou s'il est établi que des circonstances nouvelles intervenues depuis la date de l'arrêté de classement ont eu pour effet de diminuer ou supprimer la valeur patrimoniale d'un bien au regard de ces critères et intérêts.

La modification d'un arrêté de classement ou le déclassement d'un bien classé s'effectue conformément aux articles D.12 à D.15.

Section 4. — Les écussons et les panneaux

Art. D.18. Le bien classé est identifié par la pose d'un écusson ou d'un panneau signalant son statut.

Par dérogation aux articles D.21 et D.34, § 1^{er}, la pose d'un écusson sur un bien classé ou d'un panneau signalant son statut ne requiert par l'obtention d'une autorisation patrimoniale.

Le Gouvernement arrête le graphisme, les dimensions, le contenu minimum et l'emplacement des écussons et des panneaux placés en vue de sensibiliser l'opinion publique à la mesure de protection dont ils font l'objet.

CHAPITRE 4. — La liste de sauvegarde

Art. D.19. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon peut inscrire sur la liste de sauvegarde tout bien susceptible d'être classé et menacé de destruction, de démolition ou de modification, provisoire ou définitive.

Sur la base d'une fiche patrimoniale rédigée par le service désigné par le Gouvernement, le Gouvernement arrête l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde, soit :

- 1° d'initiative;
- 2° à la demande du propriétaire;
- 3° sur la proposition de la Commission;
- 4° sur la proposition du collège communal;
- 5° sur la proposition de la Commission communale;
- 6° selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, à la demande d'une ou plusieurs sociétés, associations ou fondations dotées de la personnalité juridique, qui ont pour finalité ou objet la sauvegarde du patrimoine et dont le siège est établi en région wallonne de langue française;
- 7° à la demande d'au moins trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants ou de mille personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé pour une commune comptant plus de trente mille habitants.

Le Gouvernement peut solliciter l'avis de la Commission sur l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde. Dans cette hypothèse, la Commission communique son avis dans les quinze jours ouvrables de la date de transmission de la demande. A défaut de communication de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 2. Le bien est inscrit sur la liste de sauvegarde pour une période de six mois, non renouvelable, à compter du jour où l'arrêté qui inscrit le bien sur la liste de sauvegarde a force obligatoire.

L'arrêté qui inscrit le bien sur la liste de sauvegarde est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

L'arrêté est notifié :

- 1° au propriétaire;
- 2° au collège communal;
- 3° à la Commission;
- 4° à la Commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire »;
- 5° au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

L'arrêté qui inscrit le bien sur la liste de sauvegarde a force obligatoire à dater de sa notification ou de sa publication au *Moniteur belge* si celle-ci est antérieure.

Les mesures de publicité visées par le présent paragraphe visent à informer le public de l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde et ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien qui fait l'objet de l'inscription sur cette liste. Sont publiées uniquement les informations relatives à l'identification du bien et à la motivation de l'inscription sur la liste de sauvegarde.

§ 3. Dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, et sur la base d'une fiche patrimoniale, le Gouvernement peut décider d'entamer une procédure de classement du bien inscrit sur la liste de sauvegarde conformément aux articles D.12 à D.15.

La fiche patrimoniale est rédigée et transmise au Gouvernement dans un délai de trois mois maximum à dater du jour où l'arrêté qui inscrit le bien sur la liste de sauvegarde a force obligatoire.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

CHAPITRE 5. — *Les effets du statut de bien classé ou assimilé*

Art. D.20. Les effets du classement s'appliquent :

1° aux biens qui font l'objet d'un arrêté de classement;

2° aux biens qui font l'objet d'une procédure de classement pendant une période de dix-huit mois à dater de la notification ou de la publication du projet de classement au *Moniteur belge*, conformément à l'article D.13, § 2, alinéa 1^{er}, lorsque cette dernière est antérieure à la notification;

3° aux biens qui font l'objet d'une inscription sur la liste de sauvegarde pendant une période de six mois à dater du moment où l'arrêté qui inscrit le bien sur la liste de sauvegarde a force obligatoire conformément à l'article D.19, § 2, alinéa 4.

Art. D.21. Conformément à l'article D.34, nul ne peut sans autorisation patrimoniale ou plan opérationnel patrimonial préalable :

1° réaliser des actes et travaux sur un bien classé ou assimilé, à l'exception d'actes et travaux d'entretien qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention;

2° organiser ou réaliser un événement ou une activité qui est de nature à mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié la mesure de protection du bien.

Art. D.22. § 1^{er}. L'arrêté de classement, d'ouverture de la procédure de classement ou d'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde peut déterminer des conditions particulières de protection et de gestion auxquelles est soumis le bien. Ces conditions peuvent impliquer des interdictions de toute nature et des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction de bâtir, d'urbaniser, de planter ou abattre des arbres ou d'ériger des clôtures.

L'arrêté de classement, d'ouverture de la procédure de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde d'un site ou d'un site archéologique ne limite pas la liberté du ou des exploitants agricoles du site en ce qui concerne les plantations et les cultures, à l'exception toutefois des haies, des bosquets, des allées et des bois, des zones humides, des habitats naturels Natura 2000, des périmètres naturels protégés et des sites abritant des espèces animales ou végétales visées par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ainsi que du sol couvrant des sites archéologiques.

Les conditions particulières de protection et de gestion peuvent limiter ou interdire tout usage, toute utilisation ou toute activité, même temporaire, susceptible d'altérer une ou plusieurs caractéristiques qui ont justifié l'ouverture de la procédure de classement, le classement ou l'inscription sur la liste de sauvegarde.

§ 2. Il peut être dérogé aux conditions visées au paragraphe 1^{er} moyennant l'obtention d'une autorisation patrimoniale.

La possibilité de dérogation visée à l'alinéa 1^{er} s'applique à tous les arrêtés de classement, d'ouverture de la procédure de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde, en ce compris les arrêtés adoptés avant l'entrée en vigueur du Code.

Art. D.23. Tout propriétaire d'un bien classé ou assimilé a l'obligation de maintenir le bien en bon état en réalisant l'ensemble des actes et travaux nécessaires à cet effet.

Art. D.24. § 1^{er}. Le propriétaire ou l'occupant d'un bien classé ou assimilé informe le service désigné par le Gouvernement dans les plus brefs délais en cas de dégradation ou de sinistre du bien.

§ 2. Dès que le collège communal a connaissance de la dégradation, du sinistre, de la ruine ou de l'abandon d'un bien classé ou assimilé, situé sur son territoire, il en informe le service désigné par le Gouvernement.

Art. D.25. Toute destruction ou démolition totale d'un bien classé ou assimilé est interdite, sauf dans l'hypothèse visée à l'article D.27.

Sans préjudice de l'application de l'article D.27, la destruction ou la démolition partielle d'un bien classé ou assimilé peut être autorisée moyennant l'obtention d'une autorisation patrimoniale, sans que le bien fasse l'objet d'une procédure de déclassement ou soit retiré de la liste de sauvegarde, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient respectées :

1° la destruction ou la démolition partielle ne porte pas atteinte aux caractéristiques du bien qui ont justifié le classement, l'inscription sur la liste de sauvegarde ou la décision d'entamer une procédure de classement;

2° la destruction ou la démolition partielle est la conséquence d'un projet de réaffectation, de restauration, de conservation intégrée ou de mise en valeur du bien.

Art. D.26. Le déplacement définitif ou temporaire de tout ou partie d'un bien classé ou assimilé est interdit, sauf dans le cas où la sauvegarde matérielle du bien est menacée. Dans cette hypothèse, le déplacement est soumis à l'obtention d'une autorisation patrimoniale préalable. L'autorisation patrimoniale détermine les modalités relatives au démontage, au transfert, aux conditions de conservation et au remontage du bien dans un lieu déterminé.

Art. D.27. Par dérogation aux articles 133 et 135, § 2, alinéa 2, 1°, de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, le bourgmestre peut décider d'ordonner par arrêté la destruction ou la démolition totale ou partielle d'un bien classé ou assimilé, en ce compris les éléments naturels ou construits situés en site ou en site archéologique classé, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

1° le bien qui fait l'objet de la décision menace ruine et est susceptible de porter atteinte à l'ordre ou à la sécurité publique;

2° la destruction ou la démolition totale ou partielle est la seule solution raisonnable pour préserver l'ordre et la sécurité publique;

3° l'extrême urgence est avérée;

4° le bourgmestre notifie au Gouvernement et au service désigné par le Gouvernement son arrêté et un dossier explicatif simultanément à la prise de son arrêté.

Dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, 4^o, le service désigné par le Gouvernement se rend sur les lieux en présence du bourgmestre ou de son représentant afin de rédiger un rapport. S'il l'estime nécessaire, le service désigné par le Gouvernement peut être accompagné d'un ou plusieurs spécialistes. Il dresse sur place un procès-verbal de la visite qui est approuvé par le bourgmestre ou son représentant. Il adresse son rapport et le procès-verbal au ministre.

L'arrêté du bourgmestre est exécutoire dès le quatorzième jour à compter de la réception de la notification par le Gouvernement pour autant que le Gouvernement ne l'ait pas suspendu ou annulé pendant ce délai.

L'arrêté du bourgmestre visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, et la décision du Gouvernement visée à l'alinéa 3 sont transmis à la Commission.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article, la procédure de notification de l'arrêté du bourgmestre, le contenu du dossier explicatif et le contenu du procès-verbal de la visite.

Art. D.28. § 1^{er}. Le service désigné par le Gouvernement peut proposer au Gouvernement dans le but de préserver la valeur patrimoniale d'un bien classé :

1^o de poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique du bien ou de tous autres biens dont l'expropriation est nécessaire à la conservation, la réhabilitation ou la valorisation d'un bien classé;

2^o de procéder à l'acquisition du bien pour le compte de la Région wallonne;

3^o de faire valoir un droit de préemption au profit de la Région wallonne sur le bien;

4^o de réaliser ou faire réaliser pour le compte du propriétaire des actes et travaux conservatoires d'urgence, d'entretien ou de restauration en vue d'assurer le maintien en bon état du bien.

La réhabilitation visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, consiste à conserver une partie d'un bien et à en remanier plus ou moins profondément une autre partie.

§ 2. Lorsque le service désigné par le Gouvernement souhaite mettre en oeuvre la mesure visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, à défaut d'accord dans le cadre d'une phase de demande et de consultation amiable avec le propriétaire identifié, il sollicite auprès du président du tribunal de première instance territorialement compétent, par la voie du référé, l'autorisation de réaliser ou de faire réaliser des actes et travaux conservatoires d'urgence, d'entretien ou de restauration pour le compte du propriétaire du bien.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une phase de demande et de consultation amiable avec le propriétaire identifié n'est pas requise préalablement à la sollicitation du président du tribunal de première instance territorialement compétent en cas d'actes et travaux conservatoires d'urgence.

La nature et la portée des actes et travaux pour lesquels une autorisation est sollicitée sont déterminées dans la citation ou dans la requête conjointe.

Le juge examine le bien-fondé et la proportionnalité de la demande du service désigné par le Gouvernement.

Le propriétaire est contraint au remboursement de tous les frais liés à la réalisation des actes et travaux autorisés par le juge sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge qui a autorisé la réalisation des actes et travaux. Le montant de ces frais est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à dix pour cent du coût total des travaux, avec un maximum de 10.000 euros, que les actes et travaux soient réalisés par l'Administration du Patrimoine ou par une entreprise extérieure.

Art. D.29. § 1^{er}. Les effets du statut de bien classé ou assimilé suivent le bien en quelque main qu'il se trouve.

§ 2. En cas de mutation immobilière du bien classé ou assimilé, le notaire instrumentant est tenu de recueillir auprès de l'administration communale les informations y relatives et de les transcrire dans l'acte authentique.

Dans la publicité faite à l'occasion de toute mutation immobilière, le notaire instrumentant fait mention du statut du bien classé ou assimilé.

Le notaire avertit l'Administration du Patrimoine dans les trente jours du changement de propriétaire du bien ou de titulaire d'un droit réel sur le bien classé ou assimilé.

§ 3. Les servitudes qui découlent des dispositions contenues dans le Code ou d'autres lois, décrets et règlements relatifs à la police de la voirie et des constructions ne sont pas applicables aux biens si elles ont pour conséquence de le détériorer ou d'en modifier l'aspect.

Art. D.30. Les membres du personnel du service désignés par le Gouvernement ont, pour les besoins de l'examen de la valeur patrimoniale d'un bien et de son état, accès aux biens classés ou assimilés.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} peuvent accéder aux habitations privées et aux locaux d'entreprises entre neuf heures et vingt-et-une heures, moyennant l'autorisation du propriétaire et, le cas échéant, de la personne qui a la jouissance effective du bien, ou de l'autorisation du président du tribunal de première instance territorialement compétent préalablement sollicitée par la voie du référé.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} peuvent prendre des photographies du bien classé ou assimilé et de son état, en ce compris à l'intérieur, et procéder au relevé et à l'enregistrement de tout type de données nécessaires à l'examen de la valeur patrimoniale du bien. Les photographies et données collectées sont uniquement utilisées par le service désigné par le Gouvernement en vue de l'examen de la valeur patrimoniale et de l'état du bien classé ou assimilé, sauf autorisation expresse du propriétaire et, le cas échéant, de la personne qui a la jouissance effective du bien.

Le Gouvernement détermine la manière dont sont désignés les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.31. Sauf disposition contraire prévue dans l'arrêté de classement, tout bien classé est placé sous le régime organisé par le chapitre 1^{er} de la Convention de La Haye du 14

mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

CHAPITRE 6. — *L'inventaire régional du patrimoine*

Art. D.32. § 1^{er}. L'inventaire régional du patrimoine constitue un recensement du patrimoine bâti et non bâti de Wallonie qui présente, en tout ou en partie, une valeur patrimoniale au niveau local au regard des critères et des intérêts visés à l'article D.2. Il a pour objectifs la connaissance, la protection et la gestion des biens inscrits, ainsi que la sensibilisation du public à ceux-ci.

§ 2. Le service désigné par le Gouvernement dresse la liste des biens inscrits à l'inventaire régional du patrimoine.

Le service désigné par le Gouvernement peut pastiller un bien inscrit à l'inventaire régional du patrimoine. La pastille vise tout bien inscrit doté d'une valeur patrimoniale particulière, sans distinction de typologie ou d'époque, traduite par la concentration de plusieurs critères et intérêts visés à l'article D.2.

Le collège communal ou la Commission peut d'initiative proposer au service désigné par le Gouvernement une inscription ou un retrait d'un bien à l'inventaire régional du patrimoine, ainsi que l'apposition ou le retrait d'une pastille d'un bien déjà inscrit à l'inventaire régional du patrimoine. La proposition de retrait d'un bien ou de la pastille est justifiée par la disparition dudit bien ou des caractéristiques qui ont justifié son inscription.

§ 3. L'inventaire régional du patrimoine et ses mises à jour sont publiés sur le site internet du service désigné par le Gouvernement. La liste des biens inscrits à l'inventaire régional patrimonial pastillés et ses mises à jour sont publiées au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

Les mesures de publicité visées à l'alinéa 1^{er} visent à informer le public de l'inscription d'un bien à l'inventaire régional du patrimoine ou de l'apposition d'une pastille sur un bien inscrit à l'inventaire régional du patrimoine. Elles ne portent pas sur l'identification du propriétaire du bien. Sont publiées uniquement les informations relatives à l'identification du bien et à la motivation de l'inscription à l'inventaire régional du patrimoine ou de l'apposition de la pastille.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités relatives à l'établissement, la mise à jour et la publication de l'inventaire régional du patrimoine, ainsi que de la pastille.

TITRE 3. — *Les outils de conservation du patrimoine*

CHAPITRE 1^{er}. — *La fiche patrimoniale*

Art. D.33. Une fiche patrimoniale comprend au minimum :

1° l'évaluation patrimoniale du bien effectuée sur la base des critères et des intérêts visés à l'article D.2, en vue de justifier sa protection;

2° les indications techniques qui se rapportent à l'état physique général et à la conservation du bien, établies sur la base d'une reconnaissance visuelle des pathologies qui l'affectent.

La fiche patrimoniale est rédigée par le service désigné par le Gouvernement. Elle peut être complétée, modifiée et actualisée par le service désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête un modèle-type et le contenu complémentaire éventuel de la fiche patrimoniale.

CHAPITRE 2. — *L'autorisation patrimoniale*

Section 1e. — La demande d'autorisation patrimoniale

Art. D.34. § 1^{er}. La réalisation d'actes et de travaux sur un bien classé ou assimilé est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la réalisation d'actes et travaux d'entretien sur un bien classé ou assimilé n'est pas soumise à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale, sauf si ces actes et travaux d'entretien font l'objet d'une demande de subvention.

Lorsque la réalisation des actes et travaux requiert l'obtention d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré, l'obtention de l'autorisation patrimoniale est une condition préalable à la demande de ce permis.

L'obtention d'une autorisation patrimoniale est une condition préalable à la demande d'un certificat d'urbanisme n° 2.

§ 2. L'organisation ou la réalisation d'événements ou d'activités qui sont de nature à mettre en péril les critères et intérêts qui ont justifié la mesure de protection du bien ou qui vont à l'encontre des dispositions particulières prévues dans l'arrêté de classement est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale.

L'organisation ou la réalisation d'événements ou d'activités est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° l'événement ou l'activité réunit ou est susceptible de réunir au moins deux cents personnes;

2° l'événement ou l'activité est ouvert au public;

3° l'événement ou l'activité est susceptible de générer des revenus.

L'estimation des conditions visées à l'alinéa 2 est laissée à l'appréciation du service désigné par le Gouvernement. § 3. Lorsqu'un projet est soumis à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale en vertu de la loi du paragraphe 1^{er} et du paragraphe 2, celui-ci fait l'objet d'une demande unique. § 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, la réalisation des actes et travaux ou l'organisation et la réalisation d'événements ou d'activités ne sont pas soumis à l'octroi préalable d'une autorisation patrimoniale si ceux-ci font l'objet d'un plan opérationnel patrimonial établi conformément à l'article D.53.

Art. D.35. § 1^{er}. La demande d'autorisation patrimoniale visée à l'article

D.34 est introduite auprès du service désigné par le Gouvernement au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Gouvernement fixe le modèle du formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, le contenu du dossier nécessaire à l'examen de la demande d'autorisation patrimoniale qui l'accompagne et les modalités d'introduction de la demande d'autorisation patrimoniale.

§ 2. En cas d'actes et travaux conservatoires d'urgence, le demandeur le précise dans sa demande.

Art. D.36. § 1^{er}. Le service désigné par le Gouvernement communique au demandeur un accusé de réception dans les vingt jours à compter de la date de réception de la demande d'autorisation patrimoniale.

Si la demande d'autorisation patrimoniale est complète, l'accusé de réception mentionne :

1° le descriptif de la procédure;

2° sauf dans l'hypothèse visée à l'article D.38, la composition du comité d'accompagnement du projet;

3° sauf dans l'hypothèse visée à l'article D.38, la date, le lieu et les modalités de la première réunion de patrimoine.

Si la demande d'autorisation patrimoniale est incomplète, l'accusé de réception mentionne les documents manquants.

Le service désigné par le Gouvernement peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Les documents complémentaires sollicités par le service désigné par le Gouvernement sont communiqués par le demandeur dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception de la demande de documents complémentaires. Le service désigné par le Gouvernement communique au demandeur un accusé de réception dans les vingt jours à compter de la date de réception des documents complémentaires.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités relatives à la convocation du comité d'accompagnement du projet et à la diffusion des documents.

Art. D.37. Le comité d'accompagnement du projet visé à l'article D.36, § 2, est composé :

- 1° du ou des demandeurs et, le cas échéant, de l'auteur de projet; 2° de l'Administration du Patrimoine;
- 3° du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme;
- 4° du collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien classé ou assimilé;
- 5° le cas échéant d'un ou plusieurs spécialistes désignés par le service désigné par le Gouvernement.

Si le demandeur de l'autorisation patrimoniale n'est pas le propriétaire du bien qui fait l'objet de cette demande, le propriétaire du bien peut, à sa demande, faire partie du comité d'accompagnement du projet.

Le ou les membres de la Commission, désignés à cette fin, participent au comité d'accompagnement du projet en qualité d'expert conformément à l'article D.126. Les avis remis collégalement par la Commission sur le projet qui fait l'objet de la demande d'autorisation patrimoniale sont communiqués par le service désigné par le Gouvernement à l'ensemble des membres du comité d'accompagnement.

Les personnes ou organes visés aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent se faire représenter par une personne désignée à cet effet.

Art. D.38. Sauf si le service désigné par le Gouvernement le juge opportun au vu de l'impact supposé du projet sur la valeur patrimoniale du bien, la demande d'autorisation patrimoniale ne fait pas l'objet d'une réunion de patrimoine dans les hypothèses suivantes :

- 1° lorsque la demande porte sur la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence;
- 2° lorsque la demande porte sur la réalisation d'actes et travaux d'entretien qui nécessite une autorisation patrimoniale conformément à l'article D.34, § 1^{er}, alinéa 2;
- 3° lorsque la demande porte sur la réalisation d'actes et travaux qui ne sont pas préventifs ou curatifs mais qui ont un faible impact sur les caractéristiques ayant justifié la protection du bien;
- 4° lorsque la demande porte sur des actes et travaux exonérés de permis d'urbanisme en vertu de l'article D.IV.1, § 2, alinéa 1, 1°, du CoDT;
- 5° lorsque la demande porte sur des actes et travaux identiques à des actes et travaux ayant déjà fait l'objet d'une autorisation patrimoniale;
- 6° lorsque la demande porte sur des actes et travaux identiques à ceux qui ont fait l'objet d'une autorisation patrimoniale désormais périmée;
- 7° lorsque la demande est introduite en vertu de l'article D.52;
- 8° lorsque la demande porte sur l'organisation d'un événement ou d'une activité n'allant pas à l'encontre d'une condition particulière de protection et de gestion prévue dans l'arrêté de classement;
- 9° lorsque la demande porte sur le renouvellement d'un plan opérationnel patrimonial.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement décide de l'octroi ou du refus de l'autorisation patrimoniale sans concertation préalable avec un comité d'accompagnement du projet. S'il l'estime nécessaire, le service désigné par le Gouvernement sollicite préalablement l'avis de la Commission.

Section 2. — Les réunions de patrimoine

Sous-section 1e. — La première réunion de patrimoine

Art. D.39. La première réunion de patrimoine se tient dans un délai de quarante jours à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception de la demande complète visé à l'article D.36.

Sauf circonstances exceptionnelles, lorsque la demande d'autorisation patrimoniale porte sur des actes et travaux qui nécessitent un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré, la première réunion du comité d'accompagnement du projet se tient à l'endroit où se situe le bien classé ou assimilé. Dans les autres cas, le lieu ou le moyen de communication pour le déroulement de la première réunion de patrimoine est laissé à l'appréciation du service désigné par le Gouvernement.

Art. D.40. § 1^{er}. Lors de la première réunion de patrimoine, les membres du comité d'accompagnement du projet examinent, le cas échéant, les éléments suivants :

- 1° la nature et l'ampleur des actes et travaux ou des événements et activités qui constituent le projet du demandeur;
- 2° la compatibilité du projet avec les objectifs de conservation intégrée; 3° la nécessité de réaliser des études préalables;
- 4° la nécessité de réaliser une fiche patrimoniale;
- 5° la nécessité d'identifier les travaux prioritaires à réaliser en vue d'assurer le maintien en bon état du bien;
- 6° l'opportunité d'établir un plan opérationnel patrimonial;
- 7° la nécessité d'imposer des conditions d'exécution particulières; 8° la nécessité d'imposer la réalisation d'opérations archéologiques;
- 9° la nécessité d'organiser une ou plusieurs réunions de patrimoine complémentaires;
- 10° les aspects liés au développement durable et en particulier la performance énergétique;
- 11° les aspects liés à l'accessibilité du bien;
- 12° l'impact éventuel de la situation juridique du bien d'un point de vue urbanistique sur le projet du demandeur;
- 13° tout autre élément soulevé par un membre du comité d'accompagnement du projet.

Les membres du comité d'accompagnement du projet déterminent si des plans, des détails ou des informations complémentaires, ainsi que tout autre document nécessaire à la compréhension ou l'élaboration du projet du demandeur doivent être fournis par celui-ci lors d'une réunion de patrimoine complémentaire. Ces éléments sont mentionnés dans le procès-verbal de la réunion de patrimoine.

Le représentant du service désigné par le Gouvernement informe le demandeur des aides éventuelles visées au titre 7 dont peuvent bénéficier les actes et travaux envisagés ainsi que des obligations liées à celles-ci.

§ 2. En cas de contestation ou de désaccord entre les membres du comité d'accompagnement du projet lors de la première réunion de patrimoine, il revient au service désigné par le Gouvernement de trancher la contestation ou le désaccord au regard des différents avis, des circonstances propres à la demande d'autorisation patrimoniale et dans l'intérêt de la protection et la conservation intégrée du bien.

§ 3. Le service désigné par le Gouvernement dresse un procès-verbal de la première réunion de patrimoine conformément à l'article D.43.

Sous-section 2. — Les réunions de patrimoine complémentaires

Art. D.41. § 1^{er}. Si les membres du comité d'accompagnement du projet le décident lors de la réunion de patrimoine, une ou plusieurs réunions de patrimoine complémentaires sont organisées.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, si un membre du comité d'accompagnement du projet ou la Commission sollicite une réunion de patrimoine complémentaire à la suite de la communication des remarques relatives au procès-verbal de la réunion de patrimoine précédente conformément à l'article D.43, § 2, le service désigné par le Gouvernement décide si celle-ci est organisée. Si une majorité des membres du comité d'accompagnement du projet en formule la demande, une réunion de patrimoine complémentaire est organisée.

§ 2. La réunion de patrimoine complémentaire du comité d'accompagnement du projet se tient dans un délai de quarante jours à compter de la réception par le service désigné par le Gouvernement de l'ensemble des documents et éléments mentionnés dans le procès-verbal définitif de la dernière réunion organisée. Le lieu ou le moyen de communication pour le déroulement de la réunion de patrimoine complémentaire est laissé à l'appréciation du service désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités relatives à la convocation du comité d'accompagnement du projet et à la diffusion des documents.

Art. D.42. § 1^{er}. Lors de la réunion de patrimoine complémentaire, le comité d'accompagnement du projet débat des documents et éléments transmis par le demandeur et de tout autre élément soulevé par un membre du comité d'accompagnement du projet.

Les membres du comité d'accompagnement du projet déterminent si des plans, des détails ou des informations complémentaires, ainsi que tout autre document nécessaire à la compréhension ou l'élaboration du projet du demandeur doivent être fournis par celui-ci lors d'une réunion de patrimoine complémentaire. Ces éléments sont mentionnés dans le procès-verbal définitif de la réunion de patrimoine complémentaire.

§ 2. En cas de contestation ou de désaccord entre les membres du comité d'accompagnement du projet lors de la réunion de patrimoine, il revient au service désigné par le Gouvernement de trancher la contestation ou le désaccord au regard des différents avis, des circonstances propres à la demande d'autorisation patrimoniale et dans l'intérêt de la conservation intégrée du bien.

§ 3. Le service désigné par le Gouvernement dresse un procès-verbal conformément à l'article D.43.

Sous-section 3. — Les procès-verbaux

Art. D.43. § 1^{er}. Le service désigné par le Gouvernement dresse un procès-verbal de chacune des réunions de patrimoine et le communique aux membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission dans un délai de quinze jours à compter de la date de réunion de patrimoine. Il peut être décidé de commun accord lors d'une réunion de patrimoine de réduire ce délai uniquement si tous les membres du comité d'accompagnement du projet sont présents ou représentés.

Le procès-verbal de la première réunion de patrimoine contient au minimum les éléments suivants :

- 1° les décisions du comité d'accompagnement du projet concernant les éléments visés à l'article D.40, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;
- 2° les éventuelles adaptations à apporter aux actes et travaux envisagés afin que le projet du demandeur rencontre les finalités de la conservation intégrée du bien;
- 3° les éléments visés à l'article D.40, § 1^{er}, alinéa 2;
- 4° les éventuels désaccords au sein du comité d'accompagnement du projet survenus lors de la réunion de patrimoine et la décision du service désigné par le Gouvernement;
- 5° la nécessité d'organiser une réunion de patrimoine complémentaire; 6° l'éventuel avis de la Commission;
- 7° l'éventuel accord ou désaccord définitif au sein du comité d'accompagnement du projet sur les actes et travaux envisagés et, le cas échéant, les documents définitifs à fournir.

Le procès-verbal des réunions de patrimoine complémentaires contient au minimum les éléments visés aux points 2° à 7° de l'alinéa 2.

§ 2. Dans les quinze jours de la communication du procès-verbal, les membres du comité d'accompagnement du projet et la Commission peuvent communiquer leurs remarques et contestations ou marquer leur accord au service désigné par le Gouvernement. A défaut de réaction d'un des membres du comité d'accompagnement du projet ou de la Commission dans le délai imparti, ce membre ou la Commission est réputé avoir marqué son accord sur le procès-verbal.

§ 3. Le procès-verbal d'une réunion de patrimoine est définitif si tous les membres du comité d'accompagnement du projet ont marqué leur accord ou sont réputés avoir marqué leur accord conformément au paragraphe 2.

En cas de remarque ou de contestation d'un membre du comité d'accompagnement du projet ou de la Commission à l'encontre du procès-verbal, le service désigné par le Gouvernement peut décider de rédiger un nouveau procès-verbal afin de prendre en compte les remarques et les contestations qui sont émises. Dans cette hypothèse, le service désigné par le Gouvernement rédige le nouveau procès-verbal dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 2. Le nouveau procès-verbal constitue le procès-verbal définitif de la réunion de patrimoine.

Le procès-verbal définitif est communiqué aux membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission dans les cinq jours de l'expiration du délai visé à l'alinéa 2.

§ 4. Le procès-verbal définitif de la première réunion de patrimoine, s'il s'agit de l'unique réunion de patrimoine organisée, ou le procès-verbal définitif de la dernière réunion de patrimoine complémentaire, constitue le procès-verbal final de la procédure. Ce procès-verbal final mentionne l'accord ou le désaccord du comité d'accompagnement du projet sur les actes et travaux envisagés.

Section 3. — L'octroi ou le refus de l'autorisation patrimoniale

Sous-section 1e. — La clôture de la procédure d'examen de la demande d'autorisation patrimoniale

Art. D.44. Sous réserve de l'application de l'article D.38, le projet faisant l'objet de la demande d'autorisation patrimoniale est réputé être le projet final lorsque les documents qui permettent la clôture de la procédure d'examen de la demande sont approuvés par le comité d'accompagnement du projet.

Le Gouvernement détermine les documents visés à l'alinéa 1^{er}.

En cas de désaccord au sein du comité d'accompagnement du projet sur un document visé à l'alinéa 1^{er}, la décision finale quant à ce document et à l'octroi ou au refus de l'autorisation patrimoniale revient au service désigné par le Gouvernement.

Art. D.45. Le demandeur communique au service désigné par le Gouvernement, aux membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission les documents définitifs visés à l'article D.44.

Sous réserve de l'application de l'article D.38, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents définitifs visés à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement sollicite l'avis de la Commission sur la demande d'autorisation patrimoniale. La Commission dispose d'un délai de trente jours ouvrables à compter de l'envoi de la demande d'avis pour remettre son avis motivé.

Art. D.46. La procédure d'autorisation patrimoniale prend fin d'office, sans qu'une autorisation patrimoniale puisse être octroyée :

1° lorsque le demandeur informe le service désigné par le Gouvernement qu'il ne souhaite pas maintenir sa demande d'autorisation patrimoniale;

2° lorsque le demandeur est en défaut de réaction pendant un délai de deux ans à compter de la date de la dernière demande qui lui a été adressée.

Sous-section 2. — La décision relative à la demande d'autorisation patrimoniale

Art. D.47. Le service désigné par le Gouvernement décide d'octroyer ou de refuser l'autorisation patrimoniale sollicitée au regard de la compatibilité du projet avec les caractéristiques qui ont justifié la protection du bien classé ou assimilé soit :

1° sur la base du dossier de demande d'autorisation patrimoniale dans l'hypothèse visée à l'article D.38;

2° sur la base du projet final, des documents définitifs et de l'avis de la Commission, lorsqu'au moins une réunion de patrimoine a été organisée.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, le service désigné par le Gouvernement notifie au demandeur sa décision concernant la demande d'autorisation patrimoniale dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète. Le service désigné par le Gouvernement communique une copie de sa décision à la Commission et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, le service désigné par le Gouvernement notifie au demandeur, aux membres du comité d'accompagnement du projet et à la Commission sa décision quant à la demande d'autorisation patrimoniale dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai dans lequel la Commission remet son avis visé à l'article D.45, alinéa 2.

Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi ou de refus de l'autorisation patrimoniale.

Art. D.48. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de l'autorisation patrimoniale.

Le service désigné par le Gouvernement peut assortir l'autorisation patrimoniale de conditions en lien avec l'exécution des actes et travaux et les caractéristiques qui ont justifié la protection du bien classé ou assimilé. Le Gouvernement peut préciser la portée et les limites des conditions auxquelles l'octroi d'une autorisation patrimoniale peut être assortie.

Lorsque la réalisation des actes et travaux visés dans le projet final requiert l'obtention d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré, ou fait l'objet d'une demande de certificat d'urbanisme n° 2, les conditions qui figurent dans l'autorisation patrimoniale octroyée au demandeur, conformément à l'alinéa 2, sont reproduites intégralement dans la décision d'octroi du permis.

§ 2. Le service désigné par le Gouvernement peut imposer dans l'autorisation patrimoniale la réalisation d'une ou plusieurs opérations archéologiques. Les opérations archéologiques sont réalisées par le service désigné par le Gouvernement préalablement ou concomitamment à la mise en oeuvre du permis d'urbanisme, du permis d'urbanisation, du permis d'environnement, du permis unique, du permis d'implantation commerciale ou du permis intégré. Les articles D.68 à D.70 sont applicables à ces opérations archéologiques.

Art. D.49. L'octroi d'une autorisation patrimoniale n'exempte pas le titulaire de l'autorisation patrimoniale de l'obligation de disposer d'éventuelles autres autorisations administratives imposées en vertu d'autres polices administratives pour la réalisation des actes et travaux ou des événements et activités visés par l'autorisation patrimoniale. Les actes et travaux ou les événements et activités visés par l'autorisation patrimoniale ne sont pas réalisés avant l'octroi de ces éventuelles autres autorisations administratives.

Art. D.50. L'autorisation patrimoniale est octroyée sans préjudice des droits civils des tiers.

Sous-section 3. — La durée de validité et la péremption de l'autorisation patrimoniale

Art. D.51. § 1^{er}. L'autorisation patrimoniale octroyée est périmée pour la partie restante des actes et travaux visés par cette autorisation si ceux-ci ne sont pas entièrement exécutés dans les cinq ans de son octroi.

Lorsque la réalisation des actes et travaux qui fait l'objet de l'autorisation patrimoniale octroyée requiert l'obtention d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis unique, d'un permis d'environnement, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré, la demande de permis est introduite dans les deux ans de la date d'octroi de l'autorisation patrimoniale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le permis visé à l'alinéa 2 est délivré, l'autorisation patrimoniale est valable jusqu'à la date de péremption du permis.

§ 2. L'autorisation patrimoniale octroyée en vue de l'organisation ou la réalisation d'événements ou d'activités visées à l'article D.34, § 2, est valable deux ans à compter de sa date d'octroi ou jusqu'au dernier jour de l'événement ou de l'activité si celui-ci est antérieur à ce délai de deux ans.

§ 3. A la demande du bénéficiaire de l'autorisation patrimoniale, la durée de validité de l'autorisation patrimoniale peut être prorogée pour une période de deux ans. Cette demande est introduite auprès du service désigné par le Gouvernement quarante-cinq jours avant l'expiration du délai visé aux paragraphes 1^{er} et 2.

Le service désigné par le Gouvernement communique une copie de la décision de prorogation à la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités de mise en oeuvre du présent paragraphe.

§ 4. La durée de validité de l'autorisation patrimoniale visée aux paragraphes 1^{er} et 2 s'applique sous réserve d'une autre durée fixée dans un plan opérationnel patrimonial établi conformément à l'article D.53.

§ 5. La péremption de l'autorisation patrimoniale s'opère de plein droit.

Section 4. — La modification du projet postérieurement à la délivrance de l'autorisation patrimoniale

Art. D.52. Une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée :

1° lorsque le projet qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et qui ne requiert pas un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré est modifié préalablement ou en cours de réalisation des actes et travaux;

2° lorsque le projet qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale est modifié préalablement au dépôt d'une demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré;

3° lorsque le projet qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale est modifié en cours de procédure d'instruction d'une demande de permis conformément aux articles D.IV.42 et suivants du CoDT, à l'article 93, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou à l'article 97 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, le dépôt de la demande de permis est conditionné à l'obtention de la nouvelle autorisation patrimoniale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une nouvelle autorisation patrimoniale n'est pas sollicitée si la modification du projet qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale n'a pas d'impact :

1° sur les parties classées du bien;

2° sur les parties du bien assimilé qui ont justifié l'inscription sur la liste de sauvegarde ou l'entame d'une procédure de classement.

Section 5. — Le plan opérationnel patrimonial

Art. D.53. Dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation patrimoniale qui porte sur un bien classé, le service désigné par le Gouvernement peut établir un plan opérationnel patrimonial afin d'autoriser :

1° la réalisation d'actes et de travaux à caractère récurrent ou qui nécessite un phasage et qui ne requiert pas un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré;

2° l'organisation d'événements ou d'activités à caractère récurrent réalisée, en tout ou en partie, dans un bien classé et qui requiert une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 2.

L'établissement du plan opérationnel patrimonial se poursuit conformément aux articles D.39 à D.47.

Le plan opérationnel patrimonial est octroyé en lieu et place de l'autorisation patrimoniale et définit précisément la nature et les conditions d'exécution des actes et travaux ou des événement et activités visés à l'alinéa 1^{er}.

Le plan opérationnel patrimonial est valable pour une durée maximale de dix ans.

Le Gouvernement détermine les modalités d'établissement, de renouvellement et le contenu minimal du plan opérationnel patrimonial.

Art. D.54. Pendant la durée de validité du plan opérationnel patrimonial, la réalisation des actes et travaux ou l'organisation des événements et activités visés par le plan n'est plus soumise à l'obtention préalable de l'autorisation patrimoniale visée à l'article D.34.

Le plan opérationnel patrimonial n'exonère pas le demandeur de ses obligations vis-à-vis d'autres lois ou réglementations en vigueur.

Art. D.55. En cas de manquement ou de non-respect du plan opérationnel patrimonial, le service désigné par le Gouvernement peut décider de suspendre ou de révoquer ce plan.

Le service désigné par le Gouvernement communique une copie de sa décision visée à l'alinéa 1^{er} à la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de suspension et de révocation du plan opérationnel patrimonial.

Section 6. — Le recours

Art. D.56. Le demandeur peut introduire un recours motivé contre la décision visée à l'article D.47 ou le plan opérationnel patrimonial visé à l'article

D.53 auprès du Gouvernement dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la décision.

Le recours est introduit suivant les modalités fixées par le Gouvernement. Il contient au minimum les éléments suivants :

1° une copie de la décision dont recours;

2° une copie des documents définitifs visés à l'article D.44.

Si le recours est complet, le Gouvernement communique au demandeur un accusé de réception dans les quinze jours à compter de la date de réception du recours. L'accusé de réception mentionne la date de l'éventuelle audition visée à l'article D.57. Si le recours est incomplet, l'accusé de réception mentionne les documents manquants.

Art. D.57. Si le demandeur en fait la demande dans son recours, il est entendu par la personne désignée par le Gouvernement. Le demandeur peut être accompagné ou représenté par la personne de son choix.

La Commission et l'autorité dont la décision est querellée en recours peuvent être invitées à participer à l'audition. Dans cette hypothèse, le demandeur en est informé.

Art. D.58. Dans le cadre de l'instruction du recours, le Gouvernement : 1° sollicite l'avis de la Commission;

2° peut solliciter l'avis du collège communal de la commune sur le territoire de laquelle le projet qui fait l'objet du recours est situé;

3° peut réclamer au demandeur toutes informations ou tous documents utiles à l'examen du recours.

Le Gouvernement arrête les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.59. Le Gouvernement notifie sa décision au demandeur, dans un délai de nonante jours à compter de la date d'envoi de l'accusé de réception du recours complet. Le Gouvernement communique simultanément une copie de sa décision à l'Administration du Patrimoine et aux personnes et organes visés à l'article D.37.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement au demandeur dans le délai imparti, la décision dont recours est confirmée.

Le Gouvernement arrête les modalités de mise en oeuvre du présent article.

TITRE 4. — *L'archéologie*

CHAPITRE 1^{er}. — *La carte archéologique*

Art. D.60. La carte archéologique est l'outil cartographié d'aide à la décision arrêté par province par le Gouvernement, publié in extenso au *Moniteur belge* et accessible sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

L'avis de la Commission est sollicité préalablement à l'adoption de la carte archéologique par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'établissement et de mise à jour de la carte archéologique. Ces modalités incluent la détermination des sites archéologiques et des zones tampons archéologiques y afférentes.

Les zones tampons archéologiques visées à l'alinéa 3 sont les zones de protection tracées autour des biens archéologiques identifiés, destinées à protéger les biens archéologiques enfouis qui restent à identifier.

CHAPITRE 2. — *La demande d'information archéologique*

Art. D.61. Une demande d'information archéologique peut être adressée au service désigné par le Gouvernement.

Dans les trente jours de la réception de la demande, le service désigné par le Gouvernement communique l'information et en adresse une copie au collège communal et au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

Le Gouvernement peut préciser des modalités d'exécution du présent article.

CHAPITRE 3. — *L'avis archéologique préalable sur grand projet*

Art. D.62. § 1^{er}. Dans l'hypothèse où une autorisation patrimoniale n'est pas requise en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, l'avis archéologique préalable du service désigné par le Gouvernement est sollicité dans les hypothèses suivantes :

1° le projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare;

2° le projet porte sur la réalisation de tracés linéaires situés à au moins quarante centimètres de profondeur par rapport au niveau général du sol et dont la longueur est d'au moins deux mille cinq cents mètres, s'il s'agit de tracés neufs, ou d'au moins cinq mille mètres, s'il s'agit de l'agrandissement de tracés existants;

3° le projet porte sur un permis d'urbanisation avec une ouverture de voirie située dans le périmètre de la carte archéologique.

Le Gouvernement peut préciser ce que comprend la superficie de construction et d'aménagement des abords et déterminer des hypothèses supplémentaires dans lesquelles un avis archéologique est sollicité.

En ce qui concerne les tracés linéaires visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, il s'agit des aménagements, ouvrages ou installations continus ou pris dans leur ensemble, qui se caractérisent par leur grande longueur.

Dans l'hypothèse où le projet requiert un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un certificat d'urbanisme n° 2, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré, l'avis du service désigné par le Gouvernement visé à l'alinéa 1^{er} est sollicité par le demandeur préalablement à la demande du permis ou du certificat.

§ 2. Le service désigné par le Gouvernement dispose d'un délai de quarante-cinq jours à compter de l'envoi de la demande d'avis pour remettre son avis visé au paragraphe 1^{er}. A défaut de notification de l'avis dans le délai imparti, le demandeur peut introduire une demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

Une copie de l'avis du service désigné par le Gouvernement est communiquée à l'autorité compétente pour délivrer le permis.

L'avis du service désigné par le Gouvernement porte uniquement sur les aspects archéologiques du projet. Il peut imposer la réalisation par le service désigné par le Gouvernement d'une ou plusieurs opérations archéologiques préalablement ou concomitamment à la mise en oeuvre du permis.

Les articles D.68 à D.70 sont applicables aux opérations archéologiques imposées en vertu de l'alinéa 3.

§ 3. Un recours motivé contre la décision visée au paragraphe 2 peut être introduit auprès du Gouvernement selon les modalités fixées à l'article D.56.

Les articles D.57 à D.59 s'appliquent au recours visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Le demandeur dispose d'un délai de deux ans à compter de la délivrance de l'avis archéologique préalable pour déposer une demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de certificat d'urbanisme n°2, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré. Au-delà de ce délai, un nouvel avis archéologique est requis préalablement à la demande de permis.

§ 5. Le Gouvernement fixe le modèle du formulaire de demande d'avis, le contenu du dossier qui doit l'accompagner et les modalités d'introduction de traitement de ceux-ci.

Art. D.63. Un nouvel avis archéologique préalable est sollicité :

1° lorsque le projet qui a fait l'objet de l'avis archéologique préalable et qui ne requiert pas un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré est modifié préalablement ou en cours de réalisation des actes et travaux;

2° lorsque le projet qui a fait l'objet de l'avis archéologique préalable est modifié préalablement au dépôt d'une demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré;

3° lorsque le projet qui a fait l'objet de l'avis archéologique préalable est modifié en cours de procédure d'instruction d'une demande de permis conformément aux articles D.IV.42 et suivants du CoDT, à l'article 93, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement ou à l'article 97 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, le dépôt de la demande de permis est conditionné à l'obtention du nouvel avis archéologique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un nouvel avis archéologique n'est pas sollicité si la modification du projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique n'augmente pas l'emprise au sol ou la profondeur du projet.

CHAPITRE 4. — *Les opérations archéologiques*

Art. D.64. Sans préjudice des articles D.48, § 2, D.62, § 2, D.66, § 1^{er}, D.67,

§ 2, D.74 et D.75, selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement peut décider d'initiative et en tout temps de procéder à des opérations archéologiques, en ce compris les opérations de statut régional, et habilite le service désigné par le Gouvernement à cet effet.

L'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er} ne dispense pas le service désigné par le Gouvernement de disposer d'éventuelles autres autorisations administratives imposées en vertu d'autres polices administratives pour procéder à des opérations archéologiques.

Art. D.65. § 1^{er}. A l'exception des prospections, nul ne peut procéder à des opérations archéologiques sans une autorisation accordée préalablement par le service désigné par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les opérations archéologiques effectuées par le service désigné par le Gouvernement ne nécessitent pas l'octroi d'une autorisation préalable.

§ 2. L'octroi de l'autorisation est subordonné à la démonstration des éléments suivants :

1° l'intérêt que présentent les opérations archéologiques;

2° la compétence, les moyens humains et techniques dont disposent les demandeurs;

3° un accord écrit du propriétaire du terrain sur lequel sont projetées les opérations archéologiques, et de son éventuel occupant sur la réalisation d'opérations archéologiques et la remise en état du terrain;

4° un accord écrit entre le propriétaire du terrain sur lequel sont projetées les opérations archéologiques, le demandeur de l'autorisation et les fouilleurs qui porte sur la dévolution des droits de propriété relatifs aux biens archéologiques qui seraient découverts et au dépôt de ceux-ci;

5° l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé;

6° l'obligation de rassembler les biens archéologiques qui sont découverts et leurs documentations associées dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs.

L'autorisation délivrée par le service désigné par le Gouvernement comporte au minimum les éléments suivants :

1° l'identification du site archéologique ou du terrain sur lequel les opérations archéologiques sont autorisées;

2° le type d'opération archéologique autorisée;

3° l'identification des personnes qui dirigeront sur place les opérations archéologiques autorisées;

4° les éventuelles conditions d'exécution auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation;

5° la durée pour laquelle l'autorisation est octroyée;

6° les délais endéans lesquels les rapports périodiques sur l'état d'avancement des travaux et le rapport final sont déposés;

7° le délai endéans lequel l'inventaire des biens archéologiques découverts, qui indique au minimum de quelles catégories, visées à l'article D.76, relèvent ces biens et leur état de conservation, est communiqué au service désigné par le Gouvernement.

§ 3. Le service désigné par le Gouvernement peut, à la demande du titulaire de l'autorisation ou d'initiative, modifier un ou plusieurs éléments de l'autorisation délivrée.

§ 4. Le service désigné par le Gouvernement peut modifier, suspendre ou retirer une autorisation dans les cas suivants :

1° lorsque les éléments visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ne sont plus rencontrés ou démontrés;

2° lorsqu'il apparaît, en raison de l'importance des découvertes, que la compétence, les moyens humains ou l'infrastructure matérielle dont dispose le titulaire de l'autorisation sont manifestement insuffisants;

3° lorsque le titulaire d'une autorisation n'exécute pas les opérations archéologiques conformément à l'autorisation délivrée.

L'octroi, la modification ou le retrait de cette autorisation est soumis à l'avis de la Commission.

§ 5. Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi et d'exercice de l'autorisation et les procédures d'octroi, de modification, de suspension, de retrait de l'autorisation.

Art. D.66. § 1^{er}. Lorsque le service désigné par le Gouvernement l'impose dans une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.48, § 2, dans un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 2, ou dans l'avis conforme visé à l'article D.IV.35 du CoDT dans le cadre de l'instruction d'une demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré, l'autorité compétente pour délivrer le permis subordonne la mise en oeuvre de ce permis à la réalisation par le service désigné par le Gouvernement d'une ou plusieurs opérations archéologiques préalablement ou concomitamment à la mise en oeuvre du permis.

Les articles D.68 à D.70 sont applicables aux opérations archéologiques imposées en vertu de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dès la réception par son titulaire d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré, pour lequel la réalisation d'une ou plusieurs opérations archéologiques est imposée dans les hypothèses visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le titulaire du permis transmet au service désigné par le Gouvernement toutes les informations dont il dispose en lien avec la mise en oeuvre dudit permis.

Art. D.67. § 1^{er}. Lors du dépôt d'une demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré, l'autorité ou la personne chargée d'adresser un accusé de réception ou de statuer sur le caractère complet de la demande de permis communique simultanément une copie de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande au service désigné par le Gouvernement lorsque les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° les actes et travaux visés par la demande de permis n'ont pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, ou d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er};

2° les actes et travaux visés par la demande de permis portent sur un bien situé, en tout ou en partie, dans le périmètre de la carte archéologique et concernent des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1°, 5°, 9° et 10°, du CoDT;

3° les actes et travaux visés par la demande de permis ne sont pas d'impacts limités en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT;

4° les actes et travaux visés par la demande de permis requièrent l'intervention obligatoire d'un architecte en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT.

§ 2. Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'accusé de réception visé au paragraphe 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement peut décider d'imposer une ou plusieurs opérations archéologiques préalablement ou concomitamment à la mise en oeuvre du permis. Sous réserve de l'application des articles D.73 à D.75, à l'expiration de ce délai, le service désigné par le Gouvernement ne peut plus imposer d'opérations archéologiques.

Le service désigné par le Gouvernement notifie sa décision d'imposer une ou plusieurs opérations archéologiques réalisées par lui au demandeur du permis et à l'autorité compétente pour délivrer le permis.

§ 3. Dès la réception par son titulaire d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré et de la décision visée au paragraphe 2, le titulaire du permis transmet au service désigné par le Gouvernement toutes les informations dont il dispose en lien avec la mise en oeuvre dudit permis.

Les articles D.68 à D.70 sont applicables aux opérations archéologiques imposées en vertu du paragraphe 2.

§ 4. Un recours motivé contre la décision visée au paragraphe 2 peut être introduit auprès du Gouvernement selon les modalités fixées à l'article D.56.

Les articles D.57 à D.59 s'appliquent au recours visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.68. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.75, les modalités pratiques et techniques des opérations archéologiques requises dans l'autorisation patrimoniale, l'avis archéologique préalable, l'un des avis visés à l'article D.66,

§ 1^{er}, ou la décision visée à l'article D.67, § 2, sont définies par le service désigné par le Gouvernement, après concertation avec le demandeur.

La concertation visée à l'alinéa 1^{er} est organisée au plus tard dans les trente jours de la transmission des informations visées aux articles D.66, § 2, et D.67, § 3, ou de la requête introduite par le demandeur lorsqu'un permis n'est pas requis.

Le service désigné par le Gouvernement dresse et communique au demandeur un procès-verbal de la concertation visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai de quinze jours à dater de celle-ci. Dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, le demandeur peut communiquer ses remarques ou son accord au service désigné par le Gouvernement. A défaut de réaction dans le délai imparti, le demandeur est réputé avoir marqué son accord sur le procès-verbal.

§ 2. Le service désigné par le Gouvernement communique au demandeur les modalités pratiques et techniques des opérations archéologiques dans un délai de trente jours à dater de la transmission par le demandeur de ses remarques ou de son accord sur le procès-verbal dressé par le service désigné par le Gouvernement conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

Les modalités pratiques et techniques visées au paragraphe 1^{er} contiennent les éléments suivants :

- 1° la nature et l'objet des opérations archéologiques à réaliser;
- 2° le délai minimal nécessaire à la réalisation des opérations archéologiques;
- 3° la délimitation d'une zone d'intervention dans laquelle les opérations archéologiques sont réalisées;
- 4° les conditions nécessaires à la réalisation des opérations archéologiques.

Les conditions visées à l'alinéa 2, 4°, peuvent être en lien avec l'accès à la zone d'intervention, les impétrants présents dans la zone d'intervention ou à proximité immédiate, la pollution ou la contamination de la zone d'intervention, la présence d'éléments matériels sur la zone d'intervention ou la mise à disposition de plans ou d'informations.

A défaut de communication des modalités pratiques et techniques dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut mettre en oeuvre le permis délivré ou réaliser les actes et travaux sans attendre la réalisation des opérations archéologiques.

§ 3. Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'application du présent article.

Art. D.69. Le service désigné par le Gouvernement peut délivrer une attestation écrite au titulaire d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré qui autorise le titulaire à mettre en oeuvre son permis sans qu'il ne réalise, en tout ou en partie, les opérations archéologiques imposées en vertu du Code, dans des circonstances exceptionnelles dument motivées ou lorsque le service désigné par le Gouvernement est dans l'impossibilité de réaliser ou faire réaliser ces opérations archéologiques.

L'octroi de l'attestation visée à l'alinéa 1^{er} ne préjudicie pas l'application des dispositions visées aux articles D.73 à D.75.

Le Gouvernement détermine les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.70. Au terme de la réalisation des opérations archéologiques imposées en vertu du Code, le service désigné par le Gouvernement délivre au titulaire du permis une attestation dans laquelle sont indiquées :

- 1° la date à laquelle a débuté la réalisation des opérations archéologiques;
- 2° la date à laquelle s'est achevée la réalisation des opérations archéologiques.

Le Gouvernement peut désigner les personnes compétentes au sein du service désigné par le Gouvernement pour délivrer l'attestation visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.71. Le Gouvernement peut arrêter la liste des opérations archéologiques dont il reconnaît le statut régional.

Le Gouvernement soumet le projet de liste à l'avis de la Commission. L'avis est communiqué dans les soixante jours de la demande. A défaut de communication de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

Toute opération archéologique sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel est d'office reconnue de statut régional.

Art. D.72. Pour une opération archéologique de statut régional, l'autorisation visée à l'article D.65 est accordée uniquement à une université, à un établissement scientifique ou, dans le cadre d'une action de recherche concertée, à une association de plusieurs des institutions précitées ou d'une ou plusieurs d'entre elles avec une ou plusieurs associations privées.

CHAPITRE 5. — *Les découvertes fortuites et les opérations archéologiques d'utilité publique*

Art. D.73. Toute personne qui, autrement qu'à l'occasion d'opérations archéologiques ou d'une activité de détectorisme, découvre un ou plusieurs biens archéologiques en informe la commune sur le territoire de laquelle a eu lieu la découverte et le service désigné par le Gouvernement dans les trois jours ouvrables de cette découverte.

Le service désigné par le Gouvernement informe le propriétaire et l'occupant du terrain sur lequel le ou les biens archéologiques ont été découverts dans les dix jours si ceux-ci ne sont pas les auteurs de la découverte.

Les biens archéologiques découverts et le périmètre qui les englobe sont maintenus en l'état, préservés des dégâts, et rendus accessibles par le propriétaire, l'occupant et l'auteur de la découverte pour visite des lieux par le service désigné par le Gouvernement dès leur découverte et ce jusqu'au quinzième jour à compter de la réception de l'information visée à l'alinéa 2 par le service désigné par le Gouvernement.

La période visée à l'alinéa 3 peut être écourtée ou renouvelée par décision motivée du service désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'application du présent article et les prescriptions générales de protection applicables aux biens archéologiques qui font l'objet de découvertes fortuites.

Art. D.74. Lorsqu'une découverte fortuite intervient dans le cadre de la mise en oeuvre d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'environnement, d'un permis unique, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré, le Gouvernement peut décider qu'il est d'utilité publique soit :

1° de suspendre, pour un délai n'excédant pas soixante jours non comptés les jours d'intempérie, la mise en oeuvre du permis, en vue de faire procéder à des opérations archéologiques;

2° de retirer le permis en vue de faire procéder à des opérations archéologiques, de déterminer les conditions nécessaires à la préservation du bien immobilier concerné et des biens archéologiques découverts ou de fixer les conditions auxquelles un permis pourrait être octroyé ultérieurement.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article. Art. D.75. Le Gouvernement peut arrêter qu'il est d'utilité publique d'occuper un terrain pour procéder à des opérations archéologiques. L'avis de la Commission est requis à cette fin, sauf en cas d'urgence.

La Commission communique son avis dans les trente jours de la réception de la demande. A défaut de communication de l'avis dans le délai imparti, le Gouvernement peut prendre l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} sans attendre l'avis de la Commission.

L'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1^{er} :

1° désigne le bien ou l'ensemble de biens immobiliers concernés par les opérations archéologiques à exécuter et délimite le terrain ou l'espace dont l'occupation est nécessaire, en ce compris ses accès à partir de la voirie la plus proche;

2° fixe les conditions dans lesquelles les opérations archéologiques sont effectuées;

3° désigne les personnes qu'il autorise à procéder aux opérations archéologiques;

4° indique la date du début des opérations archéologiques et travaux ainsi que le délai dans lequel ils sont terminés.

L'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1^{er} est notifié au propriétaire du ou des biens immobiliers, à la Commission et aux personnes autorisées à effectuer les opérations archéologiques. Dans les dix jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance à l'occupant du bien immobilier par lettre recommandée. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation.

Sauf autorisation écrite donnée par le propriétaire et l'occupant du ou des biens immobiliers concernés, les sondages ou les fouilles archéologiques visés par l'arrêté sont entrepris par les personnes autorisées uniquement à partir du quinzième jour à dater de la notification de l'arrêté au propriétaire concerné.

A l'expiration du délai d'occupation visé à l'alinéa 3, 4°, le bien ou l'ensemble de biens immobiliers sont remis par le service désigné par le Gouvernement dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des opérations archéologiques, à moins qu'une procédure de classement du bien ou des biens ou d'expropriation du bien ou des biens pour cause d'utilité publique ne soit entamée ou que le propriétaire du bien n'en dispense par écrit le service désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

CHAPITRE 6. — *Les catégories de biens archéologiques*

Art. D.76. Le Gouvernement détermine les catégories de biens archéologiques.

CHAPITRE 7. — *Les dépôts agréés et le Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques**Section 1e. — Les dépôts agréés*

Art. D.77. Les biens archéologiques découverts à l'occasion de sondages ou de fouilles archéologiques, de découvertes fortuites ou d'une activité de détectorisme sont déposés dans un dépôt agréé par le service désigné par le Gouvernement. L'agrément délivré est valable pour une période de cinq ans à dater de sa notification au titulaire de l'agrément.

Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi et d'exercice de l'agrément, les procédures d'octroi, de recours, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, moyennant une autorisation écrite du service désigné par le Gouvernement, les biens archéologiques découverts à l'occasion de sondages archéologiques, de fouilles archéologiques, de découvertes fortuites ou d'une activité de détectorisme peuvent être déposés dans un musée reconnu par la Communauté française de Belgique.

Art. D.78. Le titulaire d'un agrément visé à l'article D.77 :

1° communique au service désigné par le Gouvernement, dans les six mois de la notification de l'agrément, un inventaire des biens archéologiques présents dans le dépôt agréé en indiquant, au minimum à quelles catégories de biens archéologiques ils appartiennent, le nom de leur propriétaire, leur provenance et leur état de conservation;

2° notifie au service désigné par le Gouvernement, dans les quinze jours de la survenance de l'élément, toute modification importante des conditions d'agrément, toute modification relative au statut juridique du titulaire de l'agrément ou en lien avec le bâtiment constituant le dépôt agréé, tout incendie, toute inondation, toute infiltration d'eau, toute contamination du dépôt agréé par des champignons ou des insectes lignivores, tout vol ou acte de vandalisme, ainsi que toute déviation des normes de température ou d'humidité observée pendant plus de dix jours consécutifs.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, le titulaire de l'agrément communique annuellement au service désigné par le Gouvernement, durant toute la durée de validité de l'agrément, une mise à jour de l'inventaire des biens archéologiques présents dans le dépôt agréé. L'agrément délivré peut déterminer un délai de mise à jour de l'inventaire des biens archéologiques et préciser des informations supplémentaires que cet inventaire contient.

Section 2. — Le Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques

Art. D.79. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région wallonne peut aménager ou faire aménager un centre régional visant la conservation et l'étude de biens archéologiques déplacés de leur lieu d'origine.

CHAPITRE 8. — Le détectorisme

Art. D.80. § 1^{er}. L'utilisation de matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques sur terre, sous terre ou dans l'eau est interdite, en toutes circonstances, à toute personne, à l'exception :

- 1° des membres du personnel du service désigné par le Gouvernement dans le cadre de leur fonction;
- 2° des titulaires d'une autorisation visée à l'article D.65 en vue de réaliser les opérations archéologiques en lien avec cette autorisation;
- 3° des personnes physiques qui exercent une activité professionnelle et rémunérée qui nécessite l'utilisation de ce matériel, pour autant que cette activité ne soit pas liée directement ou indirectement à la recherche de biens archéologiques;
- 4° des personnes physiques titulaires d'une autorisation de détectorisme délivrée par le service désigné par le Gouvernement.

§ 2. L'autorisation de détectorisme visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, autorise son titulaire, conformément aux dispositions du Code et aux conditions particulières contenues dans l'autorisation, à utiliser du matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques, à modifier le sol et à prélever les objets métalliques ou ferromagnétiques détectés.

L'autorisation de détectorisme contient au minimum les éléments suivants :

- 1° le nom et le prénom de la personne physique titulaire de l'autorisation; 2° les modes de recherches autorisés;
- 3° le périmètre visé par l'autorisation;
- 4° les éventuelles conditions particulières auxquelles est assortie l'autorisation;
- 5° la date de validité de l'autorisation.

Aucune autorisation de détectorisme n'est délivrée à un demandeur âgé de moins de dix-huit ans à la date de l'envoi de la demande d'autorisation.

Une autorisation de détectorisme est valable pour une durée de douze mois à dater de son octroi.

Le service désigné par le Gouvernement peut suspendre ou retirer une autorisation de détectorisme dans les cas suivants :

- 1° si le titulaire ne respecte pas les interdictions et les obligations visées aux articles D.81 et D.82;
- 2° si le titulaire ne respecte pas les conditions particulières de l'autorisation.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi et d'exercice de l'autorisation de détectorisme et les procédures d'octroi, de modification, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'autorisation de détectorisme.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter des mesures spécifiques relatives à l'utilisation de matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques sur terre, sous terre ou dans l'eau, dans le cadre de rassemblements.

Art. D.81. A l'exception des personnes visées à l'article D.80, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, l'utilisation de matériel qui permet la détection et la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques est interdite :

- 1° sur un bien classé ou assimilé ou dans une zone de protection d'un bien classé ou assimilé;
- 2° dans les périmètres de la carte archéologique;
- 3° sur un terrain qui fait l'objet d'un sondage archéologique ou de fouilles archéologiques, sauf en cas d'accord préalable écrit délivré par le service désigné par le Gouvernement.

Art. D.82. § 1^{er}. Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le titulaire d'une autorisation de détectorisme :

- 1° informe au moins trois jours ouvrables préalablement à chaque activité de détectorisme le service désigné par le Gouvernement;
- 2° déclare dans les quinze jours suivant la découverte d'un bien archéologique la découverte au service désigné par le Gouvernement.

§ 2. Le possesseur, le détenteur ou le propriétaire d'un bien archéologique découvert dans le cadre d'une activité de détectorisme :

- 1° soit garantit au service désigné par le Gouvernement un accès au bien archéologique découvert;
- 2° soit dépose le bien archéologique découvert dans un dépôt agréé ou dans un musée reconnu par la Communauté française de Belgique qui répond aux exigences relatives à l'agrément pour le dépôt de biens archéologiques en métal.

§ 3. Il est interdit au titulaire d'une autorisation de détectorisme de sortir hors du territoire de la région wallonne de langue française un bien archéologique découvert lors d'une activité de détectorisme réalisée sur ce territoire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement peut délivrer une autorisation écrite qui permet la sortie du territoire de la Région wallonne d'un bien archéologique découvert sur ce territoire.

Le Gouvernement détermine les modalités de mise en oeuvre du présent paragraphe.

§ 4. Le titulaire d'une autorisation de détectorisme qui souhaite vendre ou aliéner un bien archéologique découvert lors d'une activité de détectorisme le notifie préalablement au service désigné par le Gouvernement.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le service désigné par le Gouvernement peut faire valoir un droit de préemption sur le bien au profit de la Région wallonne, sauf dans l'hypothèse où la Communauté française peut faire valoir un droit de préemption en vertu de sa propre législation.

§ 5. Toute information publique et toute communication, en ce compris publicitaire, et quel que soit le mode de communication utilisé, relative au matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques ne fait pas allusion ni aux sites classés, ni aux zones d'intérêt patrimonial, ni aux découvertes archéologiques, ni aux biens archéologiques découverts.

TITRE 5. — *Les outils de sensibilisation du public, de conservation et de documentation*

CHAPITRE 1^{er}. — *Les actions de sensibilisation du public*

Art. D.83. Selon les dispositions qu'il arrête, le Gouvernement peut :

- 1° entreprendre toute action éducative en vue d'éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur du patrimoine;
- 2° sensibiliser l'opinion publique aux biens qui relèvent du patrimoine, classés ou non, à la connaissance, la protection et la valorisation du patrimoine ainsi qu'aux savoir-faire y relatifs, en favorisant une démarche inclusive et participative;
- 3° réaliser ou diffuser, faire réaliser ou diffuser des publications et autres supports médiatiques relatifs au patrimoine;
- 4° sensibiliser et encourager toute personne titulaire d'un droit réel sur un bien qui relève du patrimoine, classé ou non, en vue de la valorisation, de la promotion, de l'accès ou de l'accueil avec ou sans séjour;
- 5° organiser ou faire organiser des colloques et des manifestations à destination de tous les publics.

CHAPITRE 2. — *Le centre régional de documentation et de conservation du patrimoine*

Art. D.84. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région wallonne peut recueillir toute documentation relative au patrimoine et en assurer la conservation et la diffusion, le cas échéant, au travers d'un centre régional de documentation, y compris une matériauthèque.

CHAPITRE 3. — *Le petit patrimoine populaire wallon*

Art. D.85. Le Gouvernement établit ou met à jour la liste des catégories de biens qui relèvent du petit patrimoine populaire wallon.

TITRE 6. — *Les métiers du patrimoine*

Art. D.86. Selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, le service désigné par le Gouvernement assure la conservation des savoir-faire, la formation aux techniques traditionnelles et aux nouvelles technologies dans les métiers du patrimoine, ainsi que leur transmission, médiation et valorisation.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} consistent à :

- 1° offrir des formations théoriques et pratiques qui ont trait aux métiers et techniques du patrimoine, en concertation avec les organismes régionaux de formation, et mettre en place un système de reconnaissance de ces formations;
- 2° organiser une infrastructure d'accueil qui contribue au bon fonctionnement de ces formations;
- 3° recueillir toute documentation relative aux métiers du patrimoine et en assurer la conservation et la diffusion;
- 4° organiser des manifestations et des activités qui visent, notamment, à rencontrer les objectifs fixés par la Fédération Européenne pour les Métiers du Patrimoine bâti;
- 5° conclure des accords et coopérer avec les institutions compétentes en la matière et s'associer aux initiatives de la Région wallonne en matière de formation, d'insertion socio-professionnelle, d'action et de cohésion sociales ainsi qu'avec le secteur de l'enseignement ou avec les associations professionnelles dans les secteurs de la construction, de l'ingénierie et de l'artisanat;
- 6° assurer la promotion des formations aux métiers du patrimoine en Belgique et à l'étranger, ainsi que leur diffusion dans le cadre de la coopération internationale.

TITRE 7. — *Les aides*

CHAPITRE 1^{er}. — *L'assistance*

Art. D.87. Le Gouvernement peut assister le propriétaire, personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, d'un bien classé ou assimilé.

L'assistance visée à l'alinéa 1^{er} consiste à :

- 1° assister le propriétaire du bien dans la gestion de celui-ci dans le but d'en assurer la préservation immédiate, s'il échet, par des actes et travaux conservatoires d'urgence et de mise hors eau;
- 2° réaliser l'étude du potentiel de réaffectation d'un bien;
- 3° procéder à la recherche d'investisseurs privés ou publics pour l'acquisition ou la location d'un bien, ou toute autre formule de mise à disposition d'un bien, par le développement d'une stratégie économique appuyé sur l'étude du potentiel de réaffectation;
- 4° assurer la réalisation ou assister toute personne dans la réalisation d'un montage d'opérations juridiques ou financières.

Dans le cadre de l'assistance visée à l'alinéa 1^{er}, le service désigné par le Gouvernement peut :

- 1° recourir aux services de tiers, par la passation de marchés publics ou la conclusion de convention de toute nature, et les charger de toute mission utile à l'assistance;
- 2° développer et réaliser toute activité qui se rapporte directement ou indirectement à l'assistance visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités de mise en oeuvre du présent article.

CHAPITRE 2. — *Les subventions*

Art. D.88. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, pour ce qui concerne les biens classés, le Gouvernement peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé pour :

- 1° la réalisation d'études préalables;
- 2° la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence; 3° la réalisation d'actes et travaux d'entretien;
- 4° la réalisation d'actes et travaux de restauration; 5° la valorisation d'un bien;
- 6° l'ouverture au public et l'accessibilité d'un bien; 7° l'amélioration de la performance énergétique.

L'alinéa 1^{er}, 2°, vise également les biens assimilés.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} ne sont octroyées qu'à la condition qu'elles soient compatibles avec les intérêts qui ont justifié la protection du bien.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 6° et 7°, sont limitées aux actes et travaux spécifiques exigés dans l'autorisation patrimoniale ou le plan opérationnel patrimonial en vue de la conservation des critères et intérêts qui ont justifié le classement.

Le Gouvernement détermine les catégories de biens classés qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée à l'alinéa 1^{er} et les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.89. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé pour :

1° la réalisation d'actes et travaux d'entretien ou de restauration qui portent sur des biens pastillés inscrits à l'inventaire régional du patrimoine;

2° la réalisation d'actes et travaux d'entretien ou de restauration qui portent sur des biens inscrits sur la liste des biens qui relèvent du petit patrimoine populaire wallon.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article. Art. D.90. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé pour :

1° la réalisation d'opérations archéologiques et le rassemblement de biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs;

2° la réalisation d'actes et travaux relatifs à la protection, la restauration ou la mise en valeur de biens archéologiques dans l'hypothèse où il s'agit de biens archéologiques immobiliers ou issus d'opérations archéologiques;

3° l'exposition au public de biens archéologiques.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.91. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, en vue de sensibiliser le public au patrimoine, le Gouvernement peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé pour :

1° la réalisation d'initiatives ou d'activités de sensibilisation relatives au patrimoine, classé ou non, et de ses métiers;

2° la valorisation et la promotion du patrimoine, classé ou non, et de ses métiers;

3° l'organisation de manifestations à destination de tous les publics;

4° la participation aux activités organisées par l'Administration du Patrimoine, aux Journées du Patrimoine et aux manifestations pour la jeunesse qui en découlent;

5° la réalisation ou la diffusion de publications, sur tout support ou média; 6° le fonctionnement d'une association sans but lucratif ou fondation d'uti-

lité publique qui mène une ou plusieurs actions d'intérêt régional dont les retombées portent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne, selon les modalités précisées dans une convention-cadre et non liées à un taux ou à un plafond particulier;

7° le soutien à la rémunération par une commune d'un référent patrimoine mutualisé entre plusieurs communes.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.92. Le Gouvernement peut uniquement accorder une subvention qui porte sur un bien classé ou assimilé à titre de monument ou d'ensemble architectural visée à l'article D.88 à la condition que le bien classé ou assimilé fasse l'objet d'une assurance couvrant les dégâts avec des risques liés aux incendies, à la foudre, aux explosions, aux intempéries et aux destructions volontaires. Le bien est assuré aussi longtemps qu'il bénéficie du statut de bien classé ou assimilé en vertu duquel une subvention est accordée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut octroyer une subvention pour un bien classé ou assimilé non assuré, à la condition que le demandeur démontre l'impossibilité matérielle de contracter une assurance visée à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut octroyer une subvention pour un bien classé ou assimilé non assuré lorsqu'une commune exécute des actes et travaux conservatoires d'urgence en exécution d'un arrêté de police du bourgmestre pour des raisons de sécurité publique.

Sous peine d'irrecevabilité, une preuve de la couverture d'assurance est jointe à la demande de subvention.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.93. Le Gouvernement n'octroie pas de subventions visées au présent chapitre pour :

1° des actes et travaux qui résultent de la commission d'une infraction visée à l'article D.102, 1°, 3° à 11°, pour autant que l'infraction soit imputable au demandeur ou au propriétaire du bien;

2° des actes et travaux qui résultent de la commission de l'infraction visée à l'article D.102, 2°, si cette infraction a fait l'objet d'une mesure visée à l'article D.112, alinéa 2, 1° à 3°.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.94. Complémentaire à l'obligation visée à l'article D.24, § 1^{er}, en cas de sinistre d'un bien qui a fait l'objet d'une ou plusieurs subventions visées au présent chapitre, le propriétaire du bien consacre l'intégralité de l'indemnité de l'assurance perçue à la suite de ce sinistre à l'entretien ou à la restauration du bien.

Lorsque le Gouvernement octroie une subvention visée au présent chapitre pour des actes et travaux rendus nécessaires à la suite d'un sinistre, le montant de cette subvention est calculé sur la base de la différence entre le coût des actes et travaux et l'indemnité de l'assurance perçue à la suite de ce sinistre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la mesure de protection ne vise pas la totalité du bien, la proportion de l'indemnité de l'assurance qui est consacrée aux actes et travaux subventionnés est déterminée sur la base des calculs et estimations fournis par l'organisme assureur.

Art. D.95. Sous peine de perdre le bénéfice de la subvention sollicitée, le demandeur d'une subvention visée au présent chapitre n'entreprend pas des actes et travaux d'entretien ou de restauration sur un bien avant la notification de l'arrêté de subvention sauf si :

- 1° soit la subvention porte sur la réalisation d'études préalables ou d'actes et travaux conservatoires d'urgence;
- 2° soit le demandeur bénéficie de l'autorisation écrite préalable du service désigné par le Gouvernement.

Art. D.96. Toute demande de subvention qui n'a pas fait l'objet pendant trois ans de déclaration de créance ou d'une justification de report approuvée par le service désigné par le Gouvernement est clôturée et ne fait plus l'objet de déclarations de créance ultérieures dans le cadre de cette demande.

Art. D.97. Le Gouvernement peut arrêter des modalités spécifiques propres à l'octroi d'une subvention visée au présent chapitre qui implique plusieurs bénéficiaires ou plusieurs pouvoirs subsidiaires.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'intervention des provinces et des communes dans le cadre de l'octroi d'une subvention visée à l'article D.88.

CHAPITRE 3. — *Les accords-cadres*

Art. D.98. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut conclure un accord-cadre avec le propriétaire d'un bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie en vue d'intervenir dans le coût des actes et travaux réalisés sur ce bien.

Le Gouvernement détermine les catégories de biens classés qui peuvent faire l'objet d'un accord-cadre.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure de conclusion, de modification et de suspension, et le taux d'un accord-cadre.

L'accord-cadre contient au minimum les éléments suivants : 1° l'identité de chacune des parties;

2° la nature, l'importance et le coût des actes et travaux, en ce compris les études et les honoraires qui s'y rapportent;

3° le phasage de la mise en oeuvre et la durée estimée des actes et travaux; 4° les montants de l'intervention globale et annuelle de chacune des parties

dans le coût des actes et travaux.

§ 3. L'accord-cadre peut être renouvelé ou modifié d'un commun accord entre les parties.

Le non-respect d'une disposition de l'accord-cadre peut entraîner la suspension de cet accord-cadre par la Région wallonne ou le remboursement de la subvention octroyée.

CHAPITRE 4. — *Les appels à projets*

Art. D.99. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut lancer des appels à projets visant les biens qui présentent une valeur patrimoniale au regard des critères et intérêts visés à l'article D.2, classés ou non, en vue de l'octroi d'une aide financière pour la réalisation d'actes et travaux, d'actions de sensibilisation, d'actions relatives aux métiers du patrimoine ou l'organisation d'événements et activités portant sur ceux-ci.

Le Gouvernement arrête les modalités de mise en oeuvre du présent article.

TITRE 8. — *Les indemnités*

Art. D.100. § 1^{er}. Les propriétaires peuvent demander une indemnité à charge de la Région wallonne lorsqu'une interdiction de bâtir, d'urbaniser ou d'exploiter qui résulte uniquement du classement d'un bien immobilier met fin à l'utilisation ou l'affectation de ce bien au jour qui précède l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement.

§ 2. Le droit à l'indemnisation naît au moment du refus de l'octroi de l'autorisation patrimoniale.

Seule la diminution de valeur qui résulte de l'interdiction de bâtir, d'urbaniser ou d'exploiter peut être prise en considération pour l'indemnisation. Cette diminution de valeur est subie sans indemnité jusqu'à concurrence de vingt pour cent de cette valeur.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien immobilier.

La Région wallonne peut s'exonérer de son obligation d'indemniser les propriétaires soit en rachetant le bien selon les modalités déterminées par le Gouvernement, soit en modifiant, conformément à l'article D.17, les prescriptions de l'arrêté de classement qui sont à l'origine du droit à l'indemnité.

§ 3. Aucune indemnité n'est due :

1° lorsque le propriétaire a acquis le bien immobilier alors qu'il était déjà classé;

2° lorsque le propriétaire a lui-même demandé le classement de son bien ou y a expressément consenti;

3° du chef de l'interdiction de placer des enseignes ou des dispositifs de publicité sur un bien classé;

4° du chef de l'interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, incommodes et insalubres au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée.

§ 4. La Région wallonne peut demander le remboursement des indemnités majorées des intérêts légaux aux bénéficiaires, leurs ayants droit ou ayants cause dès que le bien immobilier est déclassé.

§ 5. Le droit à l'indemnité visée au présent article et toute action judiciaire ou extrajudiciaire y relative se prescrivent dans un délai d'un an à compter du jour où naît le droit à l'indemnisation ou au remboursement de l'indemnisation.

Art. D.101. § 1^{er}. Si le réclamant en fournit la preuve, une indemnité à charge de la Région wallonne est octroyée en réparation des dommages matériels qui résultent :

1° d'opérations archéologiques réalisées en application des articles D.64,

D.66 et D.67 dont la durée excéderait de trente jours le délai fixé par le service désigné par le Gouvernement conformément à l'article D.68, non comptés les jours d'intempéries et les jours non-pris en compte pour la computation du délai conformément à la décision du service désigné par le Gouvernement;

2° de la suspension de la mise en oeuvre ou du retrait d'un permis en vertu de l'article D.74;

3° de l'occupation d'un terrain en vertu de l'article D.75, lorsque la durée d'occupation excède trente jours, non comptés les jours d'intempéries;

4° du renouvellement du délai de quinze jours visé à l'article D.73, alinéa 4, pour autant que le délai total excède trente jours, non comptés les jours d'intempéries;

5° de la remise en état du terrain visée à l'article D.75, alinéa 6, à défaut d'expropriation ou de classement du bien.

Aucune indemnité n'est due lorsque le propriétaire et l'entrepreneur des travaux au cours desquels une découverte fortuite a eu lieu ne se sont pas acquittés de leur obligation de déclaration visée à l'article D.73.

§ 2. Le Gouvernement arrête les modalités relatives à l'introduction des demandes d'indemnités, à la détermination, au montant et à la prise en charge de celles-ci.

En cas de contestation relative au montant de l'indemnité, le juge compétent en vertu des dispositions du Code judiciaire fixe le montant de celle-ci.

§ 3. Le droit à l'indemnité visée au présent article se prescrit dans un délai d'un an à compter du jour :

1° de la fin des opérations archéologiques pour l'indemnité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

2° de la décision de suspension ou de retrait du permis pour l'indemnité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;

3° de la fin de l'occupation du terrain pour l'indemnité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 5°;

4° de l'expiration de la prolongation du délai pour l'indemnité visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

TITRE 9. — *Les infractions et les sanctions*

CHAPITRE 1^{er}. — *Les faits et actes infractionnels*

Art. D.102. Les faits et les actes suivants sont constitutifs d'infraction :

1° le non-respect d'une ou plusieurs conditions particulières de protection et de gestion contenues dans un arrêté de classement, dans un arrêté soumettant provisoirement un bien aux effets du classement ou dans un arrêté inscrivant un bien sur la liste de sauvegarde, sous réserve de la possibilité d'y déroger conformément à l'article D.22, § 2;

2° le non-respect de l'obligation de maintien en bon état visée à l'article D.23;

3° la destruction ou la démolition, partielle ou totale, d'un bien classé ou assimilé non conformément à l'article D.25;

4° le déplacement de tout ou partie d'un bien classé ou assimilé non conformément à l'article D.26;

5° la dégradation ou la détérioration d'un bien classé ou assimilé ou inscrit à l'inventaire régional du patrimoine pastillé;

6° la réalisation des actes et travaux visés à l'article D.34, § 1^{er}, sur un bien classé ou assimilé, sans disposer préalablement d'une autorisation patrimoniale ou d'un plan opérationnel patrimonial, postérieurement à sa péremption ou son retrait, ou non conformément à une autorisation patrimoniale ou un plan opérationnel patrimonial;

7° l'organisation ou la réalisation d'événements ou d'activités visés à l'article D.34, § 2, sur un bien classé ou assimilé, sans disposer préalablement d'une autorisation patrimoniale ou d'un plan opérationnel patrimonial, ou postérieurement à sa péremption ou son retrait, ou non conformément à une autorisation patrimoniale ou un plan opérationnel patrimonial;

8° la réalisation d'opérations archéologiques sans disposer de l'autorisation préalable visée à l'article D.65, postérieurement à sa péremption, à son retrait ou à sa suspension, ou dans le non-respect de celle-ci;

9° le non-respect des modalités pratiques et techniques des opérations archéologiques fixées par le service désigné par le Gouvernement en vertu de l'article D.68 ou la mise en oeuvre d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis unique, d'un permis d'environnement, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré avant que le service désigné par le Gouvernement n'ait arrêté les modalités pratiques et techniques des opérations archéologiques imposées;

10° la mise en oeuvre d'un permis d'urbanisme, d'un permis d'urbanisation, d'un permis unique, d'un permis d'environnement, d'un permis d'implantation commerciale ou d'un permis intégré sans avoir réalisé les opérations archéologiques imposées en vertu des articles D.66 et D.67 et sans disposer de l'attestation visée à l'article D.69;

11° le non-respect de l'obligation de déclaration d'une découverte fortuite visée à l'article D.73;

12° le fait pour une personne de détenir, d'aliéner ou d'acquérir un ou plusieurs biens archéologiques en ayant connaissance du fait que ce ou ces biens archéologiques ont été découverts dans le cadre d'une opération archéologique ou d'une activité de détectorisme qui n'a pas été autorisée conformément au Code;

13° le non-respect des obligations visées aux articles D.77 et D.78;

14° l'utilisation de matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques non conformément à l'article D.80 ou sans disposer de l'autorisation préalable visée à l'article D.65, postérieurement à sa péremption, à son retrait ou à sa suspension, ou non-conformément à celle-ci;

15° le non-respect des obligations ou la violation des interdictions visés aux articles D.81 et D.82;

16° la destruction, la dégradation ou la détérioration de biens archéologiques mis au jour lors d'opérations archéologiques, d'une activité de détectorisme ou d'une découverte fortuite, ainsi que de biens archéologiques exposés, conservés ou déposés, même de façon temporaire, dans un espace muséal ou un dépôt agréé;

17° tout acte ou fait par lequel une personne s'oppose ou entrave les missions des agents constatateurs visés au chapitre 3 ou ne respecte pas une injonction, une demande ou une mesure donnée ou imposée en vertu des articles D.107 à D.110;

18° le fait pour un titulaire d'un droit réel d'autoriser ou d'accepter qu'un fait ou un acte visé aux points 1° à 17° soit commis ou maintenu sur un bien sur lequel porte son droit réel.

CHAPITRE 2. — *Les contrevenants*

Art. D.103. Lorsque tous les éléments constitutifs d'une infraction sont réunis dans le chef d'une personne, celle-ci commet l'infraction, en ce compris si cette personne est :

1° le maître d'ouvrage;

2° le maître d'oeuvre;

3° le propriétaire du bien.

Par maître d'ouvrage, on vise toute personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé.

Par maître d'oeuvre, on vise toute personne physique ou morale qui agit pour le compte du maître d'ouvrage, et est chargé de la conception de l'ouvrage, de son exécution ou du contrôle de son exécution.

Les infractions peuvent être imputées aux personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

CHAPITRE 3. — *L'avertissement préalable et la constatation*

Art. D.104. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs qui incombent aux agents et aux officiers de police administrative et judiciaire, ont la qualité d'agents constatateurs pour rechercher et constater, le cas échéant par procès-verbal, les infractions déterminées à l'article D.102 :

1° les fonctionnaires et agents techniques des communes situées en Région wallonne qui sont désignés à cet effet par le conseil communal;

2° les membres du personnel de la Région wallonne repris sur la liste arrêtée par le Gouvernement.

Le Gouvernement délivre aux agents constatateurs visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, un document qui atteste de leur qualité d'agent constatateur.

Le Gouvernement arrête les modalités de mise en oeuvre du présent paragraphe.

§ 2. Les agents constatateurs exercent leurs pouvoirs dans des conditions qui garantissent leur indépendance et leur impartialité. Ils décident en toute autonomie et ne reçoivent pas d'instructions autres que générales à cet égard.

§ 3. Lors de l'exécution de leur mission, les agents constatateurs veillent à ce que les moyens qu'ils utilisent soient appropriés et nécessaires pour le contrôle du Code.

§ 4. Les agents constatateurs sont responsables du traitement des données collectées en vue de rechercher et constater des infractions visées à l'article D.102.

Les données collectées par les agents constatateurs dans le cadre de leur mission sont conservées jusqu'à la prescription de l'infraction soupçonnée ou avérée.

Art. D.105. En cas d'infraction visée à l'article D.102, les agents constatateurs peuvent, s'ils l'estiment opportun, adresser un avertissement préalable au contrevenant et fixer un délai de mise en conformité. Ce délai n'est pas supérieur à deux ans.

L'avertissement préalable n'emporte pas la constatation de l'infraction au sens de l'article D.106.

Lorsqu'il est donné verbalement, l'avertissement est confirmé par l'agent constatateur, à peine de préemption, dans les cinq jours ouvrables, par l'envoi d'une confirmation écrite. Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de la décision de confirmation.

Une copie de l'avertissement préalable écrit ou de la confirmation écrite est adressée à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Art. D.106. § 1^{er}. Un agent constatateur peut dresser un procès-verbal de constat d'infraction :

1° lorsqu'il constate une infraction visée à l'article D.102 et qu'il n'estime pas opportun d'adresser un avertissement préalable au contrevenant;

2° lorsqu'il constate, au terme du délai visé à l'article D.105, alinéa 1^{er}, un défaut de mise en conformité;

3° lorsqu'il adresse un ordre verbal d'interruption de travaux.

Le procès-verbal décrit la ou les infractions constatées et la ou les dispositions du Code qui ne sont pas respectées.

Le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Le Gouvernement arrête la forme, le contenu minimal du procès-verbal et les modalités d'exécution du présent paragraphe.

§ 2. Le procès-verbal est communiqué aux personnes visées à l'alinéa 3 au plus tard trente jours à compter :

1° de la date du constat d'une ou plusieurs infractions visées à l'article

D.102 dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

2° de la date du constat de défaut de mise en conformité dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;

3° de la date de la réception de l'ordre écrit d'interruption des travaux ou de la confirmation écrite dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°.

Au-delà du délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'infraction n'est plus poursuivie sur la base du procès-verbal rédigé par l'agent constatateur.

Le procès-verbal est communiqué aux personnes suivantes :

1° au contrevenant;

2° à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine;

3° à la commune et au fonctionnaire délégué s'il est constaté que l'infraction constatée constitue une infraction aux dispositions du CoDT.

Art. D.107. Dans le cadre de la réalisation de leur mission et à tout moment, les agents constatateurs ont accès aux chantiers, aux constructions, aux bâtiments, aux locaux, aux installations, aux terrains et à tout autre lieu pour effectuer toutes recherches et constatations utiles, à l'exception des lieux qui constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution.

Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, les agents constatateurs peuvent uniquement y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du tribunal de police, sollicitée par la voie du référé, ou pour autant qu'ils aient le consentement écrit, exprès et préalable de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés.

Sans préjudice de l'application des peines plus fortes déterminées aux articles 269 et 275 du Code pénal, quiconque met obstacle à l'exercice du droit de visite prévu à l'alinéa 2 est puni, indépendamment des sanctions prévues par le Code, d'une amende de 50 à 1500 euros et de huit à quinze jours d'emprisonnement ou l'une de ces peines seulement.

Art. D.108. § 1^{er}. Les agents constatateurs peuvent, dans le cadre de la réalisation de leur mission :

1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions du Code sont respectées, ce qui leur permet notamment :

a) d'interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à la poursuite d'une ou plusieurs infractions visées à l'article D.102;

b) de se faire produire gratuitement et sans déplacement, en version papier ou numérique, tout document, acte administratif, autorisation administrative, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre et l'emporter contre récépissé;

c) de contrôler l'identité de toute personne;

d) de se faire communiquer tout renseignement utile à la poursuite d'une ou plusieurs infractions visées à l'article D.102;

2° consulter toute base de données utile à la réalisation de leur mission ou à l'obtention d'informations nécessaires à la réalisation de leur mission;

3° consulter et prendre une copie des données administratives nécessaires, tels les documents légalement prescrits qui sont en possession du conducteur d'un véhicule et plus largement tous les documents utiles à l'identification du véhicule, du conducteur ou de la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé;

4° procéder à des constatations à l'aide de moyens audiovisuels.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'il s'agit d'une requête de communication de données à caractère personnel au sens du Règlement général sur la protection des données, les agents constatateurs, au moment de formuler leur requête, mentionnent la finalité de la demande et identifient les dispositions légales auxquelles une infraction est suspectée.

§ 2. En cas d'infraction qui implique l'utilisation d'un véhicule à moteur ou commise à partir ou au moyen d'un véhicule à moteur, lorsque l'agent constatateur n'a pu identifier l'auteur des faits mais bien le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le procès-verbal constatant l'infraction et comportant l'identification du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule fait foi que l'infraction a été commise par la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé auprès de l'autorité responsable de l'immatriculation des véhicules ou de son équivalent étranger. Cette présomption peut être renversée par tout moyen de droit, à l'exception du serment.

En cas de contestation de la présomption par une personne morale, celle-ci communique l'identité du conducteur au moment des faits ou, si elle ne la connaît pas, l'identité de la personne responsable du véhicule.

§ 3. Les agents constatateurs peuvent solliciter la force publique dans l'exercice de leur mission de recherche et de constat des infractions visées à l'article D.102.

CHAPITRE 4. — *L'ordre d'interruption*

Art. D.109. Les agents constatateurs peuvent ordonner verbalement sur place ou par écrit l'interruption de travaux, la cessation de l'utilisation du bâtiment ou l'accomplissement d'actes ou de faits lorsqu'ils constatent que ceux-ci constituent une infraction au sens de l'article D.102 ou violent une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Dès l'ordre donné, il est dressé et transmis un procès-verbal de constat de l'infraction conformément à l'article D.106. Lorsqu'il est donné par écrit, le procès-verbal de constat de l'infraction est joint à l'ordre d'interruption. Lorsqu'il est donné verbalement sur place, l'ordre verbal est confirmé, à peine de péremption, dans les cinq jours ouvrables, par l'envoi d'une décision de confirmation écrite qui émane de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ou du bourgmestre.

Une copie de l'ordre écrit d'interruption ou de la confirmation écrite est adressée à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine. Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de la décision de confirmation.

Art. D.110. Les agents constatateurs sont habilités à prendre toutes mesures, en ce compris la mise sous scellés, pour assurer l'application immédiate de l'ordre d'interruption, de la décision de confirmation écrite ou, le cas échéant, de l'ordonnance du président du tribunal de première instance.

Les agents constatateurs peuvent également ordonner au contrevenant la réalisation d'actes et de travaux provisoires ou la mise en place de mesures provisoires qui ne nécessitent pas d'autres autorisations administratives en vertu d'autres polices administratives, afin de garantir la protection, la préservation ou la conservation intégrée de l'élément du patrimoine wallon impacté par l'infraction.

Les actes et travaux et les mesures provisoires sont confirmés, à peine de péremption, dans les cinq jours ouvrables par l'envoi d'une décision de confirmation écrite qui émane de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Quiconque poursuit des actes et travaux ou commet un fait en violation de l'ordre d'interruption, de la décision de confirmation écrite ou de l'ordonnance du président du tribunal de première instance ou ne respecte pas les injonctions contenues dans l'ordre d'interruption ou dans la décision de confirmation écrite, est puni, indépendamment des peines prévues pour les infractions visées à l'article D.102, d'une amende de 50 à 5000 euros et de huit jours à un an d'emprisonnement ou l'une de ces peines seulement.

Art. D.111. L'intéressé peut, par la voie du référé, demander à l'encontre de la Région wallonne la suppression de l'ordre d'interruption et des injonctions et mesures y relatives visés à l'article D.109 ou de l'ordre de réaliser des actes et travaux provisoires ou de mettre en place des mesures provisoires visées à l'article D.110, alinéa 2.

La demande est portée devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel l'infraction a été commise. Les articles 1035 à 1041 du Code judiciaire sont applicables à l'introduction et à l'instruction de la demande.

CHAPITRE 5. — *La poursuite de l'infraction*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. D.112. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine décide s'il y a lieu de poursuivre l'infraction. Au terme de la procédure, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut :

1° proposer de régulariser la situation infractionnelle moyennant une demande de régularisation et une transaction, pour autant qu'il s'agisse d'une infraction visée à l'article D.102, 1°, 3°, 4°, 6°, 7° et 8°;

2° imposer le paiement d'une amende administrative;

3° imposer la réalisation d'une ou plusieurs mesures de restitution.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut, sur la base d'un seul et même procès-verbal, en fonction des circonstances du cas d'espèce, mettre en oeuvre une ou plusieurs des mesures visées à l'alinéa 2 afin que l'impact de l'infraction sur le patrimoine wallon soit réparé de manière complète et adéquate.

Art. D.113. § 1^{er}. Lorsque l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine prend la décision d'entamer une procédure, il informe le contrevenant :

1° des faits à propos desquels une procédure administrative est entamée;

2° des mesures visées à l'article D.112, alinéa 2, 1° à 3°, qui peuvent être appliquées;

3° de la possibilité, par envoi recommandé ou par tout procédé conférant une date certaine à l'envoi, d'exposer par écrit ses moyens de défense et de solliciter une audition pour les exposer oralement;

4° de la possibilité de se faire assister ou représenter par une personne de son choix;

5° de son droit de consulter son dossier.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine notifie la décision de poursuivre l'infraction au plus tard soixante jours après l'envoi du procès-verbal au contrevenant. Au-delà de ce délai, l'infraction n'est plus poursuivie sur la base du procès-verbal rédigé par l'agent constatateur.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine transmet également au contrevenant une copie du procès-verbal de constat d'infraction, ainsi qu'un extrait des dispositions législatives ou réglementaires transgressées.

Sous peine d'irrecevabilité, la défense écrite ou la demande de défense orale visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, est communiquée dans un délai de trente jours à compter du jour de la réception de la décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

En cas de demande de présentation d'une défense orale, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine détermine le jour et l'heure où le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet est invité à exposer oralement sa défense. Il est établi un procès-verbal de l'audition du contrevenant signé par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, ou son délégué, et par le contrevenant ou son représentant. À défaut d'accord sur le contenu du procès-verbal, le contrevenant est invité à y faire valoir ses remarques.

§ 2. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, ou son délégué, peut transmettre les documents suivants à toute personne dont les droits subjectifs sont impactés par l'infraction :

1^o une copie du procès-verbal de constat d'infraction;

2^o une copie de la décision d'entamer une procédure administrative visée au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Au terme de la procédure, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut décider de classer sans suite ou de mettre en oeuvre une ou plusieurs des mesures visées à l'article D.112, alinéa 2, 1^o à 3^o. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine notifie sa décision :

1^o dans un délai de cent quatre-vingts jours à compter de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, lorsque le contrevenant n'a pas fait application de son droit de présenter oralement sa défense;

2^o dans un délai de cent quatre-vingts jours à compter du jour de la présentation de la défense orale par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet lorsque le contrevenant a fait application de son droit de présenter oralement sa défense.

La décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine mentionne, le cas échéant, la possibilité d'introduire un recours en vertu des articles D.117 et D.120.

À défaut de la notification de la décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, plus aucune des mesures visées à l'article D.112, alinéa 2, 1^o à 3^o, n'est mise en oeuvre sur la base du procès-verbal de constat d'infraction qui a été dressé par l'agent constatateur.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, ou son délégué, peut transmettre la décision visée à l'alinéa 1^{er} à toute personne dont les droits subjectifs sont impactés par l'infraction.

§ 4. La décision d'imposer une des mesures visées à l'article D.112, alinéa 2, 2^o et 3^o, a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours à compter du jour de sa réception par le contrevenant, sauf en cas de recours introduit en vertu des articles D.117 et D.120.

Section 2. — La régularisation

Art. D.114. § 1^{er}. Les infractions visées à l'article D.102, 1^o, 3^o, 4^o, 6^o, 7^o et 8^o, peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation pour autant que celle-ci soit opportune d'un point de vue patrimonial. La régularisation vise l'octroi :

1^o d'une autorisation patrimoniale en cas d'infraction visée à l'article D.102, 1^o, 3^o, 4^o, 6^o et 7^o;

2^o d'une autorisation visée à l'article D.65 en cas d'infraction visée l'article D.102, 8^o.

La demande de régularisation visée à l'alinéa 1^{er} est introduite et instruite conformément aux dispositions du titre 3, chapitre 2, ou du titre 4, chapitre 4, du Code.

§ 2. Préalablement à l'introduction de la demande de régularisation visée au paragraphe 1^{er}, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine propose une transaction au contrevenant selon les modalités fixées à l'article D.115.

L'autorisation octroyée dans le cadre d'une demande de régularisation d'une infraction conformément au paragraphe 1^{er} n'est exécutoire qu'une fois le montant de la transaction intégralement payé. À défaut du paiement du montant de la transaction dans le délai imparti, l'autorisation devient caduque.

§ 3. Dans l'hypothèse où l'autorisation sollicitée dans le cadre d'une demande de régularisation en vertu du paragraphe 1^{er} n'est pas octroyée au terme de la procédure d'instruction, la régularisation de l'infraction ne peut pas être effectuée et celle-ci peut faire l'objet d'une mesure visée à l'article D.112, alinéa 2, 2^o ou 3^o.

Art. D.115. § 1^{er}. Une transaction a lieu en cas d'octroi de l'autorisation sollicitée dans le cadre de la demande de régularisation visée à l'article D.114.

La transaction a lieu moyennant le paiement d'une somme d'argent dont le montant est défini par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, sans que ce montant ne puisse être inférieur à 250 euros ni supérieur à 100 000 euros.

Lorsque la transaction vise un bien qui relève du patrimoine exceptionnel de Wallonie, les montants visés à l'alinéa 2 sont doublés.

Les montants visés à l'alinéa 2 sont doublés si l'infraction est commise dans un délai de deux ans à compter de la notification par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine de la décision imposant une mesure visée à l'article D.112, alinéa 2, conformément à l'article D.113, § 3.

Le Gouvernement peut déterminer la manière dont est établi le montant de la transaction.

§ 2. Le versement du montant de la transaction se fait soit :

1^o entre les mains du directeur financier de la commune lorsque l'infraction est constatée par des agents ou fonctionnaires de police judiciaire ou les agents constatateurs visés à l'article D.104, § 1^{er}, 1^o;

2^o entre les mains du receveur de l'Enregistrement à un compte spécial du budget de l'Administration du Patrimoine lorsque l'infraction est constatée par les agents constatateurs visés à l'article D.104, § 1^{er}, 2^o.

Le versement du montant total de la transaction éteint le droit de demander toute autre réparation pour les actes et les faits qui ont fait l'objet de la transaction, à l'exception de l'imposition de la réalisation d'une des mesures de restitution visées à l'article D.119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, afin de permettre une réparation adéquate de l'impact de l'infraction sur le patrimoine wallon.

À défaut du paiement de la transaction dans les trois mois de la demande de l'autorité au contrevenant, la procédure se poursuit selon le présent chapitre. Cette durée peut être portée à dix-huit mois maximum, avec un échelonnement des paiements, à la demande du contrevenant.

Section 3. — L'amende administrative

Art. D.116. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut décider d'imposer le paiement d'une amende administrative au contrevenant lorsque :

- 1° un retour au pristin état est impossible ou inopportun;
- 2° une régularisation de la situation infractionnelle est impossible ou inopportune.

Le montant de l'amende administrative est proportionné à la gravité de l'infraction et est établi par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, sans que ce montant ne puisse être inférieur à 250 euros ni supérieur à 100 000 euros.

Lorsque l'infraction vise un bien qui relève du patrimoine exceptionnel de Wallonie, les montants visés à l'alinéa 2 sont doublés.

Les montants visés à l'alinéa 2 sont doublés si l'infraction est commise dans un délai de deux ans à compter de la notification par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine de la décision imposant une mesure visée à l'article D.112, alinéa 2, conformément à l'article D.113, § 3.

Le Gouvernement fixe la manière dont est établi le montant de l'amende administrative.

Art. D.117. Le contrevenant peut introduire un recours devant la section correctionnelle du tribunal de première instance du lieu où l'infraction a été commise à l'encontre de la décision visée à l'article D.116, à peine de forclusion, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la décision visée à l'article D.113, § 3.

Lorsque la décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ne contient pas la mention visée à l'article D.113, § 3, alinéa 2, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est porté à six mois.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du requérant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de contestation de cette décision.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le contrevenant à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Le tribunal de première instance se prononce sur la validité de l'amende administrative. En outre, il peut prendre lui-même une décision relative au montant de l'amende administrative.

Le tribunal de première instance saisi du recours peut faire usage des dispositions contenues dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Art. D.118. L'amende administrative est payée entre les mains du receveur de l'Enregistrement à un compte spécial du budget de l'Administration du Patrimoine.

Le versement du montant total de l'amende administrative éteint l'action publique et le droit pour les autorités publiques à demander toute autre réparation pour les actes et les faits qui font l'objet de l'amende administrative, à l'exception d'une mesure de restitution imposée en vertu de l'article D.119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, afin de permettre une réparation adéquate de l'impact de l'infraction sur le patrimoine wallon.

Section 4. — Les mesures de restitution

Art. D.119. § 1^{er}. L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut imposer au contrevenant une ou plusieurs des mesures de restitution suivantes :

1° prendre les mesures nécessaires qui permettent un retour au pristin état; 2° réaliser des actes et travaux, qu'ils soient soumis ou non à permis d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis d'environnement, permis unique, permis d'implantation commerciale ou permis intégré, qui permettent de compenser l'impact négatif de l'infraction sur la valeur patrimoniale du bien ayant fait l'objet de l'infraction dans le respect du bon aménagement des lieux;

3° remettre à la Région wallonne, à titre gratuit et en pleine propriété, les biens archéologiques qui font l'objet de l'infraction;

4° prendre en charge financièrement à concurrence de maximum cinquante pour cent la réalisation par l'Administration du Patrimoine d'une ou plusieurs opérations archéologiques.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine impose au contrevenant les prescriptions techniques, conditions, instructions et les exigences auxquelles satisfont les actes et travaux imposés au titre de mesure de restitution, ainsi que d'éventuels plans devant être respectés par le contrevenant.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine impose au contrevenant les modalités pratiques relatives à la réalisation des opérations archéologiques.

L'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine impose le délai dans lequel le contrevenant :

- 1° assure le retour au pristin état;
- 2° sollicite, le cas échéant, un permis nécessaire à la réalisation des actes et travaux imposée à titre de mesure de restitution;
- 3° réalise entièrement les actes et travaux non soumis à permis d'urbanisme;
- 4° remet à l'Administration du Patrimoine les biens archéologiques qui font l'objet de l'infraction;
- 5° paie le montant nécessaire au financement des opérations archéologiques réalisées par l'Administration du Patrimoine.

Les actes et travaux à réaliser dans le cadre d'une mesure de restitution visée à l'alinéa 1^{er} imposée par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ne requiert pas l'obtention d'une autorisation patrimoniale. La décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ne dispense pas le contrevenant d'obtenir un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis unique, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré si un tel permis est requis en vertu des dispositions légales et réglementaires y afférentes.

§ 2. Au terme du délai fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, ou son délégué, acte l'exécution des mesures de compensation conformes à sa décision dans un procès-verbal de constatation. Sauf preuve du contraire, seul le procès-verbal de constatation sert de preuve de la réparation et de la date de la réparation.

A défaut d'exécution des mesures de restitution dans le délai imposé, en cas d'exécution non conforme aux prescriptions techniques, instructions, conditions ou plan contenus dans la décision visée au paragraphe 1^{er}, ou en cas de refus d'octroi du permis d'urbanisme par l'autorité compétente, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut soit :

- 1° pourvoir à l'exécution des mesures de restitution visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, à la condition que ces mesures ne consistent pas en la réalisation d'actes et travaux qui nécessitent préalablement un permis d'urbanisme;
- 2° faire procéder à une saisie pour les mesures de restitution visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°;
- 3° poursuivre la procédure selon l'article D.122.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, le contrevenant est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

Art. D.120. Le contrevenant peut introduire un recours devant la section correctionnelle du tribunal de première instance à l'encontre de la décision visée à l'article D.119, § 1^{er}, à peine de forclusion, dans un délai de trente jours à compter de la réception par le contrevenant de la décision visée à l'article D.113, § 3.

Lorsque la décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine ne contient pas la mention visée à l'article D.113, § 3, alinéa 2, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est porté à six mois.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal de première instance du lieu où l'infraction a été commise.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du requérant, la désignation de la décision attaquée, les motifs de contestation de cette décision.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le contrevenant à l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine.

Le tribunal de première instance se prononce sur la validité de la mesure de restitution. En outre, il peut prendre lui-même une décision relative à la nature de la mesure de restitution.

Le tribunal de première instance saisi du recours peut faire usage des dispositions contenues dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Art. D.121. La réalisation d'actes et travaux postérieurement à la réalisation d'une mesure de restitution imposée en vertu de l'article D.119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 4°, qui ne porte pas sur la mesure de restitution elle-même, nécessite l'obtention préalable d'une autorisation patrimoniale conformément à l'article D.34.

Section 5. — La poursuite devant le tribunal civil

Art. D.122. Dans les cas de figure visés aux articles D.115, § 2, alinéa 3, et D.119, § 2, alinéa 2, 3°, l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine peut poursuivre devant la section civile du tribunal de première instance du lieu où a été commise l'infraction soit :

- 1° la remise en pristin état des lieux ou la cessation de l'activité ou de l'utilisation infractionnelle;
- 2° l'exécution d'actes et travaux, d'ouvrages ou de travaux d'aménagement pour autant que les actes et travaux à maintenir et les ouvrages ou travaux d'aménagement à exécuter respectent le plan de secteur et les normes du guide régional d'urbanisme, ou les conditions de dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;
- 3° le transfert à la Région wallonne, à titre gratuit et en pleine propriété, des biens archéologiques qui font l'objet de l'infraction;
- 4° la réalisation par l'Administration du Patrimoine d'une ou plusieurs opérations archéologiques aux frais du condamné.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, la décision du tribunal de première instance ordonnant l'exécution d'actes et travaux, d'ouvrages ou de travaux d'aménagement ne dispense pas le contrevenant d'obtenir un permis d'urbanisme, un permis d'urbanisation, un permis d'environnement, un permis d'implantation commerciale ou un permis intégré si un tel permis est requis en vertu des dispositions légales et réglementaires y afférentes.

CHAPITRE 6. — Les infractions commises par des mineurs d'âge

Art. D.123. Lorsqu'une infraction visée à l'article D.102 est commise par un mineur d'âge, celle-ci fait uniquement l'objet d'une poursuite à l'encontre des titulaires de l'autorité parentale.

CHAPITRE 7. — Le droit des tiers et dispositions diverses

Art. D.124. Les droits du tiers lésé qui agit soit concurremment avec les autorités publiques, soit séparément, sont limités pour la réparation directe à celle choisie par l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du condamné.

Art. D.125. Lorsque les pouvoirs publics ou les tiers sont obligés, par suite de la carence du contrevenant, de pourvoir à l'exécution du jugement ou de la décision de l'inspecteur général de l'Administration du Patrimoine, la créance qui naît de ce chef à leur profit est garantie par une hypothèque légale dont l'inscription, le renouvellement, la réduction et la radiation totale ou partielle sont opérés conformément aux dispositions des Chapitres IV et V de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Cette garantie s'étend à la créance qui résulte de l'avance faite par eux du coût des formalités hypothécaires, laquelle est à charge du condamné.

TITRE 10. — La Commission royale des monuments, sites et fouilles

Art. D.126. § 1^{er}. La Commission constitue un collège scientifique d'avis, multidisciplinaire et indépendant, dont les membres sont désignés par le Gouvernement en fonction de leur expertise et de leur expérience en matière de patrimoine.

§ 2. La Commission :

- 1° adresse au Gouvernement des recommandations en matière de protection et de développement du patrimoine;
- 2° donne les avis et fait les propositions motivées, sollicités sur la base du Code;
- 3° donne les avis motivés, sollicités sur la base d'autres dispositions juridiques en lien avec le patrimoine;
- 4° donne, à la demande du Gouvernement, un avis sur tout avant-projet de décret, de projet d'arrêté ou de circulaire en matière de patrimoine;
- 5° contribue à l'élaboration du rapport visé à l'article D.2, alinéa 4;

6° contribue à la mise en oeuvre de la mission visée à l'article D.83,1°;

7° établit un rapport annuel, consultable sur internet, au sujet de ses missions et de ses activités.

Le rapport annuel visé à l'alinéa 1^{er}, 7°, est adressé par le président de la Commission au Parlement et au Gouvernement avant la fin du premier semestre de l'année qui suit.

Le Gouvernement peut compléter les missions de la Commission. Art. D.127. La Commission est composée :

1° d'un bureau;

2° de trois sections, à savoir une section relative aux monuments et aux ensembles architecturaux, une section relative aux sites et une section relative à l'archéologie;

3° de membres spécialistes.

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres de la Commission et est présidée par le président de la Commission.

La Commission dispose d'un secrétariat. Celui-ci est assuré conformément à l'article 4,

§ 3, du décret du 25 mai 1983 relatif au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Le Gouvernement peut fixer les modalités relatives à la composition du bureau et à la désignation du secrétariat de la Commission.

Art. D.128. § 1^{er}. La Commission est composée de maximum septante membres, nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans renouvelable. Les membres sont désignés à la suite d'un appel à candidatures, sur la base de leur expérience acquise dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées en matière de patrimoine.

§ 2. Le Gouvernement désigne parmi les membres de la Commission, pour un mandat de cinq ans renouvelable :

1° le président de la Commission;

2° les trois vice-présidents, chacun pour une des sections visées à l'article D.127, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 3. Sur la proposition du ministre, le Gouvernement pourvoit au remplacement du membre démissionnaire pour le terme de son mandat.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'appel à candidatures, à la désignation des membres, à leur affectation au sein de chaque section, ainsi que le nombre et la répartition des membres spécialistes.

Art. D.129. Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Commission, de l'assemblée générale, du bureau et des sections.

Art. D.130. Une dotation est allouée au Conseil Économique, Social et Environnemental de Wallonie pour couvrir les frais de fonctionnement de la Commission. Cette dotation couvre, entre autres, des frais de personnel, de publication, de participation et collaboration à diverses manifestations. Elle couvre également les indemnités de jetons de présence pour les membres, leurs frais de déplacement dans le cadre de leurs missions et leurs dépenses.

Le Gouvernement détermine la nature, le montant et les conditions d'octroi des émoluments, en ce compris des jetons de présence, accordés aux membres de la Commission. Les membres bénéficient des frais de déplacement et des indemnités prévues pour les membres du personnel des services du Gouvernement wallon en vertu du Code de la fonction publique wallonne.

TITRE 11. — *Les propriétés régionales*

Art. D.131. Selon les dispositions qu'il arrête, le Gouvernement assure la valorisation de tout ou partie de biens classés ou assimilés ou inscrits à l'inventaire régional du patrimoine qui relèvent du domaine de la Région wallonne et désignés par le Gouvernement.

La valorisation visée à l'alinéa 1^{er} consiste à :

1° concevoir des projets de restauration, d'affectation ou de réaffectation de ces biens;

2° assurer la promotion, l'accès et l'accueil du public de ces biens;

3° réaliser des investissements indispensables à la concrétisation des projets visés au 2° et assurer, s'il échet, la maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée de ces investissements;

4° assurer ou faire assurer, le cas échéant en partenariat, l'exploitation de ces biens une fois les investissements effectués;

5° réaliser ou faire réaliser des manifestations publiques sur ou dans ces biens et des publications à leur propos;

6° recueillir et réaffecter sur ces biens les recettes éventuelles liées à leur gestion ou aux manifestations qui s'y réalisent.

En vue d'assurer la valorisation visée aux alinéas 1^{er} et 2, des accords pour délimiter la sphère d'intervention de chacune des administrations régionales concernées sur les biens inscrits sur la liste fixée par le Gouvernement peuvent être conclus.

Art. D.132. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention annuelle de fonctionnement aux personnes physiques ou morales qu'il charge de l'exploitation des biens visés à l'article D.131, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre du présent article.

Art. D.133. En cas de projet de mutation immobilière d'un bien classé ou inscrit à l'inventaire régional du patrimoine qui relève du domaine de la Région, l'avis du service désigné par le Gouvernement est sollicité.

Le Gouvernement fixe les modalités de mise en oeuvre de cet article.

TITRE 12. — *La coopération nationale et internationale*

Art. D.134. Sans préjudice des règles relatives à la conclusion et à l'assentiment des traités internationaux, le Gouvernement détermine le service chargé d'assurer la représentation de la Région wallonne dans le contexte de la coopération nationale ou internationale en matière de patrimoine dans le cadre de projets nationaux ou internationaux.

Le service désigné par le Gouvernement ne dispose d'aucune compétence pour engager juridiquement la Région wallonne au niveau national ou international.

La mission de représentation visée à l'alinéa 1^{er} peut impliquer une contribution financière par le service désigné par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut définir les modalités relatives à la mission de représentation visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Section 2 — Modifications apportées au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 2. L'article 19, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° si, dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas d'autorisation patrimoniale valide qui se rapporte à l'objet de la demande;

7° si, dans les cas visés à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas l'avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine qui se rapporte à l'objet de la demande. ».

Art. 3. Dans l'article 21 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le même jour, il envoie une copie de la décision déclarant la demande complète et recevable à l'Administration du Patrimoine si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° les actes et travaux visés par la demande de permis n'ont pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, ou d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine;

2° les actes et travaux visés par la demande de permis portent sur un bien situé, en tout ou en partie, dans le périmètre de la carte archéologique et concernent des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1°, 5°, 9° et 10°, du CoDT;

3° les actes et travaux visés par la demande de permis ne sont pas d'impacts limités en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT;

4° les actes et travaux visés par la demande de permis requièrent l'intervention obligatoire d'un architecte en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT. ».

Art. 4. L'article 22 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la demande est irrecevable et la procédure n'est pas poursuivie si la demande ne contient pas les documents visés à l'article 19, alinéa 2, 6° et 7°. ».

Art. 5. Dans l'article 30 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 3 février 2005, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le fonctionnaire technique sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles dans les cas visés à l'article D.IV.35 du CoDT. ».

Art. 6. L'article 35, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, l'autorité compétente communique à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article 30;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 7. Dans l'article 40 du même décret, modifié en dernier lieu par l'article 85 du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, il est inséré un paragraphe 7^{ter} rédigé comme suit :

« § 7^{ter}. Lorsque la demande de permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque la demande de permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, la décision du Gouvernement reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis, sauf accord écrit préalable de l'Administration du Patrimoine. ».

Art. 8. Dans l'article 45 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018, il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, le permis reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis. ».

Art. 9. L'article 53 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La mise en oeuvre du permis peut être subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques conformément aux articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 10. Dans l'article 81, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les mots « ou relatifs à des biens immobiliers classés, inscrits sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au sens du Code wallon du Patrimoine » sont abrogés.

Art. 11. L'article 85, alinéa 2, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, est complété par les 6° et 7° rédigés comme suit :

« 6° si, dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas d'autorisation patrimoniale valide qui se rapporte à l'objet de la demande;

7° si, dans les cas visés à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas l'avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine se rapportant à l'objet de la demande. ».

Art. 12. L'article 88 du même décret, remplacé par le décret-programme du 3 février 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la demande est irrecevable et la procédure n'est pas poursuivie si la demande ne contient pas les documents visés à l'article 85, alinéa 2, 6° et 7°. ».

Art. 13. Dans l'article 91 du même décret, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le même jour, il envoie une copie de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande à l'Administration du Patrimoine si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° les actes et travaux visés par la demande de permis n'ont pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, ou d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du même Code;

2° les actes et travaux visés par la demande de permis portent sur un bien situé, en tout ou en partie, dans le périmètre de la carte archéologique et concernent des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1°, 5°,

9° et 10°, du CoDT;

3° les actes et travaux visés par la demande de permis ne sont pas d'impacts limités en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT;

4° les actes et travaux visés par la demande de permis requièrent l'intervention obligatoire d'un architecte en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT. »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le fonctionnaire technique sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles conformément à l'article D.IV.35 du CoDT. ».

Art. 14. A l'article 93 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Sa mise en oeuvre peut être subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques conformément aux articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine. »;

b) le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé au sens du Code wallon du Patrimoine ou lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine, le permis reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou de l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 du même Code et est conforme au contenu de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable.

Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, l'autorité compétente communique à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article 91;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. »;

2° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le neuvième et le dixième alinéa :

« Lorsque les plans modificatifs portent sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et ont un impact sur les parties classées ou assimilées de ce bien, une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée en vertu de l'article D.52 du même Code. Lorsque les plans modificatifs portent sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, un nouvel avis archéologique préalable est sollicité en vertu de l'article D.63 du même Code. ».

Art. 15. Dans l'article 95 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, il est inséré un paragraphe 7^{ter} rédigé comme suit :

« § 7^{ter}. La décision du Gouvernement reproduit, le cas échéant, intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et

D.48 du Code wallon du Patrimoine ou de l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 du même Code et est conforme au contenu de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable, sauf accord écrit préalable de l'Administration du Patrimoine. ».

Section 3 — Modifications apportées au décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

Art. 16. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, modifié par le décret du 20 juillet 2016, les a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

« a) dans un bien classé ou assimilé, au titre de monument ou d'ensemble architectural, au sens du Code wallon du Patrimoine;

b) dans un bâtiment repris à l'inventaire régional du patrimoine au sens du Code wallon du Patrimoine; ».

Section 4 — Modifications apportées au décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales

Art. 17. L'article 32*bis*, alinéa 2, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

« 4° si, dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas d'autorisation patrimoniale valide se rapportant à l'objet de la demande;

5° si, dans les cas visés à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis ne contient pas l'avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine se rapportant à l'objet de la demande. ».

Art. 18. L'article 33, § 3, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le même jour, l'autorité compétente communique une copie de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande à l'Administration du Patrimoine si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1° les actes et travaux visés par la demande de permis n'ont pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, ou d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du même Code;

2° les actes et travaux visés par la demande de permis portent sur un bien situé, en tout ou en partie, dans le périmètre de la carte archéologique et concernent des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1°, 5°, 9° et 10°, du CoDT;

3° les actes et travaux visés par la demande de permis ne sont pas d'impacts limités en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT;

4° les actes et travaux visés par la demande de permis requièrent l'intervention obligatoire d'un architecte en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT. ».

Art. 19. L'article 34 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la demande est irrecevable et la procédure n'est pas poursuivie si la demande ne contient pas les documents visés à l'article 32*bis*, alinéa 2, 4° et 5°. ».

Art. 20. L'article 38 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'autorité compétente sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles dans les cas visés à l'article D.IV.35 du CoDT. ».

Art. 21. L'article 42 du même décret est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque les plans modificatifs portent sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et ont un impact sur les parties classées ou assimilées de ce bien, une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée en vertu de l'article

D.52 du même Code. Lorsque les plans modificatifs portent sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62,

§ 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, un nouvel avis archéologique préalable est sollicité en vertu de l'article D.63 du même Code. ».

Art. 22. L'article 45, § 1^{er}, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, l'autorité compétente communique à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article 38;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 23. L'article 48, § 4, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque la demande de permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, la décision du Gouvernement reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis, sauf accord écrit préalable de l'Administration du Patrimoine. ».

Art. 24. A l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, le permis reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis. »;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La mise en oeuvre du permis peut être subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques conformément aux articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 25. Dans l'article 53 du même décret, les mots « , et sous réserve de l'article

D.70 du Code wallon du Patrimoine, » sont insérés entre les mots « 101, § 3, » et « la décision ».

Art. 26. Dans l'article 83, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 26 avril 2018, les mots « , des projets visés à l'article D.IV.25 du CoDT dont le permis d'urbanisme est délivré par le Gouvernement et des projets relatifs à des biens immobiliers visés à l'article D.IV.17, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT, classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au sens du Code wallon du Patrimoine » sont remplacés par les mots « et des projets visés à l'article D.IV.25 du CoDT dont le permis d'urbanisme est délivré par le Gouvernement ».

Art. 27. L'article 84, § 2, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2016, est complété par les phrases suivantes :

« La demande contient l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du Code wallon du Patrimoine lorsque le projet qui fait l'objet de la demande de permis intégré requiert l'obtention préalable de cette autorisation en vertu de l'article D.34 du même Code. La demande contient l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine lorsque le projet qui fait l'objet de la demande de permis intégré requiert l'obtention d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du même Code. ».

Art. 28. L'article 87 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le même jour de l'envoi de la copie de la décision attestant du caractère complet et recevable de la demande, le fonctionnaire des implantations commerciales communique une copie de sa décision à l'Administration du Patrimoine si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1^o les actes et travaux visés par la demande de permis n'ont pas fait l'objet d'une autorisation patrimoniale en vertu de l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, ou d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du même Code;

2^o les actes et travaux visés par la demande de permis portent sur un bien situé, en tout ou en partie, dans le périmètre de la carte archéologique et concernent des actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1^o, 5^o, 9^o et 10^o, du CoDT;

3^o les actes et travaux visés par la demande de permis ne sont pas d'impacts limités en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT;

4^o les actes et travaux visés par la demande de permis requièrent l'intervention obligatoire d'un architecte en vertu de l'article D.IV.I, § 2, du CoDT. ».

Art. 29. L'article 88 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la demande est irrecevable et la procédure n'est pas poursuivie si la demande ne contient pas les documents visés à l'article 84, § 2, alinéa 2. ».

Art. 30. L'article 90 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le fonctionnaire des implantations commerciales sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles conformément à l'article D.IV.35 du CoDT. ».

Art. 31. A l'article 96, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le quatrième alinéa est complété par la phrase suivante :

« Sa mise en oeuvre peut être subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques conformément aux articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine. »;

b) le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

c) « Lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, le permis reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis.

Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, l'autorité compétente communique à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1^o lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2^o lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3^o lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article 90;

4^o lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 32. Dans l'article 97 du même décret, il est inséré un paragraphe 4/1 rédigé comme suit :

« § 4/1. Lorsque les plans modificatifs portent sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et ont un impact sur les parties classées ou assimilées de ce bien, une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée en vertu de l'article

D.52 du même Code. Lorsque les plans modificatifs portent sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62,

§ 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, un nouvel avis archéologique préalable est sollicité en vertu de l'article D.63 du même Code. ».

Art. 33. L'article 101, § 4, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque la demande de permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, la décision du Gouvernement reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis, sauf accord écrit préalable de l'Administration du Patrimoine. ».

Section 5 — Modifications apportées au Code du Développement territorial

Art. 34. A l'article D.IV.1 du Code du Développement territorial, modifié par l'article 6 du décret du 26 avril 2018 relatif au Code wallon du Patrimoine, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 3° est abrogé;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut prévoir, pour les biens classés ou assimilés, situés dans une zone de protection, pastillés à l'inventaire régional du patrimoine ou relevant du petit patrimoine populaire wallon, au sens du Code wallon du Patrimoine, les exonérations de permis d'urbanisme qui ne sont pas applicables à ces biens. »;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les actes et travaux conservatoires d'urgence au sens du Code wallon du Patrimoine sont exonérés de permis d'urbanisme. ».

Art. 35. A l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, le 16° est abrogé.

Art. 36. Dans l'article D.IV.17, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° lorsque la demande concerne des biens classés, assimilés ou situés dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine; ».

Art. 37. Dans l'article D.IV.22, alinéa 1^{er}, 11°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les mots « à l'article 20, » sont remplacés par les mots « à l'article D.11 ».

Art. 38. Dans l'article D.IV.26, § 1^{er}, du même Code, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis contient une autorisation patrimoniale valide se rapportant à l'objet de la demande.

Dans les cas visés à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de permis contient l'avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine se rapportant à l'objet de la demande. ».

Art. 39. Dans l'article D.IV.30, § 2, du même Code, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans les cas visés à l'article D.34, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de certificat d'urbanisme n° 2 contient une autorisation patrimoniale valide se rapportant à l'objet de la demande.

Dans les cas visés à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, la demande de certificat d'urbanisme n° 2 contient l'avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine se rapportant à l'objet de la demande. ».

Art. 40. Dans l'article D.IV.31, § 3, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'autorité compétente invite l'Administration du Patrimoine à toute réunion de projet portant, en tout ou en partie, sur un bien classé ou assimilé, ainsi que sur un bien situé, en tout ou en partie, dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 41. Dans l'article D.IV.33, alinéa 1^{er}, du même Code, le 1° est complété par les mots « et à l'Administration du Patrimoine dans les hypothèses visées à l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine ».

Art. 42. Dans l'article D.IV.34 du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Dans les hypothèses visées à l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, l'accusé de réception mentionne l'envoi de celui-ci à l'Administration du Patrimoine. ».

Art. 43. L'article D.IV.35 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.IV.35. L'autorité compétente pour délivrer un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 sollicite l'avis de l'Administration du Patrimoine et l'avis de la Commission lorsque la demande de permis ou de certificat porte :

1° sur un bien situé dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine;

2° sur un bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine au sens du Code wallon du Patrimoine.

L'avis de l'Administration du Patrimoine et de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales du bien.

L'avis rendu par l'Administration du Patrimoine est un avis simple, à l'exception de toute décision de subordonner la mise en oeuvre du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2 à la réalisation d'une ou plusieurs opérations archéologiques conformément à l'article D.66, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine pour laquelle l'avis de l'Administration du Patrimoine est conforme.

Le Gouvernement détermine les cas où la consultation d'un service ou d'une commission est obligatoire en tenant compte de la situation du projet et de ses spécificités.

Outre les avis obligatoires, le collège communal, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement peuvent solliciter l'avis des services ou commissions qu'ils jugent utile de consulter. ».

Art. 44. Dans l'article D.IV.37 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 1^{er}, 1° et 2°, » sont remplacés par les mots « alinéa 2 »;

2° à l'alinéa 3, les mots « , 1°, 2° et 3°, » sont abrogés.

Art. 45. Dans l'article D.IV.40 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Une enquête publique est requise pour toute demande de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme ou de certificat d'urbanisme n° 2 relative à la construction, la reconstruction ou la transformation, en tout ou en partie, d'un bien classé ou assimilé, ainsi que d'un bien situé dans une zone de protection, au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 46. A l'article D.IV.42 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque les plans modificatifs portent sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale et ont un impact sur les parties classées ou assimilées de ce bien, une nouvelle autorisation patrimoniale est sollicitée en vertu de l'article D.52 du même Code. Lorsque les plans modificatifs portent sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable en vertu de l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, un nouvel avis archéologique préalable est sollicité en vertu de l'article D.63 du même Code. »;

2° au paragraphe 3, les mots « Les mesures » sont remplacés par les mots

« Sous réserve du paragraphe 2, alinéa 3, les mesures ».

Art. 47. Dans l'article D.IV.46 du même Code, le deuxième alinéa est complété par la phrase suivante :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, le collège communal envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 48. L'article D.IV.47 du même Code est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dans les hypothèses visées aux paragraphes 1^{er} et 2, simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, le fonctionnaire délégué envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 49. A l'article D.IV.48 du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur et au collège communal, le fonctionnaire délégué envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 50. L'article D.IV.50 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Simultanément à l'envoi de sa décision au demandeur, au collège communal et au fonctionnaire délégué, le Gouvernement envoie à l'Administration du Patrimoine une copie de sa décision :

1° lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code;

2° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis de l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.IV.35;

4° lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un envoi de l'accusé de réception ou de la décision sur le caractère complet de la demande de permis à l'Administration du Patrimoine en vertu de l'article D.67, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 51. L'article D.IV.53 du même Code est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque le permis porte sur un bien classé ou assimilé, au sens du Code wallon du Patrimoine, qui a fait l'objet d'une autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48 du même Code ou lorsque le permis porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, le permis reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis.

La mise en oeuvre d'un permis est subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques dans les hypothèses visées à l'article D.66, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 52. L'article D.IV.61 du même Code est complété par un aliéna rédigé comme suit :

« Lorsque le certificat d'urbanisme n° 2 porte sur un bien classé ou assimilé au sens du Code wallon du Patrimoine, ou lorsque le certificat d'urbanisme n° 2 porte sur un projet qui a fait l'objet d'un avis archéologique préalable de l'Administration du Patrimoine visé à l'article D.62 du même Code, le certificat reproduit intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable et est conforme au contenu de cette autorisation ou de cet avis. ».

Art. 53. A l'article D.IV.62, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est conforme à l'autorisation patrimoniale pour les cas visés à l'article D.34 du Code wallon du Patrimoine, à l'avis archéologique pour les cas visés à l'article D.62 du même Code, et à l'article D.66, § 1^{er}, du même Code. »;

b) à l'alinéa 2, le mot « 5° » est remplacé par le mot « 6° ».

Art. 54. L'article D.IV.63 du même Code est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le recours ne porte pas sur le contenu de l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et D.48, de l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 ou de la décision visée à l'article D.67, § 2, du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 55. A l'article D.IV.66 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Lorsque la demande est relative à un bien classé ou assimilé, situé dans une zone de protection, pastillé à l'inventaire régional du patrimoine en vertu du Code wallon du Patrimoine ou que la demande est dirigée à l'encontre d'un permis dont la mise en oeuvre est subordonnée à la réalisation d'opérations archéologiques en vertu de l'article D.66, § 1^{er}, et D.67,

§ 1^{er}, du même Code, le Gouvernement invite l'Administration du Patrimoine. Lorsque la demande a fait l'objet d'un avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, le Gouvernement invite la Commission. »;

b) dans l'alinéa 3, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° s'il s'agit d'un bien classé ou assimilé, situé dans une zone de protection ou pastillé à l'inventaire régional du patrimoine en vertu du Code wallon du Patrimoine, sa localisation dans un périmètre visé aux articles D.V.I, D.V.7 ou D.V.9, dans un plan d'expropriation ou si le bien est visé à l'article D.IV.57. ».

Art. 56. A l'article D.IV.67 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Lorsque la décision dont recours a été notifiée à l'Administration du patrimoine conformément aux articles D.IV.46, D.IV.48 et D.IV.50, le Gouvernement communique sa décision à l'Administration du Patrimoine. »;

2° il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« La décision du Gouvernement reproduit, le cas échéant, intégralement les conclusions de l'autorisation patrimoniale visée aux articles D.47 et

D.48 du Code wallon du Patrimoine ou de l'avis archéologique préalable visé à l'article D.62 du Code wallon du Patrimoine et est conforme au contenu de l'autorisation patrimoniale ou de l'avis archéologique préalable, sauf accord écrit préalable de l'Administration du Patrimoine. ».

Art. 57. L'article D.IV.87 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le délai de péremption peut être suspendu durant toute la période nécessaire à la réalisation des opérations archéologiques imposées en vertu des articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine. La période nécessaire à la réalisation des opérations archéologiques correspond au délai entre le jour de début et de fin de la réalisation des opérations archéologiques et est prouvée au moyen de l'attestation visée à l'article D.70 du même Code. ».

Art. 58. A l'article D.IV.89 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « de l'article 41, 1° » sont remplacés par les mots « de l'article D.74, alinéa 1^{er}, 1° »;

b) un 4° rédigé comme suit est ajouté :

« 4° en cas de réalisation d'opérations archéologiques imposées en vertu des articles D.66 et D.67 du Code wallon du Patrimoine dans les conditions prévues par le même Code. ».

Art. 59. Dans l'article D.IV.91, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, les mots « de l'article 41, 2° » sont remplacés par les mots

« de l'article D.74, alinéa 1^{er}, 2°, ».

Art. 60. Dans l'article D.IV.97, alinéa 1^{er}, 6°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 26 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au d), les mots « du même Code » sont remplacés par les mots « au sens du même Code »;

2° au e), les mots « visé à la carte archéologique » sont remplacés par les mots « situé dans le périmètre de la carte archéologique »;

3° le f) est abrogé;

4° le g) est remplacé par ce qui suit :

« g) inscrit à l'inventaire régional du patrimoine au sens du même Code; ».

Art. 61. Dans l'article D.IV.99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « , pour la région de la langue française, des certificats de patrimoine valables » sont remplacés par les mots « des autorisations patrimoniales valables au sens du Code wallon du Patrimoine ».

Art. 62. ans l'article D.VII.1., § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2018, le 7^o est abrogé.

Art. 63. Dans l'article D.VII.1^{er}bis, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 16 novembre 2017, le 4^o est remplacé comme suit :

« 4^o aux actes et travaux réalisés sur un bien classé ou assimilé au sens du Code wallon du Patrimoine; ».

CHAPITRE 2 — *Dispositions transitoires*

Art. 64. La liste du patrimoine exceptionnel arrêtée à la date d'entrée en vigueur du présent décret reste en vigueur jusqu'à l'adoption d'une liste du patrimoine exceptionnel sur la base du Code wallon du Patrimoine.

Art. 65. L'inventaire du patrimoine monumental et l'inventaire du patrimoine immobilier culturel constituent l'inventaire régional du patrimoine visé à l'article D.32 du Code wallon du Patrimoine jusqu'à leur mise à jour ou l'adoption d'un inventaire régional du patrimoine sur cette base.

Art. 66. Toute demande d'inscription sur la liste de sauvegarde, de classement, de modification d'un arrêté de classement ou de déclassement introduite à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ainsi que toute autorisation d'opérations archéologiques octroyée à cette date, est poursuivie sur la base des dispositions du Code wallon du Patrimoine applicables avant cette date.

Art. 67. Toute procédure relative à des actes et travaux sur un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret est poursuivie sur la base des dispositions du Code wallon du Patrimoine applicables avant cette date.

Toute procédure visée à l'alinéa 1^{er} est réputée être en cours si elle a fait l'objet de l'introduction d'une demande ou d'une déclaration.

Art. 68. Les demandes de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de permis d'environnement, de permis unique, de permis d'implantation commerciale, de permis intégré ou de certificat d'urbanisme n^o 2 relatives à un bien classé ou assimilé, un bien situé dans une zone de protection, un bien situé dans le périmètre de la carte archéologique ou à un projet visé à l'article D.62, § 1^{er}, du Code wallon du Patrimoine, dont la date de récépissé ou d'accusé de réception est antérieure à la date d'entrée en vigueur du décret, poursuivent leur instruction sur la base des dispositions décrétales et réglementaires en vigueur à la date du récépissé ou de l'accusé de réception de la demande.

Art. 69. Toute demande de subvention dont le dossier de demande est complet à la date d'entrée en vigueur du présent décret est poursuivie sur la base des dispositions décrétales et réglementaires applicables avant cette date.

Toute demande de subvention qui n'a pas fait l'objet de déclaration de créance ou d'une justification de report approuvée par l'Administration du Patrimoine pendant trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret est clôturée et ne fait plus l'objet de déclarations de créance ultérieures dans le cadre de cette demande.

Art. 70. Tout appel à projets lancé avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date du lancement de l'appel à projets.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout dossier retenu dans le cadre d'un appel à projets lancé avant la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui n'a plus fait l'objet de déclaration de créance ou d'une justification de report approuvée par l'Administration du Patrimoine pendant trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret est clôturé et ne fait plus l'objet de déclarations de créance ultérieures dans le cadre de cet appel à projets.

Art. 71. Tout accord-cadre conclu à la date d'entrée en vigueur du décret reste soumis aux dispositions en vigueur avant cette date.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout accord-cadre conclu avant la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui n'a plus fait l'objet de déclaration de créance ou d'une justification de report approuvée par l'Administration du Patrimoine pendant cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret est clôturé et ne fait plus l'objet de déclarations de créance ultérieures dans le cadre de cet accord-cadre.

Art. 72. Toute infraction visée à l'article D.102 du Code wallon du Patrimoine qui n'a pas déjà fait l'objet d'une sanction sur la base des dispositions du Code du Développement territorial à la date d'entrée en vigueur du décret ne peut faire l'objet que d'une sanction visée par le Code wallon du Patrimoine.

Les membres du personnel de la Région wallonne chargés de la recherche et de la constatation des infractions avant l'entrée en vigueur du décret restent habilités pour rechercher et constater les infractions visées à l'article

D.102 du Code wallon du Patrimoine jusqu'à l'adoption de la liste visée à l'article D.104, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même Code.

Art. 73. La Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne, instituée avant l'entrée en vigueur du présent décret, reste valablement constituée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article D.128 du Code wallon du Patrimoine.

Art. 74. Tout dépôt de biens archéologiques agréé à la date d'entrée en vigueur du décret reste soumis aux dispositions en vigueur avant cette date jusqu'à la fin de la validité de son agrément ou au renouvellement de son agrément sur la base des dispositions du Code wallon du Patrimoine.

Art. 75. Toute autorisation en vue de réaliser des opérations archéologiques ou toute autorisation d'utiliser des détecteurs électroniques ou magnétiques octroyée à la date d'entrée en vigueur du décret reste soumise aux dispositions en vigueur avant cette date jusqu'à la fin de sa validité ou jusqu'à son renouvellement sur la base des dispositions du Code wallon du Patrimoine.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions prises sur la base de l'article D.80, § 4, du Code wallon du Patrimoine s'appliquent à toute utilisation de matériel qui permet la détection ou la recherche d'objets métalliques ou ferromagnétiques, en ce compris si cette utilisation a été autorisée avant la date d'entrée en vigueur du décret.

CHAPITRE 3 — *Dispositions finales*

Art. 76. Le Code wallon du Patrimoine, remplacé par le décret du 26 avril 2018, est abrogé.

Art. 77. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 septembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1404 (2022-2023) N° 1, *1bis* à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 septembre 2023

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/001483]

**28 SEPTEMBER 2023. — Decreet tot vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek
en houdende diverse bepalingen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1 — Vervanging van het Waalse Erfgoedwetboek

Artikel 1. De volgende bepalingen vormen het decretale deel van het Waalse Erfgoedwetboek:

"Waalse Erfgoedwetboek

TITEL 1. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I — *Toepassingsgebied*

Artikel D.1. Het Waalse Erfgoedwetboek, hierna "het Wetboek" genoemd, is van toepassing op erfgoed dat valt onder de bevoegdheid van het Waals Gewest en dat zich bevindt in het Franstalig gebied in de zin van de wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken

Naar dit decreet wordt verwezen met de volgende benaming:

"Waals(e) Erfgoedwetboek".

Art. D.2. Onder het erfgoed vallen de gezamenlijke goederen bedoeld in artikel D.1 die een weerspiegeling en uitdrukking zijn en vormen van de voortdurend evoluerende waarden, geloofsbelijdenis, kennis, vaardigheden en tradities, waarvan de bescherming verantwoord is wegens met name hun belang voor archeologie, geschiedenis, wetenschap, kunsten, maatschappij, techniek, herinnering, schoonheid, landschap of stedenbouw, en waarbij rekening gehouden wordt met criteria inzake zeldzaamheid, authenticiteit, integriteit of representativiteit. Daartoe behoren ook alle aspecten van de omgeving die voortvloeien uit de interactie in de tijd tussen personen en plaatsen.

Het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de openbare en privé-actoren en de inwoners dragen voor de erfgoedbescherming bij tot de erkenning, de geïntegreerde instandhouding, de ontwikkeling en het beheer van het erfgoed dat ze zullen doorgeven aan de komende generaties.

Voorafgaand aan elke beslissing tot oprichting van een nieuw gebouw en om de geïntegreerde instandhouding van hun erfgoed te garanderen, moeten de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Waalse Huisvestingsmaatschappij, de door deze laatste erkende publieke vastgoedmaatschappijen, de provincies, de gemeenten en de intercommunales, de kerkfabrieken en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de studie overwegen om aan de activiteit waarvoor een stedenbouwkundige vergunning wordt aangevraagd, het goed of de goederen toe te wijzen die behoren tot het erfgoed waarvan zij de eigenaars zijn wanneer ze beschermd of gelijkgesteld zijn of opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris.

De Regering bezorgt het Parlement om de drie jaar een verslag over de stand van zaken en de vooruitzichten inzake bescherming van het erfgoed.

HOOFDSTUK 2 — *Begripsomschrijving*

Art. D.3. Voor de toepassing van het Wetboek wordt verstaan onder :

1° dringende bewarende handelingen en werken : omkeerbare handelingen en werken die worden uitgevoerd of gepland met het oog op de onmiddellijke bescherming van het geheel of een deel van een beschermd of daarmee gelijkgesteld goed dat bedreigd wordt door ongewone weersomstandigheden, een natuurramp of een toevallige gebeurtenis;

2° de erfgoedadministratie : het "Agence wallonne du Patrimoine" in de zin van het decreet van 12 juli 2017 tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon";

3° erfgoedvergunning: de administratieve handeling die voorafgaat aan de uitvoering van handelingen en werken of het uitvoeren van evenementen of activiteiten met betrekking tot een beschermd of daarmee gelijkgesteld goed en die een kader schept en de geplande ingrepen vastlegt om de criteria en belangen die de beschermingsmaatregel van het goed rechtvaardigden, te vrijwaren;

4° archeologisch goed: alle materiële overblijfselen, van paleontologische aard of het spoor ervan inbegrepen, gelegen onder of boven de grond, onder het water, beschouwd als bewijs van de bedrijvigheid van de mens of van zijn leefmilieu, van verlopen tijdperken of beschavingen, ongeacht de kunstwaarde ervan;

5° gelijkgesteld goed: goederen die op de beschermingslijst staan of die voorlopig aan de gevolgen van de bescherming zijn onderworpen;

6° beschermd goed: elk goed dat het voorwerp uitmaakt van een beschermingsmaatregel als monument, site, architectonisch geheel of archeologische site wegens zijn erfgoedwaarde met betrekking tot de criteria en belangen bedoeld in artikel D.2 om de bescherming ervan te verzekeren;

7° de archeologische kaart: het cartografisch instrument dat de omtrekken bepaalt die ieder geheel van al dan niet bebouwde onroerende goederen omvatten, die geheel of gedeeltelijk het voorwerp hebben uitgemaakt van een ontdekking van een of meerdere archeologische goederen of waarvan is vastgesteld dat zij archeologische goederen hebben verborgen, verbergen of vermoedelijk verbergen.

8° het stedenbouwkundig attest nr. 2 : het attest bedoeld in artikel D.IV.I, § 3, 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

9° "CoDT" : het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling;

10° de Commissie : de Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen, afgekort : "C.R.M.S.F.";

11° de gemeentelijke Commissie: de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit, afgekort "C.C.A.T.M.", bedoeld in artikel D.I.7 van het "CoDT";

12° geïntegreerde instandhouding : met inachtneming van de kenmerken die de bescherming van een goed hebben gerechtvaardigd, het geheel van de maatregelen met als doel:

a) te zorgen voor de duurzaamheid van het goed

b) te zorgen voor de handhaving van het goed in het kader van een geschikte, bebouwde of onbebouwde omgeving;

c) een gepaste bestemming van het goed te bepalen om het op duurzame wijze aan te passen aan de behoeften van de gemeenschap op sociaal, economisch, demografisch vlak, op vlak van energie, erfgoed, leefmilieu of toegankelijkheid;

13° toevallige ontdekking : elke onvoorziene of louter toevallige blootlegging van één of meerdere archeologische goederen;

14° het architectonisch geheel: een groep gebouwen die een samenhangend geheel vormt, met inbegrip van de elementen die ze met elkaar verbinden, door hun integratie in het landschap en in de bestaande bebouwde en onbebouwde context, en die erfgoedwaarde heeft op het vlak van de criteria en belangen bedoeld in artikel D.2;

15° het onderhoud: alle preventieve of curatieve handelingen en werken, tijdelijk of permanent, die het uiterlijke of interne uitzicht, de materialen, de draagstructuren, het bebouwde volume of de kenmerken die de bescherming van een beschermd of daarmee gelijkgestelde eigendom rechtvaardigden, niet wijzigen;

16° voorstudie: alle wetenschappelijke, technische, historische en documentaire studies die nodig zijn om een onderhouds- of restauratieproject op te stellen en die kunnen worden toegevoegd aan een documentatiefonds dat wordt beheerd door de dienst die door de Regering is aangeduid;

17° de erfgoedfiche: het erfgoedbeoordelingsinstrument voor een erfgoedgoed, dat open is en wordt opgesteld door de dienst die door de Regering is aangeduid, en dat dient als hulpmiddel bij de besluitvorming in het kader van een inschrijving op de beschermingslijst, een aanvraag tot opname op de beschermingslijst, declassering of herkwalificatie, een aanvraag tot erfgoedvergunning of de opmaak van een operationeel erfgoedplan;

18° gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw : de ambtenaar bedoeld in artikel D.I.3 van het "CoDT";

19° archeologische opgravingen: archeologische verrichtingen waarbij een eigendom of perceel wordt gewijzigd door het uitgraven, strippen of verwijderen van een of meer archeologische goederen, met als doel de kennis te verbeteren door het vastleggen en exploiteren van de verzamelde gegevens, met inbegrip van de volgende opgravingen:

a) reddingsopgravingen :opgravingen met betrekking tot een archeologisch eigendom, terrein of plaats die geheel of gedeeltelijk vernield worden;

b) preventieve opgravingen : de opgravingen betreffende archeologische sites die op korte termijn onomkeerbaar bedreigd zijn met gehele of gedeeltelijke vernieling, in het bijzonder als onderdeel van een ontwikkelings- of stedenbouwkundig project;

- c) geprogrammeerde opgravingen: de op lange termijn geplande opgravingen die nodig zijn voor de studie van een bepaald wetenschappelijk thema of van een archeologische vindplaats in haar geheel;
- 20° de gewestelijke inventaris van het erfgoed : het instrument voor de identificatie van het gebouwde en niet-gebouwde erfgoed dat onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest valt en dat geheel of gedeeltelijk van erfgoedwaarde is met betrekking tot de in artikel D.2 bedoelde belangen en criteria;
- 21° beschermingslijst : de lijst van goederen die tijdelijk beschermd zijn omwille van een tijdelijke of definitieve dreiging van vernietiging, afbraak of wijziging en die in aanmerking komen om beschermd te worden;
- 22° de minister : de minister bevoegd voor monumenten en sites in de zin van artikel 6, § 1, I, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;
- 23° monument: een geïsoleerde architecturale, sculpturale of plantaardige creatie, met inbegrip van de elementen die door inlijving of bestemming geïmmobiliseerd zijn en de roerende goederen die er integraal deel van uitmaken, in het bijzonder de aanvullende uitrusting en decoratieve elementen, en die erfgoedwaarde heeft in de zin van de criteria en belangen bedoeld in artikel D.2;
- 24° archeologische verrichtingen: alle werkzaamheden met betrekking tot prospectie, proefboringen, opgravingen en archeologische opvolgingen, met inbegrip van de opmaking van de desbetreffende verslagen en hun bekendmaking;
- 25° uitzonderlijk erfgoed: alle beschermde goederen van groot regionaal erfgoedbelang, waarvan de lijst bij regeringsbesluit wordt vastgesteld;
- 26° werelderfgoed: elk goed of groep van goederen waarvan de uitzonderlijke universele waarde erkend is door de Organisatie van de Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, afgekort UNESCO, in toepassing van de Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk werelderfgoed;
- 27° de milieuvergunning: de vergunning bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 28° de vergunning voor een handelsvestiging : de vergunning bedoeld in artikel 1, 4°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen ;
- 29° de bebouwingsvergunning: de vergunning bedoeld in artikel D.IV.2, § 1, van het "CoDT";
- 30° de stedenbouwkundige vergunning: de vergunning bedoeld in artikel D.IV.4 van het "CoDT";
- 31° de geïntegreerde vergunning : de vergunning bedoeld in artikel 1, 6°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;
- 32° de globale vergunning: de vergunning bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 33° klein Waals volkserfgoed: alle kleine erfgoedelementen, al dan niet beschermd, die onder categorieën vallen die erkend zijn door de Regering en die van erfgoed- en cultureel belang zijn, die zichtbaar zijn vanuit de openbare ruimte of toegankelijk zijn voor het publiek, die als referentie dienen voor een plaatselijke bevolking of die tot het samenhangingsgevoel bijdragen;
- 34° het operationeel plan erfgoed: de administratieve handeling die voorafgaat aan de uitvoering van handelingen en werken waarvoor geen vergunning nodig is, die een terugkerend karakter hebben of die een fasering vereisen, evenals de organisatie van evenementen of activiteiten met een terugkerend karakter;
- 35° de Beleidsgroep " Ruimtelijke Ordening": de beleidsgroep bedoeld in artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;
- 36° de eigenaar : elke publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht op een goed, mede-eigendom, vruchtgebruik, erfdienstbaarheid, erfpacht of recht van opstal op een goed;
- 37° de prospectie : de handeling waarbij archeologische goederen of locaties gelokaliseerd worden zonder ze te wijzigen.
- 38° herbesteding: de gedeeltelijke of volledige wijziging van de functie van een beschermd of gelijkgesteld goed, om te voorkomen dat het in verval raakt of wordt opgegeven of om het aan te passen aan de behoeften en vereisten van de nieuwe functie die eraan wordt toegekend, met behoud van de erfgoedkenmerken die de bescherming van het goed rechtvaardigen;
- 39° restauratie: alle handelingen en werken, andere dan deze die betrekking hebben op het onderhoud bedoeld in 15°, uitgevoerd op een beschermd of gelijkgesteld goed met het oog op het behoud en de onthulling van de kenmerken die de bescherming ervan rechtvaardigen, het opruimen ervan, het bewaren van de authenticiteit en de mogelijkheid tot toe-eigening door de gemeenschap, alsook de opwaardering en het eventuele hergebruik ervan;
- 40° de site: het natuurwerk of het gecombineerde werk van mens en natuur dat een gebied van erfgoedwaarde vormt met betrekking tot de criteria en belangen bedoeld in artikel D.2, dat voldoende karakteristiek en coherent is om het voorwerp uit te maken van een topografische afbakening;
- 41° de archeologische site: het terrein, de geologische of pedologische formatie, het gebouw, het geheel van gebouwen of site die daadwerkelijk of vermoedelijk archeologische goederen bevat;
- 42° archeologische onderzoeken : archeologische handelingen waarbij de staat van de ondergrond of de bebouwde omgeving wordt gewijzigd om de aanwezigheid van archeologische voorwerpen of het bestaan, de aard en de omvang van een archeologische vindplaats vast te stellen, met uitzondering van het gebruik van apparatuur voor het opsporen of zoeken naar metalen of ferromagnetische voorwerpen met het oog op het onttrekken ervan aan de bodem of het water overeenkomstig hoofdstuk 8 van titel 4;
- 43° archeologische opvolging : de archeologische verrichting die bestaat in het toezicht, door de dienst aangeduid door de Regering, op de handelingen en werken uitgevoerd in het kader van de uitvoering van een bebouwingsvergunning, een stedenbouwkundige vergunning, een milieuvergunning, een globale vergunning, een handelsvestigingsvergunning of een geïntegreerde vergunning en in de mogelijkheid voor de dienst aangeduid door de Regering om voormelde handelingen en werken tijdelijk, plaatselijk of volledig, te onderbreken voor het uitvoeren van grafische en beschrijvende opnamen en desgevallend voor het uitvoeren van archeologische opgravingen;
- 44° de valorisatie: elke actie of maatregel die bestaat uit het bekendmaken en vergroten van de erkende kwaliteiten van een of meer erfgoedelementen die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, door de uitvoering van handelingen en werken, de implementatie van de elementen bedoeld in artikel D.131 of door de uitvoering van verschillende verspreidings- of promotieacties;
- 45° het beschermingsgebied : het gebied gelegen rondom een beschermd goed, en waarvan de omtrek is afgebakend al naar gelang de eisen voor de geïntegreerde instandhouding van dat goed;

46° bufferzone: het gebied rondom een op de Werelderfgoedlijst opgenomen landgoed of groep objecten, waarvan het gebruik en de ontwikkeling onderworpen zijn aan speciale beperkingen om te zorgen voor extra bescherming van het landgoed of de groep objecten en om de uitzonderlijke universele waarde ervan te behouden.

HOOFDSTUK 3. — *Communicatiemethoden en berekening van termijnen*

Art. D.4. De Regering bepaalt voor welke in het Wetboek bedoelde mededelingen, verzendingen of ontvangsten een datum moet worden vastgesteld, ongeacht het gebruikte procedé.

De Regering kan de lijst vaststellen van de procedés die zij aanvaardt om de mededeling, verzending en elke ontvangst van een vaste dagtekening te voorzien.

De aangetekende elektronische berichten moeten in overeenstemming zijn met het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. D.5. De dag van de mededeling, verzending of ontvangst van een document waarnaar in het Wetboek wordt verwezen en die het beginpunt van een termijn vormt, is niet inbegrepen in de termijn. De termijn gaat in op de dag nadat het document is meegedeeld, verzonden of ontvangen en omvat, tenzij anders aangegeven, alle dagen, inclusief zaterdagen, zondagen en feestdagen.

De vervalddag is in de termijn inbegrepen. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de volgende werkdag.

Een werkdag is elke dag behalve zaterdag, zondag en feestdagen.

De mededeling of verzending vindt uiterlijk plaats op de dag waarop de termijn verstrijkt.

TITEL 2. — *Bescherming van het erfgoed*

HOOFDSTUK I — *Werelderfgoed*

Art. D.6. De Regering maakt de lijst van goederen of groepen van goederen die op de Werelderfgoedlijst staan bekend, inclusief, indien van toepassing, de omtrek van de bufferzones die ermee verbonden zijn, in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst die ze aanwijst.

De in lid 1 bedoelde publiciteitsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek op de hoogte te brengen van de plaatsing van een goed of een groep goederen op de Werelderfgoedlijst en hebben geen betrekking op de identificatie van de eigenaar van het goed of de groep goederen. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het object of de groep objecten en de reden voor plaatsing op de Werelderfgoedlijst wordt bekendgemaakt.

Art. D.7. Elk goed of elke groep goederen dat op de Werelderfgoedlijst staat, kan een bufferzone hebben.

De omtrek van de bufferzone wordt bepaald volgens de eisen van het behoud van de uitzonderlijke universele waarde en kan de onmiddellijke omgeving van het goed omvatten, belangrijke uitzichten of andere gebieden die een belangrijke functionele rol spelen in de ondersteuning van het goed en de bescherming ervan.

De in lid 2 bedoelde uitzonderlijke universele waarde duidt een cultureel of natuurlijk belang aan dat voldoende uitzonderlijk is om nationale grenzen te overschrijden en van gemeenschappelijke onschatbare waarde zijn voor de huidige en toekomstige generaties van de gehele mensheid.

Art. D.8. § 1. Elk op de Werelderfgoedlijst ingeschreven goed of elke groep goederen dient een beheersplan te hebben dat in overeenstemming is met de bepalingen van de richtlijnen voor de uitvoering van de Overeenkomst, bedoeld in artikel D.3, 26°.

De Regering legt de inhoud van het beheersplan bedoeld in het eerste lid vast.

§ 2 Elk beheersplan wordt voorbereid, uitgevoerd en bijgewerkt door een beheerscomité.

De Regering stelt de samenstelling, de opdrachten en de werking van het beheerscomité vast.

§ 3 Indien nodig kan de Regering, om te voldoen aan de inhoud van het beheersplan dat is opgesteld krachtens de paragrafen 1 en 2, de volgorde wijzigen waarbij het goed of de groep goederen op de Werelderfgoedlijst is geplaatst, in overeenstemming met artikel D.17.

Art. D.9. Wanneer een goed of een groep goederen op de Werelderfgoedlijst staat, houden de administratieve autoriteiten rekening met de noodzaak om de uitzonderlijke universele waarde te beschermen, evenals met het beheersplan voor het goed en de bufferzone die de doelstelling waarborgen, bij het onderzoeken van aanvragen voor individuele vergunningen die betrekking hebben op het goed of de groep goederen en die onder een ander administratief beleid vallen.

D.10. § 1. Er wordt een Waals Werelderfgoedcomité opgericht. Het Comité bestaat uit:

1° de Minister van Erfgoed, die het comité voorzigt;

2° de minister van Ruimtelijke Ordening;

3° de minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen;

4° de Minister van Toerisme;

5° de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie;

6° de voorzitter van de Commissie;

7° de voorzitter van de afdeling Wallonië-Brussel van de "International Council on Monuments and Sites";

8° de inspecteur-generaal van de dienst Ruimtelijke Ordening van de Waalse Overheidsdienst;

9° de Administrateur-generaal van Wallonie-Bruxelles International;

10° de Commissaris-generaal voor Toerisme;

11° de directeur-generaal van "Wallonie Belgique Tourisme".

De in lid 1 bedoelde personen kunnen zich laten vertegenwoordigen door een daartoe aangewezen persoon.

Indien nodig kan het Waalse Werelderfgoedcomité deskundigen of specialisten uitnodigen.

§ 2 Het Waalse Werelderfgoedcomité stelt de Regering voor: 1° de omschrijving van een globale strategie in verband met de onroerende goederen van het werelderfgoed;

2° elk project m.b.t. een nieuwe inschrijving op de lijst van het werelderfgoed;

3° prioriteiten in termen van budget en programmering, op basis van de beheersplannen voor de verschillende goederen en groepen goederen.

§ 3. De Regering stelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel vast.

HOOFDSTUK 2. — *Het uitzonderlijke erfgoed van Wallonië*

Art. D.11. § 1. De Regering stelt een lijst op van beschermde goederen of delen van goederen waarvan ze het buitengewoon erfgoedbelang erkent. Ze informeert de eigenaars van de betrokken goederen.

Vóór de goedkeuring wordt de ontwerplijst of de wijziging van de lijst voor advies voorgelegd aan de door de regering aangewezen dienst en aan de Commissie. De kennisgeving wordt verstuurd binnen zestig werkdagen nadat de aanvraag is verzonden. Bij gebrek aan ontvangst van het advies binnen de toegestane termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 2. De Regering maakt de lijst bekend van beschermde goederen of delen van goederen waarvoor ze het uitzonderlijke erfgoedkarakter erkent, in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst die ze aanwijst.

De in lid 1 bedoelde publiciteitsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek te informeren over de erkenning van de uitzonderlijke aard van een beschermd goed of een beschermd onderdeel en hebben geen betrekking op de identificatie van de eigenaar van het beschermd goed of het beschermd onderdeel. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het onroerend goed of een deel ervan en de redenen voor de erkenning van het uitzonderlijke karakter van het onroerend goed worden bekendgemaakt.

§ 3. De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

HOOFDSTUK 3. — *Beschermd erfgoed**Afdeling 1. — Klassering van een goed*

Art. D.12. De Regering kan elk goed dat onder het erfgoed valt, als beschermd goed erkennen in de zin van artikel D.2, eerste lid.

Daartoe kan de Regering, op basis van een erfgoedfiche zoals bedoeld in artikel D.33, een klasseringsprocedure opstarten, hetzij :

1° op eigen initiatief;

2° op verzoek van de eigenaar.

3° op voorstel van de Commissie;

4° op voorstel van het gemeentecollege;

5° op voorstel van de gemeentelijke commissie;

6° op verzoek van een of meer vennootschappen, verenigingen of stichtingen met rechtspersoonlijkheid, die tot doel of tot doel hebben het behoud van het erfgoed en waarvan de maatschappelijke zetel zich in het Franstalige Waalse Gewest bevindt;

7° op verzoek van minstens driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners.

De erfgoedfiche wordt opgesteld door de dienst die door de overheid is aangeduid vóór de beslissing om al dan niet een klasseringsprocedure op te starten. Deze fiche wordt naar de Commissie gestuurd voor advies, dat binnen vijftien werkdagen na verzending van de adviesaanvraag wordt uitgebracht.

De beslissing om de klasseringsprocedure al dan niet aan te vatten, wordt meegedeeld aan de erfgoedadministratie, de Commissie en, indien van toepassing, aan de personen bedoeld in lid 2, 2° tot 7°.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.13. § 1. Wanneer de Regering beslist om een klasseringsprocedure op te starten voor een goed, zal ze het klasseringsproject opstellen op basis van de erfgoedfiche en alle andere documenten waarover ze beschikt. Het ontwerp tot klassering bepaalt, indien van toepassing, de beschermingszone die bij het goed hoort en de specifieke beschermings- en beheersvoorwaarden die worden overwogen.

§ 2. Het klasseringsproject wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt. Het klasseringsproject en de erfgoedfiche worden tegelijkertijd meegedeeld:

1° voor de organisatie van het openbaar onderzoek en een met redenen omkleed advies, aan het gemeentecollege;

2° voor opmerkingen, aan de eigenaar van het goed; 3° voor een met redenen omkleed advies :

a) aan de Commissie;

b) aan de gemeentelijke commissie of, bij gebrek, de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

c) aan administraties en diensten die de Regering het nodig acht te raadplegen;

4° ter informatie, aan de stedenbouwkundige ambtenaar.

De opmerkingen en adviezen, vermeld in het eerste lid, 2° en 3°, worden binnen negentig dagen na de mededeling van het klasseringsproject en de erfgoedfiche meegedeeld aan de dienst, aangeduid door de Regering. Bij gebrek aan mededeling van advies binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

§ 3. Binnen twintig dagen na ontvangst van het klasseringsvoorstel en de erfgoedfiche moet de eigenaar de persoon die het goed in kwestie daadwerkelijk in gebruik heeft, op de hoogte brengen, evenals elke persoon die hij heeft belast met het uitvoeren van handelingen en werken aan het goed in kwestie of die hij daartoe heeft gemachtigd.

De door de Regering aangewezen dienst brengt de eigenaar van het goed op de hoogte van de in lid 1 bedoelde verplichting.

§ 4. Binnen twintig dagen na de verzending bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, gaat het gemeentecollege over tot een openbaar onderzoek dat vijftien dagen duurt.

De dossiers liggen ter inzage in het gemeentehuis op werkdagen en minstens één keer in de week tot 20 uur, of op zaterdagmorgen;

Het openbaar onderzoek is aangekondigd:

1° door aanplakking op het gemeentehuis en op de plaatsen waar het indelingsproject gevolgen heeft;

2° door een bericht in drie dagbladen die in de regio worden verspreid;

3° op de website van de gemeente, indien beschikbaar;

4° in een gemeentelijk informatieblad dat onder de bevolking wordt verspreid, indien dit bestaat, of, bij ontstentenis daarvan, in een advertentieblad dat gratis onder de bevolking wordt verspreid.

De affiches en berichten bedoeld in het derde lid vermelden het onderwerp van het onderzoek en dat het dossier geraadpleegd kan worden op het gemeentehuis overeenkomstig de in de vorige paragraaf aangeduide beginselen. De adviezen moeten tijdens de hele duur van het openbaar onderzoek perfect zichtbaar en leesbaar blijven.

Het openbare onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Binnen vijftien dagen na de laatste dag van het openbaar onderzoek houdt het gemeentecollege, of een van zijn daartoe door het college gedelegeerde leden, een openbare vergadering waarop iedereen die wil worden gehoord, wordt gehoord. Aan het einde van die zitting wordt een proces-verbaal opgesteld waarbij het openbaar onderzoek gesloten wordt.

De conclusies van het openbaar onderzoek worden bekendgemaakt op de website van de gemeente als die er een heeft.

§ 5. Binnen vijftien dagen na de afsluitende vergadering van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege het dossier m.b.t. de opname op de monumentenlijst aan het gemeentecollege. Binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag brengt de gemeenteraad een met redenen omkleed advies uit. Bij gebrek aan mededeling van advies binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

§ 6. Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn van zestig dagen bedoeld in § 5, stuurt het gemeentecollege de volgende stukken aan de Dienst aangewezen door de Regering:

1° de opmerkingen gemaakt tijdens het openbaar onderzoek; 2° de notulen van de sluiting van het openbaar onderzoek;

3° de beraadslaging van de gemeenteraad; 4° zijn met redenen omkleed advies.

Bij gebrek aan mededeling van één van de documenten bedoeld in het eerste lid binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

§ 7. Elk verstek of uitstel vanwege de gemeente om over te gaan tot de in dit artikel bedoelde modaliteiten brengt de nietigheid van de procedure niet met zich mee en mag de verlenging van de in paragraaf 6 bedoelde termijn niet als gevolg hebben.

§ 8. De in dit artikel bedoelde publiciteitsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek te informeren over de voorgestelde klassering van een goed en hebben geen betrekking op de identificatie van de eigenaar van het goed dat het voorwerp uitmaakt van de voorgestelde klassering. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het goed en de redenen voor het klasseringsproject worden gepubliceerd.

Art. D.14. Op basis van de opmerkingen, het openbaar onderzoek en de adviezen bedoeld in artikel D.13, § 2, kan de Regering beslissen het goed te klasseren of te weigeren het te klasseren.

De Regering beslist over de klassering van het goed binnen de achttien maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de beslissing tot inleiding van de klasseringsprocedure. Als er binnen achttien maanden geen beslissing is genomen, wordt de klasseringsaanvraag geacht te zijn geweigerd.

Indien een goed beoogd bij het klasseringsdossier gelegen is in de omtrek van een site erkend krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud houdt het besluit tot klassering van een goed rekening met de verplichtingen en het beheersplan bedoeld in deze wet. Wanneer het besluit tot klassering wijzigingen bevat die aan een in lid 2 bedoeld bijzonder beheersplan dienen te worden aangebracht, beslist de Regering of dat plan dient te worden herzien.

In overeenstemming met artikel D.22 kan de Regering bijzondere voorwaarden opleggen voor de bescherming en het beheer van het goed in het klasseringsbesluit. Van deze voorwaarden kan enkel worden afgeweken door het verkrijgen van een erfgoedvergunning, op voorwaarde dat de erfgoedvergunning niet indruist tegen de substantiële erfgoedkenmerken die de klassering van het goed rechtvaardigen.

Art. D.15. § 1. Het besluit tot klassering wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

Het klasseringsbesluit wordt bekendgemaakt:

1° aan de eigenaar van het goed;

2° aan het gemeentecollege;

3° aan de Commissie;

4° aan de gemeentelijke Commissie of, bij gebrek, aan de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

5° aan de personen, vermeld in artikel D.12, tweede lid, 2° tot en met 7°, waarop de aanvraag tot indeling is gebaseerd;

6° aan de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

Binnen vijftien dagen na de in lid 2 bedoelde kennisgeving moet de eigenaar een kopie van de kennisgeving sturen naar de persoon die het goed gebruikt, op straffe van hoofdelijke aansprakelijkheid in geval van schending van de bepalingen van het Wetboek of het CoDT waarvan de toepassing voortvloeit uit de klassering van het goed. Deze verplichting wordt vermeld in de kennisgeving aan de eigenaar.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving maakt het gemeentecollege het besluit tot klassering bekend door aanplakking op het gemeentehuis en op de betrokken plaatsen gedurende minimum dertig dagen, alsook op de website van de gemeente als die er een heeft

De autoriteiten en de in het tweede lid bedoelde personen zijn onderworpen aan het klasseringsbesluit vanaf zijn kennisgeving of vanaf zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* indien deze voorafgaat.

De in dit paragraaf bedoelde publiciteitsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek te informeren over de voorgestelde klassering van een goed en hebben geen betrekking op de identificatie van de eigenaar van het goed dat het voorwerp uitmaakt van het klasseringsbesluit. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het goed en de redenen voor het klasseringsproject worden gepubliceerd.

§ 2. De beslissing om te weigeren het onroerend goed te klasseren wordt meegedeeld :

1° aan de eigenaar van het goed;

2° aan het gemeentecollege; 3° aan de Commissie;

4° aan de personen, vermeld in artikel D.12, tweede lid, 2° tot en met 7°, waarop de aanvraag tot klassering is gebaseerd;

5° aan de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

Afdeling 2. — Beschermingsgebied

Art. D.16. § 1. In het besluit tot klassering van een goed kan een beschermingsgebied rond het betrokken goed worden ingesteld.

§ 2. Na de klassering van een goed kan de Regering een beschermingsgebied instellen of een bestaand beschermingsgebied wijzigen om het geïntegreerde instandhouding van het goed te verzekeren.

De instelling van een beschermingsgebied of de wijziging van een bestaand beschermingsgebied gebeurt overeenkomstig de artikelen D.12 tot en met D.15.

§ 3. De Regering kan aanvullende procedures en regelingen vaststellen in verband met de instelling of wijziging van een beschermingsgebied.

Afdeling 3. — Wijziging van het klasserings- of declasseringsbesluit

Art. D.17. De Regering kan de procedure tot wijziging van een klasseringsbesluit of de procedure tot declassering van een beschermd goed inleiden op basis van :

1° de erfgoedfiche;

2° een onderzoek naar de adequaatheid van de genomen beschermingsmaatregel ten aanzien van de criteria en belangen bedoeld in artikel D.2 of indien wordt vastgesteld dat nieuwe omstandigheden die zich sinds de datum van het klasseringsbesluit hebben voorgedaan, tot gevolg hebben gehad dat de erfgoedwaarde van een goed ten aanzien van die criteria en belangen is verminderd of verdwenen.

De wijziging van een klasseringsbesluit of de declassering van een beschermd goed wordt uitgevoerd in overeenstemming met artikel D.12 tot en met D.15.

Afdeling 4. — Schilden en borden

Art. D.18. Het beschermd goed wordt geïdentificeerd door het plaatsen van een schild of bord dat zijn statuut vermeldt.

In afwijking van de artikelen D.21 en D.34, § 1, is voor het plaatsen van een schild op een beschermd goed of van een bord dat het statuut ervan vermeldt geen erfgoedvergunning vereist.

De Regering bepaalt de grafische vormgeving, de afmetingen, de minimale inhoud en de plaats van de schilden en borden om de publieke opinie bewust te maken van de beschermingsmaatregelen die worden toegepast.

HOOFDSTUK 4. — Beschermingslijst

Art. D.19. § 1. De Waalse Regering kan elk eigendom dat beschermd kan worden en dat bedreigd wordt met vernietiging, afbraak of wijziging, tijdelijk of permanent, op de beschermingslijst plaatsen.

Op basis van een erfgoedfiche die wordt opgesteld door de dienst die door de Regering is aangewezen, beslist de Regering of een goed op de beschermingslijst wordt geplaatst, d.w.z. :

1° op eigen initiatief;

2° op verzoek van de eigenaar.

3° op voorstel van de Commissie;

4° op voorstel van het gemeentecollege;

5° op voorstel van de gemeentelijke commissie;

6° volgens de bepalingen vastgelegd door de Regering, op verzoek van een of meer vennootschappen, verenigingen of stichtingen met rechtspersoonlijkheid, die tot doel of tot doel hebben het behoud van het erfgoed en waarvan de maatschappelijke zetel zich in het Franstalige Waalse Gewest bevindt;

7° op verzoek van minstens driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners.

De Regering kan de Commissie om advies vragen over de opname van een goed op de beschermingslijst. In dat geval brengt de Commissie binnen vijftien werkdagen na toezending van de aanvraag advies uit. Bij gebrek aan mededeling van advies binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

§ 2. Het goed wordt op de beschermingslijst geplaatst voor een niet-hernieuwbare periode van zes maanden vanaf de dag waarop het besluit tot plaatsing op de beschermingslijst bindend wordt.

Het besluit tot opname van het goed op de beschermingslijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

Het besluit wordt bekendgemaakt aan :

1° de eigenaar;

2° het gemeentecollege;

3° de Commissie;

4° de gemeentelijke Commissie of, bij gebrek, aan de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

5° de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

Het besluit tot opname van het goed op de beschermingslijst is bindend vanaf zijn bekendmaking of vanaf zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* indien deze aan eerstgenoemde bekendmaking voorafgaat.

De in dit paragraaf bedoelde publiciteitsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek te informeren over de opname van het goed op de beschermingslijst en hebben geen betrekking op de identificatie van de eigenaar van het goed dat het voorwerp uitmaakt van de opname op deze lijst. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het goed en de reden voor de opname op de beschermingslijst wordt bekendgemaakt.

§ 3. Binnen de in het tweede paragraaf, eerste lid, bedoelde termijn en op basis van een erfgoedfiche kan de Regering beslissen een procedure te starten om het goed op de lijst van beschermde goederen in te delen overeenkomstig de artikelen D.12 tot en met D.15.

De erfgoedfiche wordt opgesteld en naar de Regering gestuurd binnen een maximumtermijn van drie maanden vanaf de datum waarop het besluit tot opname van het goed op de beschermingslijst wettelijk bindend wordt.

§ 4. De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

HOOFDSTUK 5. — *De gevolgen van het statuut van beschermd of gelijkgesteld goed*

Art. D.20. De gevolgen van de klassering zijn van toepassing :

1° op de goederen die onder een klasseringsbesluit vallen;

2° op goederen die het voorwerp uitmaken van een klasseringsprocedure voor een periode van achttien maanden vanaf de datum van kennisgeving of bekendmaking van het ontwerp van klassering in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel D.13, § 2, eerste lid, wanneer dit laatste vóór de kennisgeving gebeurt;

3° op de goederen die het voorwerp uitmaken van een opname op de beschermingslijst gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum waarop het besluit tot opname op de beschermingslijst overeenkomstig artikel D.19, § 2, vierde lid, bindend wordt.

Art. D.21. In overeenstemming met artikel D.34 mag niemand zonder voorafgaande erfgoedvergunning of operationeel erfgoedplan :

1° handelingen en werken uitvoeren op een beschermd of daarmee gelijkgesteld goed, met uitzondering van onderhoudshandelingen en -werken die niet het voorwerp uitmaken van een subsidieaanvraag;

2° een evenement of activiteit organiseren of uitvoeren die de criteria en belangen die de maatregel ter bescherming van het goed rechtvaardigden, in gevaar kan brengen.

Art. D.22. § 1. In het besluit tot klassering, het inleiden van de klasseringsprocedure of de registratie van een goed op de beschermingslijst kunnen bijzondere voorwaarden voor de bescherming en het beheer van het goed worden vastgesteld. Deze voorwaarden kunnen allerlei verboden en beperkingen op eigendomsrechten inhouden waaronder, het totaal of voorwaardelijk verbod op bouwen, ontwikkelen, planten of kappen van bomen of het plaatsen van omheiningen inbegrepen.

Het besluit tot klassering, het inleiden van de klasseringsprocedure of de opname van een site of archeologische site op de beschermingslijst beperkt de vrijheid van de landbouwer(s) van de site niet op het vlak van beplanting en teelt, met uitzondering van hagen, bosjes, lanen, bossen, waterrijke gebieden, natuurlijke habitats Natura 2000, beschermde natuurgebieden en gebieden waar dier- of plantensoorten voorkomen die vallen onder de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, evenals grond die archeologische vindplaatsen bedekt.

De speciale beschermings- en beheersvoorwaarden kunnen elk gebruik of elke activiteit, zelfs tijdelijk, die een of meer van de kenmerken kunnen wijzigen die de opening van de klasseringsprocedure, de klassering of de opname op de beschermingslijst rechtvaardigden, wijzigen, beperken of verbieden.

§ 2. Van de in paragraaf 1 vermelde voorwaarden kan worden afgeweken door het verkrijgen van een erfgoedvergunning.

De in lid 1 bedoelde afwijkmogelijkheid geldt voor alle klasseringsbesluiten, alle besluiten tot inleiding van de klasseringsprocedure en alle besluiten tot opname op de beschermingslijst, met inbegrip van besluiten die vóór de inwerkingtreding van het Wetboek zijn genomen.

Art. D.23. De eigenaar van een beschermd of gelijkgesteld goed is verplicht om het goed in goede staat te houden door alle nodige handelingen en werken uit te voeren.

Art. D.24. § 1. De eigenaar of bewoner van een beschermd of gelijkgesteld goed moet de door de regering aangewezen afdeling zo snel mogelijk op de hoogte brengen van verval of schade van het goed.

§ 2. Zodra het gemeentecollege op de hoogte is van het verval, de schade, vernieling of achterlating van een beschermd of gelijkgesteld goed op zijn grondgebied, brengt het de door de Regering aangewezen dienst op de hoogte.

Art. D.25. Elke vernietiging of totale afbraak van een beschermd of gelijkgesteld goed is verboden, behalve in de omstandigheden beschreven in artikel D.27.

Onverminderd de toepassing van artikel D.27 kan de vernietiging of gedeeltelijke afbraak van een beschermd of gelijkgesteld goed worden toegestaan mits een erfgoedvergunning, zonder dat het goed aan een declasseringsprocedure wordt onderworpen of van de beschermingslijst van goederen wordt geschrapt, op voorwaarde dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden wordt voldaan:

1° de vernieling of gedeeltelijke afbraak heeft geen invloed op de kenmerken van het goed die de klassering ervan, de opname op de beschermingslijst of de beslissing om een klasseringsprocedure in te leiden, rechtvaardigden;

2° de vernietiging of gedeeltelijke afbraak is het gevolg van een project voor herbestemming, herstel, geïntegreerde instandhouding of verbetering van het goed.

Art. D.26. De permanente of tijdelijke verplaatsing van het geheel of een deel van een beschermd of gelijkgesteld goed is verboden, behalve in gevallen waarin de materiële vrijwaring van het goed bedreigd wordt. In dit geval is de verplaatsing onderworpen aan de voorafgaande toekenning van een erfgoedvergunning. De erfgoedvergunning bepaalt de voorwaarden voor het demonteren, verplaatsen, conserveren en wederopbouwen van het goed op een specifieke locatie.

Art. D.27. In afwijking van de artikelen 133 en 135, § 2, tweede lid, 1°, van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 kan de burgemeester beslissen om bij besluit de volledige of gedeeltelijke vernietiging of afbraak te bevelen van een beschermd of gelijkgesteld goed, met inbegrip van natuurlijke of gebouwde elementen gelegen op een site of geklasseerde archeologische site, voor zover aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° het goed dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing dreigt in te storten en kan de openbare orde of veiligheid in gevaar brengen;

2° volledige of gedeeltelijke vernietiging of afbraak is de enige redelijke oplossing om de openbare orde en veiligheid te bewaren;

3° extreme dringendheid is bewezen;

4° de burgemeester brengt tegelijk met zijn besluit de Regering en de door de Regering aangewezen dienst op de hoogte van zijn besluit en van een toelichtend dossier.

Binnen vijf dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, 4°, bezoekt de door de Regering aangewezen dienst de plaats in aanwezigheid van de burgemeester of zijn vertegenwoordiger teneinde een verslag op te stellen. Indien zij dit nodig acht, kan de door de regering aangestelde dienst door een of meer specialisten worden vergezeld. Hij stelt een proces-verbaal op van het bezoek ter plaatse, dat wordt goedgekeurd door de burgemeester of zijn vertegenwoordiger. Hij stuurt zijn verslag en de notulen naar de Minister.

Het besluit van de burgemeester is uitvoerbaar vanaf de veertiende dag na ontvangst van de kennisgeving door de Regering, op voorwaarde dat de Regering het tijdens deze periode niet heeft opgeschort of geannuleerd.

Het besluit van de burgemeester, vermeld in het eerste lid, 4°, en de beslissing van de Regering, vermeld in het derde lid, worden aan de Commissie bezorgd.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel, de procedure voor de kennisgeving van het besluit van de burgemeester, de inhoud van het toelichtingsdossier en de inhoud van het proces-verbaal van het bezoek.

Art. D.28. § 1. Met het oog op het behoud van de erfgoedwaarde van een beschermd goed, kan de door de Regering aangewezen dienst de Regering voorstellen :

1° over te gaan tot de onteigening in het algemeen belang van het goed of van elk ander goed waarvan de onteigening noodzakelijk is voor de instandhouding, het herstel of de valorisatie van een beschermd goed;

2° het goed te verwerven voor rekening van het Waals Gewest;

3° een recht van voorkoop ten gunste van het Waals Gewest uit te oefenen op het goed;

4° voor rekening van de eigenaar dringende instandhoudings-, onderhouds- of herstelwerkzaamheden uit te voeren of te laten uitvoeren om het goed in goede staat te houden.

Het in het eerste lid, 1°, bedoelde herstel bestaat erin een deel van een goed te behouden en een ander deel in mindere of meerdere mate te bewerken.

§ 2. Wanneer de door de Regering aangewezen dienst de maatregel, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 4°, wenst uit te voeren bij gebrek aan akkoord in het kader van een aanvraag- en minnelijke overlegfase met de geïdentificeerde eigenaar, vraagt hij aan de voorzitter van de territoriaal bevoegde rechtbank van eerste aanleg, in kort geding, de toelating om dringende instandhoudings-, onderhouds- of restauratiewerken uit te voeren of te laten uitvoeren voor rekening van de eigenaar van het goed.

In afwijking van lid 1 is in het geval van dringende instandhoudingsmaatregelen en -werkzaamheden geen aanvraag en minnelijke overlegfase met de geïdentificeerde eigenaar vereist alvorens een verzoek tot de voorzitter van de territoriaal bevoegde rechtbank van eerste aanleg kan worden gericht.

De aard en reikwijdte van de handelingen en werken waarvoor de vergunning wordt aangevraagd, worden uiteengezet in de dagvaarding of de gezamenlijke aanvraag.

De rechter onderzoekt de gegrondheid en evenredigheid van het verzoek van de door de Regering aangewezen dienst.

De eigenaar is verplicht alle kosten te vergoeden die hij heeft gemaakt voor het uitvoeren van de handelingen en werken die door de rechter zijn toegestaan op vertoon van een verklaring die is belast en uitvoerbaar verklaard door de rechter die de handelingen en werken heeft toegestaan om te worden uitgevoerd. Het bedrag van deze kosten wordt verhoogd met een forfaitair bedrag voor toezichts- en beheerskosten gelijk aan tien procent van de totale kostprijs van het werk, met een maximum van 10.000 euro, ongeacht of de handelingen en werken worden uitgevoerd door de erfgoedadministratie of door een extern bedrijf.

Art. D.29. § 1. De gevolgen van het statuut van beschermd of gelijkgesteld goed volgen het goed ongeacht in welk bezit het is.

§ 2 In het geval van een overdracht van een beschermd of gelijkgestelde goed moet de instrumenterende notaris de relevante informatie inwinnen bij het gemeentebestuur en deze overnemen in de authentieke akte.

Bij het bekendmaken van elke overdracht van een goed zal de instrumenterende notaris het statuut van het beschermde of gelijkgestelde goed vermelden.

De notaris moet de Administratie van het Erfgoed binnen de dertig dagen inlichten over de verandering van eigenaar van het goed of over de verandering van houder van een zakelijk recht over het beschermd of gelijkgesteld goed.

§ 3. De erfdiensbaarheden die voortvloeien uit de bepalingen van het Wetboek of van andere wetten, decreten en reglementen betreffende de wegen- en de bouwpolitie zijn niet van toepassing op de goederen, indien zij hun beschadiging of de wijziging van het aanzicht ervan als gevolg kunnen hebben.

Art. D.30. Om de erfgoedwaarde van een goed en de staat ervan te onderzoeken, hebben personeelsleden van de dienst die door de Regering zijn aangesteld, toegang tot beschermde of gelijkgestelde goederen.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden mogen tussen 9.00 en 23.00 uur privéwoningen en bedrijfsgebouwen betreden met toestemming van de eigenaar en, in voorkomend geval, van degene die het goed daadwerkelijk in gebruik heeft, of met toestemming van de voorzitter van de territoriaal bevoegde rechtbank van eerste aanleg, die vooraf in kort geding is aangevraagd.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden kunnen foto's nemen van het beschermde of gelijkgestelde goed en van de staat waarin het zich bevindt, met inbegrip van het interieur, en alle soorten gegevens registreren die nodig zijn om de erfgoedwaarde van het goed te onderzoeken. De verzamelde foto's en gegevens worden enkel gebruikt door de dienst die door de Regering werd aangewezen om de erfgoedwaarde en de staat van het beschermde of gelijkgestelde goed te onderzoeken, tenzij de eigenaar en, indien van toepassing, de persoon die het goed effectief gebruikt, hiervoor uitdrukkelijk toestemming geven.

De Regering bepaalt de wijze waarop de in lid 1 bedoelde personeelsleden worden aangewezen.

Art. D.31. Tenzij anders bepaald in het klasseringsbesluit, vallen alle beschermde goederen onder het regime van hoofdstuk I van het Verdrag van Den Haag van 14 mei 1954 inzake de bescherming van culturele goederen in geval van een gewapend conflict.

HOOFDSTUK 6. — *Gewestelijke inventaris van het erfgoed*

Art. D.32. § 1. De gewestelijke inventaris van het erfgoed is een inventaris van het gebouwde en niet-gebouwde erfgoed van Wallonië dat, geheel of gedeeltelijk, van erfgoedwaarde is op lokaal niveau met betrekking tot de criteria en belangen waarnaar verwezen wordt in artikel D.2. De doelstellingen zijn de kennis, de bescherming en het beheer van de geïnventariseerde goederen, evenals de sensibilisering van het publiek voor deze goederen.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst stelt de lijst op van goederen die opgenomen zijn in de gewestelijke inventaris van het erfgoed.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst kan een goed met stippen opnemen dat opgenomen is in de gewestelijke inventaris van het erfgoed. De stip verwijst naar elk beschermd goed met een bijzondere erfgoedwaarde, ongeacht het type of de periode, die tot uiting komt door de concentratie van verschillende criteria en belangen waarnaar wordt verwezen in artikel D.2.

Het gemeentecollege of de Commissie kan op eigen initiatief aan de door de Regering aangewezen dienst voorstellen om een goed op te nemen in of te verwijderen uit de gewestelijke inventaris van het erfgoed, of om een stip aan te brengen op of te verwijderen van een goed dat al is opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed. Het voorstel om een goed of de stip te schrappen wordt gerechtvaardigd door het verdwijnen van het goed of de kenmerken die de opname ervan rechtvaardigden.

§ 3. De gewestelijke inventaris van het erfgoed en de bijgewerkte versies ervan worden op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt. De lijst van goederen die met stippen zijn opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed en de updates ervan worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst die door de Regering is aangewezen.

De in lid 1 bedoelde bekendmakingsmaatregelen zijn bedoeld om het publiek te informeren over de opname van een goed in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of over het aanbrengen van een stip op een goed dat in de gewestelijke inventaris van het erfgoed is opgenomen. Het identificeert de eigenaar van het goed niet. Alleen informatie met betrekking tot de identificatie van het goed en de redenen voor de opname in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of het aanbrengen van de stip wordt bekendgemaakt.

§ 4 De Regering bepaalt de procedures voor het opstellen, updaten en bekendmaken van de regionale erfgoedinventaris en de "pastille".

TITEL 3. — *Hulpmiddelen voor de instandhouding van het erfgoed*

HOOFDSTUK I. — *De erfgoedfiche*

Art. D.33. Een erfgoedfiche bevat minstens:

1° de erfgoedevaluatie van het goed, uitgevoerd op grond van de in artikel D.2 bedoelde belangen en criteria om zijn bescherming te rechtvaardigen;

2° de technische aanwijzingen in verband met de algemene fysieke staat en de instandhouding van het goed, vastgesteld op grond van een visuele erkenning van de ziektes die het goed treffen;

De erfgoedfiche wordt opgesteld door de dienst die door de Regering is aangewezen. Het kan worden aangevuld, gewijzigd en bijgewerkt door de dienst die door de Regering is aangewezen.

De Regering zal beslissen over een standaardmodel en eventuele aanvullende inhoud van de erfgoedfiche.

HOOFDSTUK 2. — *Erfgoedvergunning*

Afdeling 1. — Aanvraag voor erfgoedvergunning

Art. D.34. § 1. Voorafgaande erfgoedvergunning is vereist voor alle werkzaamheden die worden uitgevoerd aan een beschermd of gelijkgesteld goed.

In afwijking van lid 1 is voor het uitvoeren van onderhoudswerkzaamheden aan een beschermd of daarmee gelijkgesteld goed geen voorafgaande erfgoedvergunning vereist, tenzij deze onderhoudswerkzaamheden het voorwerp uitmaken van een subsidieaanvraag.

Als voor het werk een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een globale vergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning nodig is, is de erfgoedvergunning een voorwaarde voor de aanvraag van de vergunning.

Het verkrijgen van een erfgoedvergunning is een voorwaarde voor het aanvragen van stedenbouwkundig attest nr. 2.

§ 2. De organisatie of de opvoering van evenementen of activiteiten die de criteria en belangen die de bescherming van het goed rechtvaardigden in gevaar kunnen brengen of die indruisen tegen de specifieke bepalingen van het klasseringsbesluit, is onderworpen aan een voorafgaande erfgoedvergunning.

De organisatie of de opvoering van evenementen of activiteiten is onderworpen aan een voorafgaande erfgoedvergunning als aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° het evenement of de activiteit brengt ten minste tweehonderd mensen samen of zal waarschijnlijk ten minste tweehonderd mensen samenbrengen;

2° het evenement of de activiteit is toegankelijk voor het publiek;

3° het evenement of de activiteit zal waarschijnlijk inkomsten genereren.

De beoordeling van de voorwaarden, vermeld in paragraaf 2, wordt overgelaten aan de door de Regering aangewezen dienst. § 3. Wanneer een project onderworpen is aan de voorafgaande toekenning van een erfgoedvergunning krachtens zowel paragraaf 1 als paragraaf 2, is het voorwerp van één globale aanvraag. § 4. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 is voor het uitvoeren van handelingen en werken of het organiseren en uitvoeren van evenementen of activiteiten geen voorafgaande toekenning van een erfgoedvergunning vereist als ze het voorwerp uitmaken van een overeenkomstig artikel D.53 opgesteld operationeel erfgoedplan.

Art. D.35. § 1. De aanvraag voor erfgoedvergunning bedoeld in artikel

D.34 wordt ingediend bij de dienst die door de Regering is aangewezen, door middel van het daarvoor bestemde formulier.

De Regering bepaalt het model van het in lid 1 bedoelde formulier, de inhoud van het dossier dat nodig is voor het onderzoek van de aanvraag tot erkenning van het erfgoed en de procedures voor de indiening van de aanvraag tot erkenning van het erfgoed.

§ 2. In het geval van dringende vrijwaringswerkzaamheden moet de aanvrager dit in de aanvraag nader bepalen.

Art. D.36. § 1. De door de Regering aangewezen dienst stuurt de aanvrager een bevestiging van ontvangst binnen twintig dagen na de datum van ontvangst van de aanvraag voor erfgoedvergunning.

Als de aanvraag voor erfgoedvergunning volledig is, vermeldt de bevestiging van ontvangst:

1° de beschrijving van de procedure;

2° behalve in het geval bedoeld in artikel D.38, de samenstelling van het comité voor projectbegeleiding;

3° behalve in het geval bedoeld in artikel D.38, de datum, de plaats en de modaliteiten van de eerste erfgoedvergadering.

Als de aanvraag voor erfgoedvergunning onvolledig is, vermeldt de bevestiging van ontvangst de ontbrekende stukken.

De dienst die door de Regering is aangewezen, kan om aanvullende documenten vragen als deze onontbeerlijk zijn om het project te begrijpen. Aanvullende documenten die worden opgevraagd door de dienst die door de Regering is aangewezen, moeten door de aanvrager worden verstrekt binnen zestig dagen na de datum van ontvangst van het verzoek om aanvullende documenten. De door de Regering aangewezen dienst stuurt de aanvrager een bevestiging van ontvangst binnen twintig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvullende stukken.

§ 2. De Regering bepaalt de procedures voor het bijeenroepen van het comité voor projectbegeleiding en voor het verspreiden van documenten.

Art. D.37. Het comité voor projectbegeleiding bedoeld in artikel D.36, § 2, is samengesteld uit :

- 1° de aanvrager(s) en, indien van toepassing, de projectontwikkelaar; 2° de erfgoedadministratie;
- 3° de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw;
- 4° het gemeentecollege van de gemeente waar het ingedeelde of daarmee gelijkgestelde goed gelegen is;
- 5° in voorkomend geval, één of meer specialisten, aangewezen door de dienst die door de Regering is aangewezen.

Als de aanvrager van de erfgoedvergunning niet de eigenaar is van het eigendom dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag, kan de eigenaar van het eigendom op zijn of haar verzoek zetelen in het projectbegeleidingscomité.

Het lid, of de leden, van de Commissie, daartoe aangewezen, nemen aan het projectbegeleidingscomité deel in de hoedanigheid van expert overeenkomstig artikel D.126. De adviezen die collegiaal door de Commissie worden ingediend in verband met het project dat het voorwerp van een aanvraag voor een erfgoedvergunning uitmaakt, worden door de dienst, aangewezen door de Regering, medegedeeld aan alle leden van het begeleidingscomité.

De in leden 1 en 2 bedoelde personen of organen kunnen zich laten vertegenwoordigen door een daartoe aangewezen persoon.

Art. D.38. Tenzij de door de Regering aangewezen dienst dit passend acht met het oog op de vermoedelijke impact van het project op de erfgoedwaarde van het goed, is de aanvraag voor een erfgoedvergunning niet onderworpen aan een erfgoedvergadering in de volgende gevallen:

- 1° als de aanvraag betrekking heeft op dringende instandhoudingsmaatregelen en -werken;
- 2° wanneer de aanvraag betrekking heeft op het uitvoeren van onderhoudshandelingen en -werken waarvoor een erfgoedvergunning nodig is overeenkomstig artikel D.34, § 1, lid 2;
- 3° wanneer de aanvraag betrekking heeft op het verrichten van handelingen en werken die niet preventief of curatief zijn, maar een geringe impact hebben op de kenmerken die de bescherming van het goed rechtvaardigen;
- 4° wanneer de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken die krachtens artikel D.IV.1, § 2, eerste lid, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling zijn vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning;
- 5° wanneer de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken die identiek zijn aan handelingen en werken die al het voorwerp uitmaakten van een erfgoedvergunning;
- 6° wanneer de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken die identiek zijn aan handelingen en werken die al het voorwerp uitmaakten van een reeds vervallen erfgoedvergunning;
- 7° wanneer de aanvraag wordt ingediend krachtens artikel D.52;
- 8° wanneer de aanvraag betrekking heeft op de organisatie van een evenement of activiteit die niet in strijd is met een specifieke beschermings- en beheersvoorwaarde opgenomen in het indelingsbesluit;
- 9° wanneer de aanvraag betrekking heeft op de vernieuwing van een operationeel erfgoedplan.

In de in lid 1 bedoelde gevallen beslist de door de Regering aangeduide dienst over het al dan niet verlenen van een erfgoedvergunning zonder voorafgaand overleg met een comité voor projectondersteuning. Indien hij dit nodig acht, wint de door de Regering aangewezen dienst eerst het advies in van de Commissie.

Afdeling 2. — Erfgoedvergaderingen

Onderafdeling 1. — De eerste erfgoedvergadering

Art. D.39. De eerste erfgoedvergadering wordt gehouden binnen veertig dagen te rekenen van de datum van verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag bedoeld in artikel D.36.

Behoudens buitengewone omstandigheden wordt, wanneer de aanvraag voor een erfgoedvergunning betrekking heeft op handelingen en werken die een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning vereisen, de eerste vergadering van het projectbegeleidingscomité op de plaats gehouden waar het ingedeelde of gelijkgestelde goed zich bevindt. In de overige gevallen wordt de plaats of het communicatiemiddel voor het verloop van de eerste erfgoedvergadering ter beoordeling gelaten van de dienst aangewezen door de Regering.

Art. D.40. § 1. Tijdens de eerste erfgoedvergadering zullen de leden van het projectbegeleidingscomité in voorkomend geval de volgende elementen onderzoeken:

- 1° de aard en de omvang van de handelingen en werken of evenementen en activiteiten die deel uitmaken van het project van de aanvrager;
- 2° de verenigbaarheid van het project met de geïntegreerde instandhoudingsdoelstellingen; 3° de noodzaak om voorbereidende studies uit te voeren;
- 4° de noodzaak om een erfgoedfiche op te maken;
- 5° de noodzaak om de prioritaire werken te identificeren die moeten worden uitgevoerd om de eigendom in goede staat te houden;
- 6° de wenselijkheid om een operationeel erfgoedplan op te stellen;
- 7° de noodzaak om bijzondere uitvoeringsvoorwaarden op te leggen; 8° de noodzaak om archeologische ingrepen op te leggen;
- 9° de noodzaak om één of meer aanvullende erfgoedvergaderingen te organiseren;
- 10° de aspecten met betrekking tot duurzame ontwikkeling, in het bijzonder energieprestaties;
- 11° de aspecten met betrekking tot de toegankelijkheid van de woning;
- 12° de eventuele impact van de juridische toestand van het goed vanuit stedenbouwkundig oogpunt op het project van de aanvrager;
- 13° elk ander punt dat door een lid van het comité ter ondersteuning van het project naar voren wordt gebracht.

De leden van het projectbegeleidingscomité bepalen of er plannen, details of aanvullende informatie en ieder ander document nodig voor het inzicht in en de uitwerking van het project van de aanvrager door laatstgenoemde dienen te worden verstrekt tijdens een aanvullende erfgoedvergadering. Deze elementen worden in de notulen van de erfgoedvergadering vermeld.

De vertegenwoordiger van de door de Regering aangewezen dienst informeert de aanvrager over de in titel 7 bedoelde eventuele steun die voor de geplande handelingen en werkzaamheden kan worden verleend, en over de verplichtingen die aan deze steun verbonden zijn.

§ 2. In geval van betwisting of onenigheid tussen de leden van het projectbegeleidingscomité op de eerste erfgoedvergadering is het de dienst aangewezen door de Regering die over deze betwisting of onenigheid dienst te beslissen rekening houdend met de verschillende adviezen, de omstandigheden eigen aan de aanvraag voor een erfgoedvergunning en in het belang van de bescherming en de geïntegreerde instandhouding van het goed.

§ 3. De dienst aangewezen door de Regering maakt de notulen op van de eerste erfgoedvergadering, overeenkomstig artikel D.43.

Onderafdeling 2. — De aanvullende erfgoedvergaderingen

Art. D.41. § 1. Als de leden van het projectbegeleidingscomité daartoe beslissen tijdens de erfgoedvergadering, worden één of meer bijkomende erfgoedvergaderingen georganiseerd.

Onverminderd lid 1 beslist de door de Regering aangewezen dienst, als een lid van het projectbegeleidingscomité of de Commissie een aanvullende erfgoedvergadering aanvraagt als gevolg van de mededeling van de opmerkingen betreffende de notulen van de vorige erfgoedvergadering overeenkomstig artikel D.43, § 2, of deze georganiseerd wordt. Als dit wordt aangevraagd door een meerderheid van de leden van het projectbegeleidingscomité, wordt er een aanvullende erfgoedvergadering georganiseerd.

§ 2. De aanvullende erfgoedvergadering van het projectbegeleidingscomité wordt binnen een termijn van veertig dagen gehouden te rekenen van de ontvangst van de dienst, aangewezen door de Regering, van alle documenten en elementen vermeld in de definitieve notulering van de laatst georganiseerde vergadering. De plaats of het communicatiemiddel voor het verloop van de eerste erfgoedvergadering wordt ter beoordeling gelaten van de dienst aangewezen door de Regering.

De Regering bepaalt de procedures voor het bijeenroepen van het comité voor projectbegeleiding en voor het verspreiden van de documenten.

Art. D.42. § 1. Op de aanvullende erfgoedvergadering bespreekt het projectbegeleidingscomité de documenten en elementen die door de aanvrager werden ingediend en eventuele andere punten die door een lid van het projectbegeleidingscomité naar voren werden gebracht.

De leden van het projectbegeleidingscomité bepalen of er plannen, details of aanvullende informatie en ieder ander document nodig voor het inzicht in en de uitwerking van het project van de aanvrager door laatstgenoemde dienen te worden verstrekt tijdens een aanvullende erfgoedvergadering. Deze elementen worden in de definitieve notulen van de aanvullende erfgoedvergadering vermeld.

§ 2. In geval van betwisting of onenigheid tussen de leden van het projectbegeleidingscomité op de erfgoedvergadering is het de dienst aangewezen door de Regering die over deze betwisting of onenigheid dienst te beslissen rekening houdend met de verschillende adviezen, de omstandigheden eigen aan de aanvraag voor een erfgoedvergunning en in het belang van de bescherming en de geïntegreerde instandhouding van het goed.

§ 3. De dienst aangewezen door de Regering maakt de notulen op van de eerste erfgoedvergadering, overeenkomstig artikel D.43.

Onderafdeling 3. — Notulen

Art. D.43. § 1. De door de Regering aangewezen dienst notuleert elke erfgoedvergadering en stuurt deze notulen binnen vijftien dagen na de datum van de erfgoedvergadering naar de leden van het projectbegeleidingscomité en naar de Commissie. Tijdens een erfgoedvergadering kan in onderling overleg worden besloten om deze termijn te verkorten, maar alleen als alle leden van het projectbegeleidingscomité aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De notulen van de eerste erfgoedvergadering bevatten ten minste de volgende informatie:

1° de beslissingen van het projectbegeleidingscomité betreffende de elementen bedoeld in artikel D.40, § 1, eerste lid ;

2° de eventuele aanpassingen die aan de geplande handelingen en werken moeten worden aangebracht om ervoor te zorgen dat het project van de aanvrager beantwoordt aan de doelstellingen van de geïntegreerde instandhouding van het goed;

3° de elementen bedoeld in artikel D.40, § 1, tweede lid;

4° eventuele meningsverschillen binnen het projectbegeleidingscomité die zijn ontstaan tijdens de erfgoedvergadering en de beslissing van de door de Regering aangewezen dienst;

5° de noodzaak om één of meer aanvullende erfgoedvergaderingen te organiseren; 6° het eventuele advies van de Commissie;

7° elke definitieve overeenstemming of onenigheid binnen het projectbegeleidingscomité over de beoogde handelingen en werken en, in voorkomend geval, de definitieve documenten die moeten worden verstrekt.

De notulen van de aanvullende erfgoedvergaderingen bevatten minstens de informatie bedoeld in lid 2, punten 2° tot 7°.

§ 2. Binnen vijftien dagen na de mededeling van de notulen kunnen de leden van het comité ter ondersteuning van het project en de Commissie hun opmerkingen en bezwaren of hun instemming meedelen aan de dienst die door de Regering is aangeduid. Als een van de leden van het projectbegeleidingscomité of de Commissie niet binnen de gestelde termijn reageert, wordt dit lid of de Commissie geacht te hebben ingestemd met de notulen.

§ 3. De notulen van een erfgoedvergadering zijn definitief als alle leden van het projectbegeleidingscomité hebben ingestemd of geacht worden te hebben ingestemd in overeenstemming met paragraaf 2.

Bij bemerkings of een betwisting van een lid van het projectbegeleidingscomité of van de Commissie met betrekking tot de notulen, kan de dienst aangewezen door de Regering beslissen om nieuwe notulen op te maken om de geopperde bemerkings en betwisting in overweging te nemen. In dat geval maakt de door de Regering aangewezen dienst binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn nieuwe notulen op. De nieuwe notulen vormen de definitieve notulen van de erfgoedvergadering.

De definitieve notulen worden binnen vijf dagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn aan de leden van het projectbegeleidingscomité en aan de Commissie toegezonden.

§ 4. De definitieve notulen van de eerste erfgoedvergadering, als dit de enige gehouden erfgoedvergadering is, of de definitieve notulen van de laatste aanvullende erfgoedvergadering, vormen de definitieve notulen van de procedure. In deze definitieve notulen staat vermeld of het projectbegeleidingscomité het eens of oneens is met de overwogen acties en werkzaamheden.

Afdeling 3. — Toekenning of weigering van een erfgoedvergunning

Onderafdeling 1. — Afsluiting van de procedure voor het onderzoeken van de aanvraag voor een erfgoedvergunning

Art. D.44. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel D.38 wordt het project dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag voor een erfgoedvergunning geacht het eindproject te zijn wanneer de documenten die toelaten om de onderzoeksprocedure van de aanvraag af te sluiten, goedgekeurd worden door het projectbegeleidingscomité.

De Regering stelt de in lid 1 bedoelde documenten vast.

In geval van onenigheid binnen het projectbegeleidingscomité over een document als bedoeld in lid 1, ligt de eindbeslissing over dit document en de toekenning of weigering van de erfgoedvergunning bij de door de Regering aangewezen dienst.

Art. D.45. De aanvrager zendt de door de Regering aangewezen dienst, de leden van het projectbegeleidingscomité en de Commissie de in artikel D.44 bedoelde einddocumenten.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel D.38 wint de door de Regering aangeduide dienst binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van de in lid 1 bedoelde einddocumenten het advies van de Commissie in over de aanvraag tot erfgoedvergunning. De Commissie beschikt over een termijn van dertig werkdagen vanaf de datum van verzending van het verzoek om advies om haar met redenen omkleed advies uit te brengen.

Art. D.46. De erfgoedvergunningsprocedure wordt van ambtswege beëindigd, zonder dat een erfgoedvergunning wordt verleend:

1° wanneer de aanvrager aan de door de Regering aangewezen dienst meedeelt dat hij zijn aanvraag voor een erfgoedvergunning niet wenst te handhaven;

2° wanneer de aanvrager niet reageert gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van het laatste verzoek dat hem is toegezonden.

Onderafdeling 2. — De beslissing over de aanvraag voor een erfgoedvergunning

Art. D.47. De door de Regering aangewezen dienst beslist over de toekenning of weigering van de aangevraagde erfgoedvergunning in het licht van de verenigbaarheid van het project met de kenmerken die de bescherming van het ingedeelde of gelijkgestelde goed rechtvaardigen, ofwel :

1° op basis van de aanvraag voor een erfgoedvergunning in het geval bedoeld in artikel D.38;

2° op basis van het eindontwerp, de definitieve documenten en het advies van de Commissie, wanneer ten minste één erfgoedvergadering is georganiseerd.

In het in het eerste lid, 1°, bedoelde geval deelt de door de Regering aangewezen dienst zijn beslissing over de aanvraag voor een erfgoedvergunning mee aan de aanvrager binnen veertig dagen na de verzending van de ontvangstbevestiging van de volledige aanvraag. De door de Regering aangewezen dienst stuurt een afschrift van zijn beslissing naar de Commissie en naar de gemeente op het grondgebied waarvan het goed zich bevindt.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, geeft de dienst aangewezen door de Regering kennis aan de aanvrager, aan de leden van het projectbegeleidingscomité en aan de Commissie zijn beslissing mee over de aanvraag voor een erfgoedvergunning binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van verstrijken van de termijn waarin de Commissie haar advies uitbrengt, bedoeld in artikel D.45, lid 2.

De Regering stelt de voorwaarden voor het toekennen of weigeren van een erfgoedvergunning vast.

Art. D.48. § 1. De Regering stelt beslist over de vorm en inhoud van de erfgoedvergunning.

De door de Regering aangewezen dienst kan voorwaarden verbinden aan de erfgoedvergunning die betrekking hebben op de uitvoering van de handelingen en werken en de kenmerken die de bescherming van het ingedeelde of gelijkgestelde goed hebben gerechtvaardigd. De Regering kan de reikwijdte en de beperkingen bepalen van de voorwaarden die kunnen worden verbonden aan de toekenning van een erfgoedvergunning.

Wanneer de uitvoering van de handelingen en de werken bedoeld in het eindproject het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning vereist of het voorwerp uitmaakt van een aanvraag voor een stedenbouwkundig attest nr. 2, worden de voorwaarden die opgenomen zijn in de erfgoedvergunning toegekend aan de aanvrager overeenkomstig lid 2, volledig overgenomen in de beslissing waarbij de vergunning wordt toegekend.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst kan eisen dat de uitvoering van een of meer archeologische verrichtingen in de erfgoedvergunning worden opgenomen. De archeologische verrichtingen worden uitgevoerd door de dienst aangewezen door de Regering voorafgaand aan of gelijktijdig met de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning, de bebouwingsvergunning, de milieuvergunning, de bedrijfsvergunning, de vergunning voor een handelsvestiging of de geïntegreerde vergunning. De artikelen D.68 tot en met D.70 zijn van toepassing op deze archeologische werkzaamheden .

Art. D.49. De toekenning van een erfgoedvergunning stelt de houder van de erfgoedvergunning niet vrij van de verplichting om over eventuele andere administratieve vergunningen te beschikken, opgelegd andere administratieve handhavingsregels voor de uitvoering van handelingen en werken of evenementen en activiteiten bedoeld bij de erfgoedvergunning. De handelingen en werken of evenementen en activiteiten die onder de erfgoedvergunning vallen, worden pas uitgevoerd nadat deze eventuele andere administratieve toelatingen zijn toegekend.

Art. D.50. De erfgoedvergunning wordt verleend onverminderd de burgerrechten van derden.

Onderafdeling 3. — Geldigheidsduur en verval van de erfgoedvergunning

Art. D.51. § 1. De toegekende erfgoedvergunning vervalt voor het resterende deel van de handelingen en werken die onder de vergunning vallen als ze niet volledig zijn voltooid binnen vijf jaar na de toekenning van de vergunning.

Wanneer de uitvoering van de handelingen en werken die het voorwerp hebben uitgemaakt van de toegekende erfgoedvergunning het verkrijgen vereist van een stedenbouwkundige vergunning, van een bebouwingsvergunning, van een bedrijfsvergunning, van een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning, wordt de vergunningsaanvraag ingediend binnen de twee jaren na de toekenning van de erfgoedvergunning.

In afwijking van lid 1 is, indien de in lid 2 bedoelde vergunning is afgegeven, de erfgoedvergunning geldig tot de vervaldatum van de vergunning.

§ 2. De erfgoedvergunning verleend met het oog op de organisatie of de uitvoering van evenementen of activiteiten, als bedoeld in artikel D.34, § 2, is geldig gedurende twee jaar vanaf de datum waarop ze is toegekend of tot de laatste dag van het evenement of de activiteit, indien deze dag vroeger valt dan twee jaar voor de vergunning.

§ 3. Op aanvraag van de erfgoedvergunningsgerechtigde kan de geldigheidsduur van de erfgoedvergunning met twee jaar worden verlengd. Deze aanvraag wordt vijfenveertig dagen vóór het verstrijken van de in paragraaf 1 of 2 bedoelde termijn ingediend bij de door de Regering aangewezen dienst.

De door de Regering aangewezen dienst stuurt een afschrift van zijn verlengingsbeslissing naar de gemeente op het grondgebied waarvan het goed zich bevindt.

De Regering kan de nadere regels vaststellen voor de uitvoering van deze paragraaf.

§ 4. De geldigheidsduur van de erfgoedvergunning bedoeld in het eerste en tweede lid is van toepassing onder voorbehoud van een andere duurtijd die is vastgelegd in een operationeel erfgoedplan dat is opgesteld in overeenstemming met artikel D.53.

§ 5. De erfgoedvergunning vervalt van rechtswege.

Deel 4. Wijzigingen in het project nadat de erfgoedvergunning is afgegeven

Art. D.52. Er wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd:

1° wanneer het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning en er geen stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, bedrijfsvergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning is gewijzigd voorafgaandelijk aan of in de loop van de verwezenlijking van de handelingen en werken;

2° wanneer het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning gewijzigd is voorafgaandelijk aan de indiening van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning;

3° wanneer het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning wordt gewijzigd in de loop van een procedure voor de behandeling van een vergunningsaanvraag overeenkomstig de artikelen D.IV.42 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, overeenkomstig artikel 93, § 3, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of overeenkomstig artikel 97 van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, is de indiening van de vergunningsaanvraag verbonden aan de voorwaarde van het verkrijgen van de nieuwe erfgoedvergunning.

In afwijking van lid 1 wordt geen nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd als de wijziging van het project waarvoor een erfgoedvergunning werd verleend, geen gevolgen heeft :

1° op de ingedeelde delen van het goed;

2° op de delen van het gelijkgestelde goed die opname op de bewaringslijst of het aanvatten van een classificatieprocedure rechtvaardigden.

Deel 5. Het operationeel erfgoedplan

Art. D.53. In het kader van het onderzoek van een aanvraag voor een erfgoedvergunning met betrekking tot een ingedeeld goed, kan de door de Regering aangewezen dienst een operationeel erfgoedplan opstellen met het oog op de vergunning van :

1° het uitvoeren van handelingen en werken van terugkerende aard of die een fasering vereisen en waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, bedrijfsvergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning nodig is;

2° de organisatie van evenementen of activiteiten van terugkerende aard die geheel of gedeeltelijk plaatsvinden in een ingedeeld goed en waarvoor een erfgoedvergunning nodig is krachtens artikel D.34, § 2.

Het opstellen van het operationele erfgoedplan wordt voortgezet in overeenstemming met artikelen D.39 tot en met D.47.

Het operationeel erfgoedplan wordt verleend in plaats van de erfgoedvergunning en bepaalt nauwkeurig de aard en de uitvoeringsvoorwaarden van de in lid 1 bedoelde handelingen en werken of evenementen en activiteiten.

Het operationeel erfgoedplan is maximaal tien jaar geldig.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen en vernieuwen van het operationele erfgoedplan en de minimale inhoud ervan.

Art. D.54. Tijdens de geldigheidsduur van het operationeel erfgoedplan is de uitvoering van handelingen en werken of de organisatie van evenementen en activiteiten die onder het plan vallen niet langer onderworpen aan de voorafgaande erfgoedvergunning bedoeld in artikel D.34.

Het operationeel erfgoedplan ontslaat de aanvrager niet van zijn verplichtingen met betrekking tot andere geldende wetten of voorschriften.

Art. D.55. Als het operationeel erfgoedplan niet of niet volledig wordt nageleefd, kan de door de Regering aangeduide afdeling beslissen om het plan op te schorten of in te trekken.

De door de Regering aangewezen dienst stuurt een afschrift van zijn beslissing bedoeld in lid 1 naar de gemeente op het grondgebied waarvan het goed zich bevindt.

De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels voor het opschorten en intrekken van het operationele erfgoedplan.

Sectie 6. Beroepsprocedure

Art. D.56. De aanvrager kan bij de Regering een gemotiveerd beroep indienen tegen de in artikel D.47 bedoelde beslissing of het in artikel D.53 bedoelde operationeel erfgoedplan

binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing.

Het beroep wordt ingesteld overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures. Het bevat ten minste de volgende elementen:

1° een afschrift van de beslissing waartegen in beroep wordt gegaan;

2° een afschrift van de einddocumenten bedoeld in artikel D.44.

Als het beroep volledig is, stuurt de Regering de aanvrager binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van het beroep een ontvangstbevestiging. Het ontvangstbewijs vermeldt de datum van een eventuele hoorzitting als bedoeld in artikel D.57. Als het beroep onvolledig is, vermeldt de ontvangstbevestiging welke documenten ontbreken.

Art. D.57. Indien de aanvrager in zijn beroep hierom verzoekt, wordt hij gehoord door de persoon die door de Regering is aangewezen. Aanvragers mogen zich laten vergezellen of vertegenwoordigen door een persoon van hun keuze.

De Commissie en de autoriteit waarvan de beslissing wordt aangevochten, kunnen worden uitgenodigd om deel te nemen aan de hoorzitting. In dit geval wordt de aanvrager daarover geïnformeerd.

Art. D.58. Bij het onderzoeken van het beroep wordt door de Regering: 1° het advies van de Commissie ingewonnen;

2° mogelijks het advies ingewonnen van het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan het project dat het voorwerp uitmaakt van het beroep zich bevindt;

3° aan de aanvrager mogelijks alle inlichtingen of documenten opgevraagd die nuttig kunnen zijn voor het onderzoek van het beroep.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.59. De Regering geeft de aanvrager kennis van haar beslissing binnen negentig dagen na de datum van verzending van de ontvangstbevestiging van het volledige beroep. De Regering stuurt tegelijkertijd een afschrift van haar beslissing naar de erfgoedadministratie en naar de personen en instanties bedoeld in artikel D.37.

Als de aanvrager niet binnen de gestelde termijn in kennis wordt gesteld van de beslissing van de Regering, wordt de beslissing waartegen beroep is aangetekend, bevestigd.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

TITEL 4: — *Archeologie*

HOOFDSTUK I — *Archeologische kaart*

Art. D.60. De archeologische kaart is een cartografisch besluitvormingsinstrument dat door de Regering voor elke provincie wordt opgesteld, integraal wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en toegankelijk is op de website van de door de Regering aangewezen dienst.

De Commissie wordt om advies gevraagd voordat de Regering de archeologische kaart goedkeurt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor het opstellen en bijwerken van de archeologische kaart. Deze nadere regels omvatten de identificatie van archeologische vindplaatsen en bijbehorende archeologische bufferzones.

De archeologische bufferzones bedoeld in lid 3 zijn de beschermingszones die rond geïdentificeerde archeologische objecten worden getrokken en die bedoeld zijn om nog niet geïdentificeerde ondergrondse archeologische objecten te beschermen.

HOOFDSTUK 2. — *Aanvraag om archeologische informatie*

Art. D.61. Een aanvraag om archeologische informatie kan worden gericht aan de dienst aangewezen door de Regering.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag deelt de door de Regering aangewezen dienst de informatie mee en stuurt een afschrift naar het gemeentecollege en de gemachtigde ambtenaar stedenbouw.

De Regering kan de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel nader bepalen.

HOOFDSTUK 3. — *Voorafgaand archeologisch advies bij grote projecten*

Art. D.62. § 1. Indien een erfgoedvergunning niet vereist is krachtens artikel D.34, § 1, wordt in de volgende gevallen het voorafgaand archeologisch advies van de door de Regering aangewezen dienst ingewonnen:

1° het project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare;

2° het project heeft betrekking op de aanleg van rechte lijnen die gelegen zijn op minder dan veertig centimeter diepte dan het algemene grondniveau en die minstens tweeduizend vijfhonderd meter zijn lang zijn voor nieuwe tracés en minstens vijfduizend meter indien het de verlenging van bestaande tracés betreft;

3° het project heeft betrekking op een bebouwingsvergunning met een wegopening binnen de omtrek van de archeologische kaart.

De Regering kan specificeren wat tot de oppervlakte voor bouw en ontwikkeling in de omgeving wordt gerekend en kan bijkomende omstandigheden bepalen waarin een archeologisch advies vereist is.

Wat betreft de rechte lijnen bedoeld in het eerste lid, 2°, gaat het om aaneengesloten ontwikkelingen, werken of installaties of het geheel ervan, die worden gekenmerkt door hun grote lengte.

Is voor het project een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een stedenbouwkundige attest nr. 2, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning vereist, wordt het advies van de in lid 1 bedoelde dienst aangewezen door de Regering door de aanvrager ingewonnen vooraleer de vergunning of het attest worden aangevraagd.

§ 2. De door de Regering aangewezen dienst beschikt over een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending van de adviesaanvraag, om zijn advies, bedoeld in paragraaf 1, uit te brengen. Indien niet binnen de gestelde termijn van het advies kennis wordt gegeven, kan de aanvrager een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 als bedoeld in paragraaf 1, lid 4, indienen.

Een afschrift van het advies van de door de Regering aangewezen dienst wordt gericht aan de overheid die bevoegd is om de vergunning af te geven.

Het advies van de door de Regering aangewezen dienst heeft uitsluitend betrekking op de archeologische aspecten van het project. Bedoeld advies kan inhouden dat er een of meer archeologische verrichtingen uitgevoerd worden door de door de Regering aangewezen dienst vóór of tegelijk met de uitvoering van de vergunning.

De artikelen D.68 tot en met D.70 zijn van toepassing op archeologische verrichtingen die op grond van het derde lid zijn opgelegd.

§ 3. Tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 2 kan een gemotiveerd beroep worden ingediend bij de Regering volgens de nadere regels bepaald in artikel D.56.

Op het beroep, bedoeld in het eerste lid, zijn de artikelen D.57 tot en met D.59 van toepassing.

§ 4. De aanvrager beschikt over een termijn van twee jaar te rekenen van het uitbrengen van het voorafgaandelijk archeologisch advies om een aanvraag in te dienen voor een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een stedenbouwkundig attest nr. 2, een milieuvergunning, een globale vergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning. Na afloop van deze termijn is een nieuw archeologisch advies vereist voorafgaand aan de vergunningsaanvraag.

§ 5. De Regering stelt het model vast van het formulier voor het aanvragen van een advies, de inhoud van het dossier dat het advies moet vergezellen en de procedures voor de indiening en de behandeling ervan.

Art. D.63. Er wordt een nieuw archeologisch advies aangevraagd:

1° wanneer het project dat het voorwerp uitmaakt van voorafgaandelijk archeologisch advies en waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, bedrijfsvergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning is vereist voorafgaandelijk aan of in de loop van de verwezenlijking van de handelingen en werken;

2° wanneer het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van voorafgaandelijke archeologische advies gewijzigd wordt voorafgaandelijk aan de indiening van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning;

3° wanneer het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaandelijk archeologisch advies wordt gewijzigd in de loop van een procedure voor de behandeling van een vergunningsaanvraag overeenkomstig de artikelen D.IV.42 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, overeenkomstig artikel 93, § 3, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of overeenkomstig artikel 97 van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, is de indiening van de vergunningsaanvraag verbonden aan de voorwaarde van het verkrijgen van het nieuwe archeologisch advies.

In afwijking van lid 1 is een nieuw archeologisch advies niet vereist als de wijziging van het project waarvoor een archeologisch advies is uitgebracht, de grondinneming of diepte van het project niet vergroot.

HOOFDSTUK 4. — *De archeologische verrichtingen*

Art. D.64. Onverminderd de artikelen D.48, § 2, D.62, § 2, D.66, § 1, D.67,

§ 2, D.74 en D.75, kan de Regering, volgens de modaliteiten die zij vastlegt, op eigen initiatief en te allen tijde beslissen archeologische verrichtingen uit te voeren, met inbegrip van de verrichtingen met gewestelijk statuut, en de dienst aangewezen door de Regering daartoe machtigen.

De hypothese bedoeld in lid 1 stelt de door de Regering aangewezen dienst niet vrij van het beschikken over andere administratieve vergunningen die vereist zijn krachtens andere administratieve handavingsregels om archeologische activiteiten uit te voeren.

Art. D.65. § 1. Met uitzondering van prospectie mag niemand archeologische activiteiten uitvoeren zonder voorafgaande toestemming van de door de Regering aangewezen dienst.

In afwijking van lid 1 is voor archeologische verrichtingen uitgevoerd door de door de Regering aangewezen dienst geen toekenning van een voorafgaande vergunning nodig.

§ 2. Het verlenen van een vergunning is ondergeschikt aan het aantonen van de volgende elementen:

1° het belang van de archeologische verrichtingen ;

2° de bevoegdheid, de mankracht en de technische middelen waarover de aanvragers beschikken;

3° een schriftelijke toestemming van de eigenaar van de grond waarop de archeologische verrichtingen gepland zijn en van de eventuele bewoner om archeologische verrichtingen uit te voeren en de grond te herstellen;

4° een schriftelijke overeenkomst tussen de eigenaar van de grond waarop de archeologische verrichtingen worden gepland, de aanvrager van de vergunning en de opgravers betreffende de overdracht van eigendomsrechten met betrekking tot eventueel aangetroffen archeologische voorwerpen en de bewaring ervan;

5° de verplichting om periodieke verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn;

6° de verplichting om archeologische voorwerpen die worden ontdekt en de bijbehorende documentatie te verzamelen in erkende depots die toegankelijk zijn voor onderzoekers.

De vergunning die door de door de Regering aangewezen dienst wordt afgegeven, moet ten minste de volgende informatie bevatten:

1° identificatie van de archeologische vindplaats of het terrein waarop archeologische activiteiten zijn toegestaan;

2° het type toegestane archeologische verrichting;

3° de identificatie van de personen die de toegelaten archeologische verrichtingen op de site zullen uitvoeren;

4° de eventuele uitvoeringsvoorwaarden waaraan de toekenning van de machtiging onderworpen is;

5° de duurtijd waarvoor de vergunning wordt toegekend;

6° de termijnen waarbinnen de periodieke voortgangsverslagen en het eindverslag moeten worden ingediend;

7° de termijn waarbinnen de inventaris van de aangetroffen archeologische voorwerpen, met vermelding van ten minste de categorieën bedoeld in artikel D.76 en hun staat van bewaring, moet worden toegezonden aan de door de Regering aangewezen dienst.

§ 3. De door de Regering aangewezen dienst kan, op verzoek van de houder van de vergunning of op eigen initiatief, één of meer elementen van de afgegeven vergunning wijzigen.

§ 4. De door de Regering aangewezen dienst kan een vergunning wijzigen, schorsen of intrekken in de volgende gevallen:

1° wanneer de elementen, vermeld in paragraaf 2, eerste lid, niet langer vervuld of aangetoond zijn;

2° indien blijkt dat de bevoegdheid, de mankracht of de materiële infrastructuur waarover de titularissen van de machtiging beschikken, duidelijk ontoereikend zijn wegens de omvang van de ontdekkingen;

3° wanneer de houder van een vergunning de archeologische werkzaamheden niet overeenkomstig de afgegeven vergunning uitvoert.

Het verlenen, het wijzigen of het intrekken van deze machtiging wordt aan het advies van de Commissie onderworpen.

§ 5. De Regering bepaalt de voorwaarden voor het verlenen en uitoefenen van de vergunning en de procedures voor het toekennen, wijzigen, opschorten en intrekken van de vergunning.

Art. D.66. § 1. Wanneer door de dienst aangewezen door de Regering opgelegd in een erfgoedvergunning krachtens artikel D.48, § 2, in een voorafgaandelijk archeologisch advies krachtens artikel D.62, § 2, of in het eensluidend advies bedoeld in artikel D.IV.35 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling in het kader van de behandeling van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, globale vergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning, wordt door de bevoegde overheid voor het verstrekken van de vergunning de uitvoering van deze vergunning ondergeschikt gemaakt aan de uitvoering door de dienst, aangewezen door de Regering, van één of meerdere archeologische verrichtingen voorafgaandelijk aan of tegelijk met de uitvoering van bedoelde vergunning.

De artikelen D.68 tot en met D.70 zijn van toepassing op de archeologische verrichtingen die op grond van het derde lid zijn opgelegd.

§ 2. Zodra de houder ervan ontvangst heeft gekregen van een stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, globale vergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning waarvoor de uitvoering van één of meerdere archeologische verrichtingen wordt opgelegd in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, lid 1, maakt de vergunninghouder alle informatie waarover hij in verbinding met de uitvoering van bedoelde vergunning beschikt, over aan de dienst aangewezen door de Regering.

Art. D.67. § 1. Bij de indiening van een stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, globale vergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning, maakt de overheid of de persoon belast met het versturen van een bevestiging van ontvangst of met het nemen van een beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag tegelijk een afschrift van de bevestiging van ontvangst of van de beslissing over de volledigheid van de aanvraag over aan de dienst aangewezen door de Regering wanneer volgende voorwaarden cumulatief zijn verenigd:

1° de handelingen en werken beoogd in de vergunningsaanvraag hebben geen voorwerp uitgemaakt van een erfgoedvergunning krachtens artikel D.34, § 1, of van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1;

2° de handelingen en werken beoogd in de vergunningsaanvraag hebben betrekking op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart en betreffen handelingen en werken bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 5°, 9° en 10°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

3° de handelingen en werken beoogd in de vergunningsaanvraag hebben geen beperkte impact krachtens artikel D.IV.1, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° de handelingen en werken beoogd in de vergunningsaanvraag vereisen de verplichte tussenkomst van een architect krachtens artikel D.IV.1, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

§ 2. Binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de bevestiging van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, kan de door de Regering aangewezen dienst beslissen om één of meer archeologische verrichtingen op te leggen voorafgaand aan of gelijktijdig met de uitvoering van de vergunning. Behoudens de toepassing van de artikelen D.73 tot en met D.75 mag de door de Regering aangewezen dienst na het verstrijken van deze termijn geen archeologische verrichtingen meer opleggen.

De door de Regering aangewezen dienst geeft de aanvrager van de vergunning en de overheid bevoegd voor het afgeven van de vergunning kennis van zijn beslissing om een of meer archeologische verrichtingen door de afdeling te laten uitvoeren.

§ 3. Zodra de houder ervan ontvangst heeft gekregen van een stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, globale vergunning, vergunning voor een handelsvestiging of geïntegreerde vergunning en van de beslissing bedoeld in paragraaf 2, maakt de vergunninghouder alle informatie waarover hij in verbinding met de uitvoering van bedoelde vergunning beschikt, over aan de dienst aangewezen door de Regering.

De artikelen D.68 tot en met D.70 zijn van toepassing op de archeologische verrichtingen die op grond van paragraaf 2 zijn opgelegd.

§ 4. Tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 2 kan een gemotiveerd beroep worden ingediend bij de Regering volgens de nadere regels bepaald in artikel D.56.

Op het beroep, bedoeld in het eerste lid, zijn de artikelen D.57 tot en met D.59 van toepassing.

Art. D.68. § 1. Onverminderd artikel D.75, worden de praktische en technische details van de archeologische verrichtingen vereist in de erfgoedvergunning, het voorafgaande archeologische advies, één van de adviezen bedoeld in artikel D.66,

§ 1, of de beslissing bedoeld in artikel D.67, § 2, bepaald door de dienst aangewezen door de Regering, na overleg met de aanvrager.

Het in het eerste lid bedoelde overleg wordt uiterlijk georganiseerd binnen dertig dagen na de toezending van de in de artikelen D.66, § 2 en D.67, § 3 bedoelde informatie of van het door de aanvrager ingediende verzoek wanneer geen vergunning vereist is.

De door de Regering aangewezen dienst stelt een verslag op over het in lid 1 bedoelde overleg en zendt dit binnen vijftien dagen na het overleg toe aan de aanvrager. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het rapport kan de aanvrager zijn opmerkingen of instemming meedelen aan de door de Regering aangewezen dienst. Als er binnen de termijn geen reactie is ontvangen, wordt de aanvrager geacht te hebben ingestemd met bedoeld verslag.

§ 2. De dienst aangewezen door de Regering deelt de aanvrager de praktische en technische regels mee voor de archeologische verrichtingen, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van het overmaken door de aanvrager van zijn bemerkingen over of zijn instemming met het rapport opgemaakt door de dienst aangewezen door de Regering, overeenkomstig paragraaf 1, lid 3.

De in lid 1 bedoelde praktische en technische regels omvatten de volgende elementen :

1° de aard en het doel van de uit te voeren archeologische verrichtingen;

2° de minimale termijn die nodig is om de archeologische verrichtingen uit te voeren;

3° de afbakening van een interventiezone waarbinnen archeologische verrichtingen worden uitgevoerd;

4° de voorwaarden nodig om de archeologische verrichtingen uit te voeren.

De voorwaarden bedoeld in lid 2, 4°, kunnen verband houden met de toegang tot de interventiezone, de interventiediensten werkzaam in de interventiezone of in de onmiddellijke nabijheid ervan, de verontreiniging of de besmetting van de interventiezone, de aanwezigheid van materiële elementen in de interventiezone of de terbeschikkingstelling van plannen of informatie.

Indien de praktische en technische regels niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn worden meegedeeld, kan de aanvrager de afgegeven vergunning uitvoeren of de handelingen en werkzaamheden uitvoeren zonder de voltooiing van de archeologische verrichtingen af te wachten.

§ 3. De Regering stelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel vast.

Art. D.69. De dienst aangewezen door de Regering kan een schriftelijk attest uitreiken aan de houder van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een bedrijfsvergunning waarbij de houder gemachtigd wordt om zijn vergunning uit te voeren zonder dat hij geheel of gedeeltelijk de archeologische verrichtingen opgelegd krachtens het Wetboek verwezenlijkt in buitengewone behoorlijk gemotiveerde omstandigheden of wanneer de dienst aangewezen door de Regering in de onmogelijkheid verkeert om deze archeologische verrichtingen uit te voeren of te laten uitvoeren.

De afgifte van het in lid 1 bedoelde certificaat laat de toepassing van de bepalingen van de artikelen D.73 tot en met D.75 onverlet.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.70. Na voltooiing van de archeologische verrichtingen, opgelegd krachtens het Wetboek, zal de door de Regering aangewezen dienst aan de vergunninghouder een attest afgeven waarin zijn opgegeven:

1° de datum waarop de verwezenlijking van de archeologische verrichtingen is aangevangen;

2° de datum waarop de verwezenlijking van de archeologische verrichtingen is beëindigd;

De Regering kan de bevoegde personen binnen de door de Regering aangewezen dienst aanwijzen om het in lid 1 bedoelde attest af te geven.

Art. D.71. De Regering kan de lijst van de archeologische verrichtingen waarvan ze het gewestelijk statuut erkent, bepalen.

De Regering legt de ontwerp-lijst ter advies voor aan de commissie. Het advies wordt binnen zestig dagen na de aanvraag verzonden. Bij gebrek aan mededeling van advies binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

Elke archeologische verrichting uitgevoerd op een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed krijgt van ambtswege het gewestelijk statuut.

Art. D.72. Voor een archeologische verrichting met gewestelijk statuut kan de in artikel D.65 bedoelde machtiging enkel toegekend worden aan een universiteit, een wetenschappelijke instelling of, in het kader van een overlegde onderzoeksactie, aan een vereniging van meerdere bovenvermelde instellingen of aan een of meerdere ervan in samenwerking met een of meerdere privéverenigingen.

HOOFDSTUK 5. — *Toevallige vondsten en de archeologische verrichtingen van algemeen belang*

Art. D.73. Eénieder die, anders dan bij gelegenheid van archeologische verrichtingen of een activiteit als detectorist, één of meerdere archeologische goederen ontdekt, licht daar de gemeente op wiens grondgebied de ontdekking heeft plaatsgevonden en de dienst aangewezen door de Regering binnen de drie werkdagen over deze ontdekking in.

De dienst aangewezen door de Regering licht de eigenaar en de bezetter van de grond waarop het archeologisch goed of de archeologische goederen zijn ontdekt daar binnen de tien dagen over in als laatstgenoemden niet de ontdekkers zelf zijn.

De ontdekte archeologische goederen en de omtrek waarin ze vervat zijn worden in stand gehouden, tegen schade beschermd en toegankelijk gemaakt door de eigenaar, de bezetter en de ontdekker voor het bezoek ter plaatse door de dienst aangewezen door de Regering, vanaf de ontdekking ervan tot en met de vijftiende dag te rekenen van de ontvangst van de informatie bedoeld in lid 2 door de dienst aangewezen door de Regering.

De periode bedoeld in lid 3 kan ofwel ingekort ofwel verlengd worden bij gemotiveerde beslissing van de dienst aangewezen door de Regering.

De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel en de algemene beschermingsvoorschriften, van toepassing op de archeologische goederen die toevallig werden ontdekt, bepalen.

Art. D.74. Indien er een toevallige ontdekking wordt gedaan in het kader van de uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning door handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning, kan de Regering beslissen dat het van openbaar nut is om ofwel:

1° de uitvoering van de vergunning op te schorten voor een periode van maximaal zestig dagen, dagen van slecht weer niet meegerekend, om archeologische verrichtingen te laten uitvoeren ;

2° de vergunning in te trekken om archeologische verrichtingen te laten uitvoeren, de voorwaarden te bepalen die nodig zijn voor de vrijwaring van het betrokken onroerend goed en van de ontdekte archeologische goederen, of de voorwaarden te bepalen waaronder later een vergunning toegekend zou kunnen worden.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast. Art. D.75. De Regering kan bepalen dat het in het algemeen belang is om een terrein te bezetten om archeologische werkzaamheden uit te voeren. Hiervoor is het advies van de Commissie vereist, behalve in dringende gevallen.

De Commissie brengt binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag advies uit. Indien het advies niet binnen de gestelde termijn wordt uitgebracht, kan de Regering het in lid 1 bedoelde besluit nemen zonder het advies van de Commissie af te wachten.

Het in lid 1 bedoelde regeringsbesluit :

1° wijst het goed of de groep onroerende goederen aan waarop de uit te voeren archeologische verrichtingen betrekking hebben en bakent het terrein of de ruimte af die noodzakelijkerwijs zal worden ingenomen, met inbegrip van de toegang vanaf de dichtstbijzijnde weg;

2° stelt de voorwaarden vast waaronder archeologische verrichtingen worden uitgevoerd;

3° wijst de personen aan die zij machtigt om de archeologische verrichtingen uit te voeren;

4° vermeldt de datum van het begin van de archeologische verrichtingen en werken alsook de termijn waarbinnen ze voltooid moeten zijn.

Het in lid 1 bedoelde regeringsbesluit wordt meegedeeld aan de eigenaar van het onroerend goed of de onroerende goederen, aan de Commissie en aan de personen die gemachtigd zijn om de archeologische verrichtingen uit te voeren. Binnen tien dagen na ontvangst van deze kennisgeving geeft de eigenaar de bezetter van het onroerend goed hieromtrent per aangetekend schrijven kennis van. De kennisgeving aan de eigenaar vermeldt deze verplichting.

Behoudens schriftelijke machtiging, verleend door de eigenaar en de bezetter van het betrokken onroerend goed of de betrokken onroerende goederen, worden de peilingen of archeologische opgravingen bedoeld bij het besluit door de gemachtigde personen ondernomen enkel te rekenen van de vijftiende dag gerekend vanaf de kennisgeving van het besluit aan de betrokken eigenaar.

Bij verstrijken van de bezettingstermijn bedoeld in lid 3, 4°, wordt het onroerend goed of de groep onroerende goederen door de dienst aangewezen door de Regering in de staat teruggegeven waarin het zich bevond voor de uitvoering van de archeologische verrichtingen, tenzij er een procedure tot klassering van het goed of van de goederen of een onteigening om redenen van openbaar nut worden aangevat dan wel tenzij de eigenaar van het goed de dienst aangewezen door de Regering daarvan vrijstelt.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

HOOFDSTUK 6. — *Categorieën van archeologische voorwerpen*

Art. D.76. De Regering bepaalt de categorieën van archeologische voorwerpen.

HOOFDSTUK 7. — *Erkende depots en het Gewestelijk Centrum voor het behoud en de studie van archeologisch materiaal*

Afdeling 1. — Erkende depots

Art. D.77. Archeologische voorwerpen die worden ontdekt naar aanleiding van peilingen of archeologische opgravingen, van toevallige ontdekkingen of van een activiteit van detectorisme worden opgenomen in een depot erkend door de dienst aangewezen door de Regering. De verleende machtiging is van geldig voor een periode van vijf jaar te rekenen van de kennisgeving ervan aan de houder van de machtiging.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor het verlenen en het uitoefenen van de machtiging, en de procedures voor het verlenen, het instellen van beroep, het verlengen, het opschorten en het intrekken van de machtiging.

In afwijking van lid 1 kunnen de archeologische voorwerpen die worden ontdekt naar aanleiding van archeologische peilingen, archeologische opgravingen, toevallige ontdekkingen of van een activiteit van een detectorist, middels een schriftelijke toelating van de dienst aangewezen door de Regering, afgeven bij een museum erkend door de Franse Gemeenschap van België.

Art. D.78. De houder van een machtiging bedoeld in artikel D.77 :

1° deelt aan de dienst, aangewezen door de Regering, binnen de zes maanden na de kennisgeving van de erkenning, een inventaris mee van de archeologische voorwerpen die in het erkende depot aanwezig zijn, ten minste tot welke categorieën archeologische goederen zij behoren, de naam van de eigenaar ervan, de afkomst ervan en de staat van bewaring ervan;

2° geeft de dienst aangewezen door de Regering, binnen de vijftien dagen na het voorvallen van het gegeven, kennis van iedere belangrijke wijziging van de erkenningsvoorwaarden, iedere wijziging in de rechtspositie van de houder van de erkenning of in verband met het gebouw dat het erkende depot vormt, iedere brand, iedere overstroming, iedere waterinfiltratie, iedere besmetting van het erkende depot door zwammen of houtetende insecten, iedere diefstal of daad van vandalisme, evenals van iedere afwijking van de temperatuur- of vochtigheidsnormen waargenomen over een duur van meer dan tien opeenvolgende dagen.

In het geval, vermeld in het eerste lid, 1°, bezorgt de houder van de erkenning elk jaar tijdens de hele geldigheidsduur van de erkenning een bijgewerkte inventaris van de archeologische voorwerpen die aanwezig zijn in het erkende depot, aan de dienst aangewezen door de Regering. In de verleende erkenning kan een termijn worden vastgelegd voor het bijwerken van de inventaris van archeologische voorwerpen en kan worden gespecificeerd welke bijkomende informatie deze inventaris bevat.

HOOFDSTUK 2. — *Erkende depots en het Gewestelijk Centrum voor de bewaring en de studie van archeologisch materiaal*

Art. D.79. Volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering, kan het Waals Gewest een Gewestelijk centrum voor de bewaring en de studie van archeologische goederen verplaatst van hun plaats van herkomst inrichten of laten inrichten

HOOFDSTUK 8. — *Detectorisme*

Art. D.80. § 1. Het gebruik van apparatuur om metalen of ferromagnetische voorwerpen op te sporen of te zoeken op het land, onder de grond of in het water is onder alle omstandigheden verboden voor alle personen, met uitzondering van :

1° de personeelsleden van de dienst die door de Regering in het kader van hun ambt zijn aangewezen;

2° houders van een vergunning als bedoeld in artikel D.65 met het oog op het uitvoeren van archeologische activiteiten in verband met die vergunning;

3° natuurlijke personen die een bezoldigde beroepsactiviteit uitoefenen waarvoor het gebruik van deze uitrusting vereist is, op voorwaarde dat deze activiteit niet rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met het zoeken naar archeologische voorwerpen;

4° natuurlijke personen die houder zijn van een detectorvergunning afgeleverd door de dienst aangewezen door de Regering.

§ 2. De vergunning voor detectorisme bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 4°, is een vergunning voor de houder ervan om, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek en de bijzondere voorwaarden vervat in de vergunning, het materiaal te gebruiken waarmee het opsporen of opzoeken van metaalhoudende of ferromagnetische voorwerpen mogelijk te maken, de bodem te wijzigen of de opgespoorde metaal- of ferromagnetische voorwerpen weg te nemen.

De vergunning voor detectorisme bevat minstens volgend gegevens:

1° de naam en voornaam van de natuurlijke persoon die houder is van de vergunning; 2° de soorten toegelaten onderzoeken;

3° de perimeter waarop de vergunning betrekking heeft;

4° eventuele bijzondere voorwaarden verbonden aan de vergunning;

5° de datum van geldigheid van de vergunning.

Geen enkele vergunning mag worden verleend aan een aanvrager die op de datum van de aanvraag ervan jonger is dan achttien jaar.

De vergunning voor is twaalf maanden geldig vanaf de datum waarop deze is verleend.

De door de Regering aangewezen dienst kan een vergunning voor detectorisme wijzigen, schorsen of intrekken in de volgende gevallen:

- 1° als de houder de verboden en verplichtingen, vermeld in de artikelen D.81 en D.82, niet naleeft;
- 2° als de houder de specifieke voorwaarden van de vergunning niet naleeft.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden voor het verlenen en uitoefenen van de vergunning en de procedures voor het toekennen, wijzigen, opschorten en intrekken van de vergunning voor detectorisme.

§ 4. De Regering kan specifieke maatregelen vaststellen met betrekking tot het gebruik van apparatuur voor het opsporen van of zoeken naar metalen of ferromagnetische voorwerpen op het land, onder de grond of in het water, in het kader van bijeenkomsten.

Art. D. 81. Uitzonderd de personen bedoeld in artikel D.80, § 1, lid 1, 1° tot 3°, is het gebruik van materiaal dat de opsporing van en het zoeken naar metaalhoudende of ferromagnetische voorwerpen mogelijk maakt verboden:

- 1° op een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed of in een beschermingsgebied voor een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed;
- 2° binnen de omtrekken van de archeologische kaart;
- 3° op een terrein dat het voorwerp uitmaakt van een archeologische peiling of een archeologische opgraving, tenzij de door de Regering aangeduide dienst daar vooraf schriftelijk mee heeft ingestemd.

Art. D.82. § 1. Volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels moet de houder van een vergunning voor detectorisme:

- 1° de door de Regering aangewezen dienst ten minste drie werkdagen op voorhand op inlichten over elke activiteit inzake metaaldetectorisme;
- 2° aangifte doen van de ontdekking van een archeologisch voorwerp aan de door de Regering aangewezen dienst binnen vijftien dagen na de ontdekking.

§ 2. De bezitter, houder of eigenaar van een archeologisch voorwerp ontdekt tijdens een activiteit inzake metaaldetectorisme, ofwel :

- 1° garandeert de door de Regering aangewezen dienst toegang tot het aangetroffen archeologische object;
- 2° ofwel deponert het ontdekte archeologische voorwerp in een erkend depot of in een door de Franse Gemeenschap van België erkend museum dat voldoet aan de vereisten met betrekking tot de erkenning voor het depot van archeologische voorwerpen in metaal.

§ 3. Het is de houder van een vergunning voor metaaldetectorisme verboden om archeologische voorwerpen die tijdens een activiteit inzake metaaldetectorisme op het grondgebied van het Waalse Gewest worden ontdekt uit genoemd grondgebied te verwijderen.

In afwijking van lid 1 kan de door de Regering aangewezen dienst een schriftelijke toelating afleveren om een archeologisch voorwerp dat op het grondgebied van het Waals Gewest is ontdekt, uit genoemd grondgebied te verwijderen.

De Regering kan de nadere regels vaststellen voor de uitvoering van deze paragraaf.

§ 4. De houder van een vergunning voor metaaldetectorisme die een archeologisch voorwerp dat tijdens een prospectieactiviteit wordt ontdekt, wil verkopen of vervreemden, geeft daarvan voorafgaandelijk kennis van aan de door de Regering aangewezen dienst.

Volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels kan de door de Regering aangewezen dienst een recht van voorkoop op het goed doen gelden ten gunste van het Waals Gewest, behalve wanneer de Franse Gemeenschap krachtens haar eigen wetgeving een recht van voorkoop kan doen gelden.

§ 5. In de publieke informatie en in de communicatie, voor reclamationdoeleinden inbegrepen, en ongeacht de wijze van communicatie, met als onderwerp materiaal voor het opsporen van of zoeken naar metalen of ferromagnetische voorwerpen is het verboden te alluderen op geklasseerde sites, gebieden van erfgoedbelang, archeologische ontdekkingen of ontdekte archeologische voorwerpen.

TITEL 5. — *Instrumenten voor de sensibilisering van het publiek, de bewaring en de documentatie*

HOOFDSTUK I — *Acties voor de sensibilisering van het publiek*

Art. D.83. Volgens de bepalingen die zij vastlegt, kan de Regering:

- 1° elke educatieve actie ondernemen om bij de publieke opinie een bewustzijn van de waarde van het erfgoed aan te moedigen en te ontwikkelen ;
- 2° de publieke opinie te sensibiliseren voor al dan niet geklasseerde goederen die deel uitmaken van het erfgoed, van de kennis, de bescherming en de valorisatie van erfgoed, en van verwante knowhow, door een inclusieve en participatieve aanpak te bevorderen;
- 3° publicaties en andere media met betrekking tot erfgoed vervaardigen of verspreiden of laten produceren of verdelen;
- 4° elke persoon houder van een zakelijk recht op een goed dat tot het erfgoed behoort, al dan niet geklasseerd, sensibiliseren en aanmoedigen met het oog op de valorisatie, de bevordering, de toegang of de bezoekersontvangst met of zonder verblijf;
- 5° conferenties en evenementen voor het grote publiek organiseren of laten organiseren.

HOOFDSTUK 2. *Gewestelijk — centrum voor de documentatie en instandhouding van het erfgoed*

Art. D.84. Volgens de nadere regels, vastgelegd door de Regering, kan het Waalse Gewest alle documentatie over erfgoed inzamelen en er de bewaring en verspreiding van op zich nemen, in voorkomend geval, via een gewestelijk documentatiecentrum, daaronder inbegrepen een materialenbibliotheek.

HOOFDSTUK 3. — *Waals volkerfgoed*

Art. D.85. De lijst van de categorieën goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren, wordt door de Minister vastgesteld of bijgewerkt.

TITEL 6. — Beroepen gerelateerd aan erfgoed

Art. D.86. Volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering voorziet de dienst aangewezen door de Regering in de instandhouding van vakmanschap, de vorming in de traditionele technieken en de nieuwe technologieën in de beroepen die gerelateerd zijn aan het erfgoed, evenals in het doorgeven, mediëren en valoriseren ervan.

De opdrachten bedoeld in lid 1 bestaan uit:

1° de aanbieding van theoretische en praktische opleidingen in de beroepen en technieken inzake het erfgoed, in samenwerking met de gewestelijke vormingsinstellingen, en een erkenningsstelsel van deze opleidingen invoeren;

2° de inrichting van een onthaalinfrastuctuur die kan bijdragen tot de goede werking van deze opleidingen;

3° alle documentatie met betrekking tot de erfgoedgerelateerde beroepen verzamelen en zorgen voor de bewaring en verspreiding ervan;

4° evenementen en activiteiten organiseren die in het bijzonder gericht zijn op het bereiken van de doelstellingen van de "Fédération Européenne pour les Métiers du Patrimoine bâti";

5° akkoorden sluiten en samenwerken met de bevoegde instellingen terzake en zich aansluiten bij de initiatieven van het Waalse Gewest inzake vorming, sociaal-professionele inschakeling, sociale actie en cohesie, evenals met de sector van het onderwijs of met de beroepsverenigingen in de bouwsector, de engineeringsector en de sector van vakberoepen;

6° de bevordering garanderen van de vormingen in de erfgoedgerelateerde beroepen in België en in het buitenland, evenals de verspreiding in het buitenland garanderen in het kader van de internationale samenwerking.

TITEL 7. — Tegemoetkomingen**HOOFDSTUK 1. — Bijstand**

Art. D.87. De Regering kan de eigenaar, of een natuurlijke of een publiek- dan wel privaatrechtelijke rechtspersoon, van een geklasseerd goed of daarmee gelijkgesteld bijstaan.

De bijstand bedoeld in lid 1 bestaat uit:

1° de eigenaar van het goed bijstaan in het beheer ervan met als doel de onmiddellijke instandhouding ervan te verzekeren, in voorkomend geval door dringende instandhoudingsmaatregelen en werkzaamheden om het goed tegen het water te beschermen;

2° het bestuderen van het potentieel om het goed een nieuwe bestemming te geven;

3° het zoeken naar privé of openbare investeerders voor de aankoop of verhuur van een goed of voor elke andere formule tot terbeschikkingstelling van een goed door opbouw van een economische strategie op grond van een onderzoek naar het potentieel van de herbestemming;

4° het regelen of bijstaan van personen bij het regelen van juridische of financiële verrichtingen.

In het kader van de in lid 1 bedoelde bijstand kan de door de Regering aangewezen dienst :

1° een beroep doen op de diensten van derden, door het plaatsen van overheidsopdrachten of het sluiten van overeenkomsten van welke aard ook, en hen elke opdracht toevertrouwen die nuttig is voor de bijstand;

2° alle activiteiten met een rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de bijstand bedoeld in lid 1 ontwikkelen en uitvoeren.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

HOOFDSTUK 2. — Subsidies

Art. D.88. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten voor wat betreft de geklasseerde goederen kan de Regering een subsidie toestaan aan iedere natuurlijke persoon of aan iedere publiek- dan wel privaatrechtelijke persoon voor:

1° het verwezenlijken van voorstudies uitvoeren;

2° het uitvoeren van dringende instandhoudingswerken; 3° het uitvoeren van onderhoudsverrichtingen en -werken;

4° het uitvoeren van restauratieverrichtingen en -werken ; 5° het valoriseren van een eigendom ;

6° het openstellen van een goed voor het publiek en het toegankelijk maken; 7° het verbeteren van de energieprestaties.

Lid 1, 2° beoogt eveneens de daarmee gelijkgestelde goederen.

De in lid 1 bedoelde subsidies worden slechts verleend op voorwaarde dat zij verenigbaar zijn met de belangen die de bescherming van het goed rechtvaardigen.

De subsidies bedoeld in paragraaf 1, 6° en 7°, zijn beperkt tot de specifieke handelingen en werken die vereist zijn in de erfgoedvergunning of het operationeel plan voor het erfgoed met het oog op het behoud van de criteria en belangen die de klassering rechtvaardigen.

De Regering bepaalt de categorieën van de geklasseerde goederen die in aanmerking komen voor een subsidie als bedoeld in lid 1 en de procedures voor de uitvoering van dit artikel.

Art. D.89. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toestaan aan iedere natuurlijke persoon of aan iedere publiek- dan wel privaatrechtelijke persoon voor:

1° het uitvoeren van onderhouds- of restauratieverrichtingen en -werken aan eigendommen die met stippen opgenomen zijn in de gewestelijke erfgoedinventaris;

2° het uitvoeren van onderhouds- en restauratieverrichtingen en -werken aan goederen die op de lijst staan van eigendommen die deel uitmaken van het kleine Waalse volkspatrimonium.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast. Art. D.90. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toestaan aan iedere natuurlijke persoon of aan iedere publiek- dan wel privaatrechtelijke persoon voor:

1° voor de uitvoering van archeologische verrichtingen en de verzameling van archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen die toegankelijk zijn voor de vorsers;

2° het verrichten van handelingen en werken met betrekking tot de bescherming, de restauratie of de opwaardering van archeologische goederen wanneer het gaat om onroerende archeologische voorwerpen of voorwerpen die het resultaat zijn van archeologische verrichtingen;

3° archeologische voorwerpen tentoonstellen voor het publiek.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.91. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering, met het oog op de sensibilisering van het publiek voor het erfgoed, een subsidie toestaan aan iedere natuurlijke persoon of aan iedere publiek- dan wel privaatrechtelijke persoon voor:

- 1° sensibiliseringsinitiatieven of -activiteiten met betrekking tot al dan niet geklasseerd erfgoed en zijn beroepen;
 - 2° het valoriseren en bevorderen van al dan niet geklasseerd erfgoed en zijn beroepen;
 - 3° het organiseren van evenementen voor het grote publiek;
 - 4° de deelname aan de activiteiten georganiseerd door de erfgoedadministratie, aan de "Journées du Patrimoine" en aan de daaruit voortvloeiende evenementen voor de jeugd;
 - 5° publicaties op om het even welke drager of media produceren of verspreiden; 6° de werking van een vereniging zonder winstoogmerk of stichting van openbaar nut
- die een of meer acties van gewestelijk belang uitvoert waarvan de voordelen het hele grondgebied van het Waalse Gewest bestrijken, volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in een raamovereenkomst en die niet gebonden zijn aan een specifiek tarief of plafond;
- 7° steun voor de vergoeding door een gemeente van een erfgoedconsulent die door meerdere gemeenten wordt gedeeld.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.92. De Regering kan enkel een subsidie toestaan die betrekking heeft op een geklasseerd goed, of daarmee gelijkgesteld, die de titel van monument of architectonisch geheel als bedoeld in artikel D.88 voert, op voorwaarde dat het geklasseerd goed, of daarmee gelijkgesteld, verzekerd is tegen schade met risico's in verband met brand, blikseminslag, ontploffingen, weerschade en opzettelijke vernielingen. Het goed wordt zolang verzekerd als het geklasseerd of daarmee gelijkgesteld blijft onder het statuut krachtens hetwelk een subsidie wordt toegestaan.

In afwijking van lid 1 kan de Regering een subsidie verlenen voor niet-verzekerde geklasseerde of daarmee gelijkgestelde goederen, mits de aanvrager aantoont dat het afsluiten van de in lid 1 bedoelde verzekering materieel onmogelijk is.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering een subsidie verlenen voor een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld onroerend goed dat niet verzekerd is, wanneer een gemeente noodinstandhoudingswerken uitvoert ter uitvoering van een politiebevel van de burgemeester om redenen van openbare veiligheid.

Een bewijs van verzekeringsdekking moet bij de subsidieaanvraag worden gevoegd, zoniet is deze onontvankelijk.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.93. De Regering kent geen subsidies als bedoeld in dit hoofdstuk toe voor:

- 1° handelingen en werken die voortvloeien uit het plegen van een overtreding als bedoeld in artikel D.102, 1°, 3° tot 11°, op voorwaarde dat de overtreding kan worden toegeschreven aan de aanvrager of de eigenaar van het onroerend goed;
- 2° de handelingen en werkzaamheden die voortvloeien uit het plegen van de overtreding bedoeld in artikel D.102, 2°, indien die overtreding het voorwerp heeft uitgemaakt van een maatregel bedoeld in artikel D.112, tweede lid, 1° tot 3°.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

Art. D.94. Aanvullend op de verplichting bedoeld in artikel D.24, § 1, besteedt de eigenaar van het goed, in geval van schade aan een goed dat één of meerdere subsidies als bedoeld in dit hoofdstuk heeft gekregen, de volledige schadevergoeding die hij als gevolg van deze schade van de verzekering heeft gekregen, aan het onderhoud of de restauratie van het goed.

Wanneer de Regering een subsidie toekent als bedoeld in dit hoofdstuk voor handelingen en werken die als gevolg van schade noodzakelijk zijn geworden, wordt het subsidiebedrag berekend op grond van het verschil tussen de kostprijs van de handelingen en werken en de vergoeding die de verzekering na de schade heeft uitgekeerd.

In afwijking van lid 1 wordt het aandeel van de door de verzekering uitgekeerde vergoeding die aan de gesubsidieerde handelingen en werken wordt besteed, wanneer de beschermingsmaatregel het goed als geheel niet dekt, bepaald op grond van berekeningen en schattingen verstrekt door de verzekeringsinstelling.

Art. D.95. Op straffe van verlies van het voordeel van de aangevraagde subsidie mag de aanvrager van een subsidie als bedoeld in dit hoofdstuk geen onderhouds- of restauratiehandelingen en -werkzaamheden aan een onroerend goed verrichten vóór de kennisgeving van het subsidiebesluit, tenzij :

- 1° of de subsidie dient voor voorafgaandelijke studies of dringende instandhoudingswerkzaamheden;
- 2° of de aanvrager beschikt over een voorafgaande schriftelijke toelating van de door de Regering aangewezen dienst.

Art. D.96. Elke subsidieaanvraag waarvoor gedurende drie jaar geen schuldvordering of een verantwoording van het uitstel, goedgekeurd door de dienst aangewezen door de Regering, is ingediend, wordt afgesloten en latere schuldvorderingen in het kader van die aanvraag komen niet meer in aanmerking.

Art. D.97. De Regering kan specifieke regels vaststellen voor de toekenning van een subsidie als bedoeld in dit hoofdstuk waarbij meerdere gerechtigden of meerdere subsidiërende overheden betrokken zijn.

De Regering kan de voorwaarden vaststellen voor de betrokkenheid van de provincies en gemeenten bij de verlening van een subsidie als bedoeld in artikel D.88.

HOOFDSTUK 3. — *Kaderovereenkomsten*

Art. D.98. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een kaderovereenkomst sluiten met de eigenaar van een geklasseerd onroerend goed dat op de lijst van het Waals uitzonderlijk erfgoed staat, om bij te dragen in de kosten van de handelingen en werken die aan dit onroerend goed worden uitgevoerd.

De Regering bepaalt welke categorieën gerubriceerde goederen onder een kaderovereenkomst kunnen vallen.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor het sluiten, wijzigen en opschorten van een kaderovereenkomst en het tarief van de overeenkomst.

De kaderovereenkomst bevat ten minste de volgende elementen: 1° de identiteit van elk van de partijen;

2° de aard, het belang en de kosten van de handelingen en werken, met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken en honoraria;

3° de fasering van de uitvoering en de geraamde duur van de handelingen en werken; 4° de bedragen van de globale en jaarlijkse bijdrage van elkeen der partijen

in de kosten van handelingen en werken.

§ 3. De kaderovereenkomst kan in onderlinge overeenstemming tussen de partijen verlengd of gewijzigd worden.

Het niet naleven van een bepaling van de kaderovereenkomst kan leiden tot de opschorting van de kaderovereenkomst door het Waals Gewest of de terugbetaling van de toegekende subsidie.

HOOFDSTUK 4: — *Oproepen tot het indienen van projecten*

Art. D.99. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering projectoproepen uitschrijven die de goederen beogen die een erfgoedwaarde vertonen met betrekking tot de criteria en belangen als bedoeld in artikel D.2, al dan niet geklasseerd, met het oog op de toekenning van een financiële tegemoetkoming voor de verwezenlijking van handelingen en werken, sensibiliseringsacties, acties in verband met de erfgoedgerelateerde beroepen of de inrichting van evenementen en activiteiten in verband daarmee.

De Regering stelt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel vast.

TITEL 8. — *Vergoedingen*

Art. D.100. § 1. De eigenaars mogen een vergoeding ten laste van het Waalse Gewest aanvragen wanneer een bouw-, een bebouwings- of een uitbatingsverbod dat enkel uit de klassering van een onroerend goed een einde maakt aan het gebruik of aan de bestemming van dat goed de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van het klasseringsbesluit.

§ 2. Het recht op vergoeding ontstaat op het ogenblik waarop de toekenning van de erfgoedvergunning geweigerd wordt.

Enkel de waardevermindering die het gevolg is van het bouw-, bebouwings- of uitbatingsverbod kan in aanmerking komen voor de vergoeding. Deze waardevermindering moet zonder vergoeding gedragen worden ten belope van 20 % van deze waarde.

De vergoeding wordt verminderd of geweigerd wanneer of voor zover is vastgesteld dat de eigenaar voordeel haalt uit de klassering van het onroerend goed.

Het Waals Gewest kan zichzelf vrijstellen van de verplichting om de eigenaars te vergoeden, ofwel door het goed zelf aan te kopen volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ofwel door het voorgeschreven van het klasseringsbesluit dat ten grondslag ligt aan het recht op de vergoeding, te wijzigen.

§ 3. Er is geen enkele vergoeding verschuldigd :

1° wanneer de eigenaar het goed heeft aangeworven toen het reeds geklasseerd was;

2° wanneer de eigenaar de klassering van zijn goed zelf heeft aangevraagd of er uitdrukkelijk mee ingestemd heeft;

3° uit hoofde van het verbod uithang- of reclameborden te plaatsen op een geklasseerd goed ;

4° uit hoofde van het verbod gevaarlijke, hinder veroorzakende en ongezonde inrichtingen langer uit te baten dan de periode waarvoor de exploitatie werd gemachtigd.

§ 4. Het Waals Gewest mag de terugbetaling van de met de wettelijke interesten vermeerderde vergoeding vragen aan de begunstigten, hun rechthebbenden of rechtverkrijgenden, zodra het onroerend goed niet langer geklasseerd is.

§ 5. Het recht op vergoeding bedoeld in dit artikel en elke gerechtelijke of buitengerechtelijke vordering met betrekking daartoe verjaren binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de dag waarop het recht op vergoeding of betaling van schadevergoeding ontstaat.

Art. D.101. § 1. Indien de bezwaarindiener een bewijs levert wordt door het Waals Gewest een vergoeding toegekend voor het herstel van materiële schade die het gevolg is van:

1° archeologische verrichtingen uitgevoerd in toepassing van de artikelen D.64,

D.66 en D.67 waarvan de duur de termijn vastgesteld door de Dienst, aangewezen door de Regering, overeenkomstig artikel D.68, met dertig dagen zou overschrijden, daarin niet meegerekend de dagen van slecht weer en de dagen die niet in aanmerking komen voor de termijnberekening overeenkomstig de beslissing van de dienst aangewezen door de Regering;

2° de opschorting van de uitvoering of de intrekking van een vergunning, krachtens artikel D.74;

3° de bezetting van grond overeenkomstig artikel D.75, wanneer de bezetting langer duurt dan dertig dagen, dagen met slecht weer niet meegerekend;

4° de verlenging van de in artikel D.73, lid 4, bedoelde termijn van vijftien dagen voor zover de totale termijn meer dan dertig dagen telt, dagen van slecht weer niet meegerekend;

5° het in artikel D.75, lid 6, bedoeld herstel van de grond, bij gebreke van onteigening of klassering van het goed.

Er is geen vergoeding verschuldigd indien de eigenaar en de aannemer van de werken tijdens dewelke de toevallige vondst gedaan werd hun verplichting tot aangifte bedoeld in artikel D.73 niet nagekomen zijn.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden met betrekking tot de indiening van aanvragen tot vergoedingen en de bepaling, het bedrag en de overname daarvan.

In geval van een betwisting over het bedrag van de vergoeding stelt de rechter die bevoegd is volgens de bepalingen van het Gerechtelijk wetboek het bedrag ervan vast.

§ 3. Het in dit artikel bedoelde recht op vergoeding vervalt binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de dag van:

1° het einde van de archeologische verrichtingen voor de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°;

2° de beslissing tot schorsing of intrekking van de vergunning voor de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°;

3° het einde van het gebruik van de grond voor de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3° en 5°;

4° het verstrijken van de verlenging van de termijn voor de vergoeding bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4°.

TITEL 9. — *Overtredingen en straffen*HOOFDSTUK I. — *Feiten en handelingen die een overtreding vormen*

Art. D.102. Een overtreding vormen hierna omschreven feiten en handelingen:

1° het niet in acht nemen van één of meerdere bijzondere beschermings- en beheersvoorwaarden vervat in een klasseringsbesluit, in een besluit waarbij een goed voorlopig onderworpen wordt aan de gevolgen van de klassering of in een besluit waarbij een goed in een beschermingslijst wordt opgenomen met het voorbehoud dat er overeenkomstig artikel D.22, § 2, van afgeweken wordt;

2° het niet in acht nemen van de verplichting om het goed in een goede staat in stand te houden als bedoeld in artikel D.23;

3° het geheel of gedeeltelijk vernielen of afbreken van een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed, niet in overeenstemming met artikel D.25;

4° het geheel of gedeeltelijk verplaatsen van een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed, niet in overeenstemming met artikel D.26;

5° het beschadigen of in verval brengen van een geklasseerd of daarmee gelijkgesteld goed of een eigendom opgenomen in de regionale erfgoedinventaris beschadigen of in verval brengen;

6° het uitvoeren van de handelingen en werken bedoeld in artikel D.34, § 1, op een geklasseerd goed of daarmee gelijkgesteld, zonder voorafgaandelijk over een erfgoedvergunning of een operationeel erfgoedplan te beschikken, na het vervallen of de intrekking ervan, of niet in overeenstemming met een erfgoedvergunning of een operationeel erfgoedplan;

7° het organiseren of uitvoeren van evenementen of activiteiten bedoeld in artikel D.34, § 1, op een geklasseerd goed of daarmee gelijkgesteld, zonder voorafgaandelijk over een erfgoedvergunning of een operationeel erfgoedplan te beschikken, na het vervallen of de intrekking ervan, of niet in overeenstemming met een erfgoedvergunning of een operationeel erfgoedplan;

8° het verwezenlijken van archeologische verrichtingen zonder te beschikken over de voorafgaandelijke vergunning bedoeld in artikel D.65, na het vervallen ervan, de intrekking ervan of de opschorting ervan of zonder inachtneming ervan;

9° de niet-inachtneming van de nadere praktische en technische regels van de archeologische verrichtingen vastgesteld door de dienst aangewezen door de Regering krachtens artikel D.68 of de uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een bedrijfsvergunning, een milieuvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning voordat de dienst aangewezen door de Regering de nadere praktische en technische nadere regels van de opgelegde archeologische verrichtingen heeft vastgesteld;

10° de uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een bedrijfsvergunning, een milieuvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning zonder de archeologische verrichtingen, opgelegd krachtens de artikelen D.66 en D.67, te hebben uitgevoerd en zonder te beschikken over het attest bedoeld in artikel D.69;

11° het niet in acht nemen van de verplichting tot aangifte van een toevallige vondst bedoeld in artikel D.73;

12° het feit dat een persoon één of meerdere archeologische goederen houdt, vervreemdt of verwerft wetende dat dit archeologische goed of deze archeologische goederen ontdekt zijn in het kader van een archeologische verrichting of een activiteit van metaaldetectie die niet overeenkomstig dit Wetboek is gemachtigd;

13° het niet in acht nemen van de verplichtingen bedoeld in de artikelen D.77 en D.78;

14° het gebruik van materieel waarmee metalen of ferromagnetische voorwerpen opgespoord of gezocht kunnen worden niet in overeenstemming met artikel D.80 of zonder te beschikken over de voorafgaandelijke machtiging bedoeld in artikel D.65, na het vervallen ervan, na de intrekking ervan of na de opschorting ervan, of niet in overeenstemming daarmee;

15° het niet in acht nemen van de verplichtingen of de schending van de verbodsbepalingen bedoeld in de artikelen D.81 en D.82;

16° de vernietiging, de beschadiging of het in verval brengen van archeologische goederen die opgegraven zijn tijdens archeologische verrichtingen, een activiteit van metaaldetectie of bij een toevallige vondst, evenals van archeologische goederen die tentoongesteld, bewaard of in bewaring gegeven zijn

17° ieder handeling of ieder feit waarbij een persoon zich verzet tegen de opdrachten van de vaststellende personeelsleden bedoeld in hoofdstuk 3 of ze verhindert of niet gevolg geeft aan een bevel, een verzoek of een verstrekte of opgelegde maatregel krachtens de artikelen D.107 tot D.110 ;

18° het feit dat de houder van een zakelijk recht toestaat of aanvaardt dat een in de punten 1° tot en met 17° bedoelde handeling of bedoeld feit wordt verricht of gehandhaafd op een goed waarop zijn zakelijk recht betrekking heeft.

HOOFDSTUK 2. — *De overtreders*

Art. D.103. Wanneer alle bestanddelen van een strafbaar feit in één persoon aanwezig zijn, pleegt die persoon het strafbare feit, zelfs als die persoon :

1° opdrachtgever;

2° bouwheer;

3° eigenaar van het goed is.

Onder opdrachtgever wordt verstaan, elke natuurlijke of rechtspersoon namens wie een project wordt uitgevoerd.

Onder bouwheer wordt verstaan, elke natuurlijke of rechtspersoon die optreedt namens de opdrachtgever en verantwoordelijk is voor het ontwerp, de uitvoering of het toezicht op de uitvoering ervan.

Strafbare feiten kunnen worden ten laste gelegd van natuurlijke personen of rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht.

HOOFDSTUK 3. — *Voorafgaande waarschuwing en vaststelling*

Art. D.104. § 1. Onverminderd de taken die aan de ambtenaren van de bestuurlijke en gerechtelijke politie toekomen, zijn zij bevoegd om de in artikel D.102 bedoelde inbreuken te onderzoeken en vast te leggen, in voorkomend geval door middel van een proces-verbaal:

1° ambtenaren en technisch personeel van de gemeenten gelegen in het Waals Gewest die hiertoe zijn aangesteld door de gemeenteraad;

2° de ambtenaren en beambten van het Waalse Gewest, opgenomen op de lijst bepaald door de Gouverneur.”

De Regering reikt aan de in paragraaf 1r, 2°, bedoelde vaststellende ambtenaren een document uit waaruit hun hoedanigheid van vaststellend ambtenaar blijkt.

De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van deze paragraaf.

§ 2. Deze vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Zij beslissen zelfstandig en ontvangen geen andere instructies dan algemene instructies op dit gebied.

§ 3. Bij de uitvoering van hun opdrachten zien de vaststellende ambtenaren erop toe dat de middelen die zij gebruiken geschikt en noodzakelijk zijn voor het toezicht op de inachtneming van het Wetboek.

§ 4. De vaststellende ambtenaren zijn verantwoordelijk voor het verwerken van de verzamelde gegevens met het oog op het onderzoeken en vaststellen van de in artikel D.102 genoemde strafbare feiten.

De gegevens die de vaststellende ambtenaren tijdens de uitoefening van hun functie verzamelen, worden bewaard totdat het vermoede of bewezen strafbare feit is verjaard.

Art. D.105. In geval van een overtreding als bedoeld in artikel D.102 kunnen de vaststellende ambtenaren, indien zij dit passend achten, de overtreder een voorafgaande waarschuwing geven en een termijn stellen waarbinnen aan de voorschriften moet worden voldaan. Deze periode mag niet langer zijn dan twee jaar.

De waarschuwing houdt geen vaststelling van de overtreding in de zin van artikel D.106 in.

Wanneer een waarschuwing mondeling wordt gegeven, moet de vastambtenaar deze op straffe van verval binnen vijf werkdagen schriftelijk bevestigen. De Regering kan de vorm en de inhoud van de beslissing tot bekrachtiging vaststellen.

Een afschrift van de voorafgaande schriftelijke waarschuwing of schriftelijke bevestiging wordt naar de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie gestuurd.

Art. D.106. § 1. Een vaststellende ambtenaar kan een proces-verbaal van vaststelling van een overtreding opmaken:

1° wanneer hij een overtreding vaststelt als bedoeld in artikel D.102 en het niet gepast acht om een voorafgaande waarschuwing aan de overtreder te geven;

2° indien hij op het einde van de in artikel D.105, eerste lid, bedoelde termijn vaststelt dat het goed niet in overeenstemming is gebracht;

3° wanneer hij een mondeling bevel tot onderbreking van de werkzaamheden geeft.

Het proces-verbaal beschrijft de vastgestelde overtreding(en) en vermeldt de overtreden bepaling(en) van het Wetboek.

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft.

De Regering bepaalt de vorm en de minimuminhoud van het proces-verbaal en de procedures voor de uitvoering van deze paragraaf.

§ 2. Het proces-verbaal wordt uiterlijk aan de personen bedoeld in lid 3 medegedeeld, dertig dagen te rekenen van :

1° de datum waarop een of meer inbreuken bedoeld in artikel D.102 zijn vastgesteld

in het geval bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 1°;

2° de datum van de vaststelling van de niet-naleving in het geval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°;

3° de datum van ontvangst van het schriftelijk bevel tot onderbreking van de werkzaamheden of van de schriftelijke bevestiging in het geval bedoeld in paragraaf 1r, lid 1, 3°.

Na de in het eerste lid bedoelde termijn kan de overtreding niet meer worden vervolgd op grond van het proces-verbaal opgemaakt door de vaststellende ambtenaar.

Het proces-verbaal wordt aan de volgende personen medegedeeld:

1° aan de overtreder;

2° aan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie

3° aan de gemeente en de gedelegeerd ambtenaar als wordt vastgesteld dat de overtreding een inbreuk vormt op de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Art. D.107. Bij de uitoefening van hun opdracht hebben de vaststellende ambtenaren te allen tijde toegang tot bouwterreinen, bouwwerken, gebouwen, lokalen, installaties, terreinen en elke andere plaats om de nuttige opsporingen en vaststellingen te doen, met uitzondering van plaatsen die een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Indien het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet, mogen de vaststellende beambten er binnentreden met de voorafgaande toestemming van de politierechtbank of voor zover zij de uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming hebben van de persoon die het effectieve genot van de betrokken plaatsen bezit.

Onverminderd de toepassing van de strengere straffen die in de artikelen 269 en 275 van het Strafwetboek zijn bepaald, wordt al wie zich tegen de uitoefening van het hierboven bedoelde recht van huiszoeking heeft verzet, gestraft met een geldboete van 50 tot 1500 euro en een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met slechts één van deze straffen.

Art. D.108. § 1. In de uitoefening van hun opdracht kunnen de vaststellende ambtenaren:

1° alle onderzoeken, nazichten, onderzoekingen uitvoeren en alle gegevens inwinnen die nuttig geacht worden om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit Wetboek in acht genomen worden, wat hen toelaat om:

a) elke persoon te ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor de vervolging van één of meer van de in artikel D.102 bedoelde strafbare feiten;

b) zich kosteloos en ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van te nemen of het tegen ontvangstbewijs mee te nemen;

c) de identiteit van elke persoon te controleren;

d) elke persoon te ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor de vervolging van één of meer van de in artikel D.102 bedoelde strafbare feiten;

2° elke gegevensbank te raadplegen die nuttig is voor het uitvoeren van hun opdracht of voor het verkrijgen van informatie die nodig is voor het uitvoeren van hun opdracht;

3° de nodige administratieve gegevens te raadplegen en een afschrift ervan te nemen, zoals de wettelijk voorgeschreven documenten die de bestuurder van een voertuig in zijn bezit moet hebben en in ruimere zin alle documenten die nuttig zijn voor de identificatie van het voertuig, de bestuurder of de persoon op wiens naam het voertuig staat ingeschreven

4° over te gaan tot vaststellingen door middel van audiovisuele middelen

In de in lid 1 bedoelde gevallen rvermelden de vaststellende ambtenaren, in geval van een verzoek om verstrekking van persoonsgegevens in de zin van de Algemene verordening gegevensbescherming, bij de formulering van hun verzoek het doel van het verzoek en de wettelijke bepalingen ten aanzien waarvan een inbreuk wordt vermoed.

§ 2. Wanneer de vaststellend ambtenaar bij een overtreding, begaan vanuit een motorvoertuig of aan de hand van een motorvoertuig, niet de pleger maar wel de nummerplaat van het voertuig heeft kunnen identificeren, heeft het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding en bevattende de identificering van de nummerplaat van het voertuig bewijskracht dat de overtreding isbegaan door de persoon op wiens naam het voertuig ingeschreven staat bij de voor de inschrijving verantwoordelijke overheid of bij zijn buitenlandse equivalent. Dat vermoeden kan door elk rechtsmiddel omgekeerd worden, met uitzondering van de eed.

In geval van betwisting van het vermoeden door een rechtspersoon deelt laatstgenoemde de identiteit mede van de bestuurder op het ogenblik van de betrokken feiten of, indien zij die niet kent, de identiteit van de persoon die het voertuig onder zich heeft.

§ 3. De vaststellende ambtenaren kunnen bij de uitoefening van hun opdracht een beroep doen op de openbare macht om de in artikel D.102 bedoelde strafbare feiten te onderzoeken en aan te geven.

HOOFDSTUK 4. — *Het bevel tot onderbreking*

Art. D.109. De vaststellende beambten kunnen mondeling en ter plaatse de onderbreking van de werken bevelen, alsmede de stopzetting van het gebruik van het gebouw of van de uitvoering van handelingen of feiten wanneer ze vaststellen dat ze een overtreding vormen in de zin van artikel D.102 of dat ze een in kracht van gewijsde getreden rechtsbeslissing schenden.

Zodra het bevel gegeven is, wordt er een proces-verbaal van vaststelling van de overtreding, zoals vermeld in artikel D.106, opgesteld en overgemaakt. Wanneer dit schriftelijk gebeurt, wordt het proces-verbaal van de overtreding bij het bevel tot onderbreking gevoegd. Wanneer een mondeling bevel ter plaatse wordt gegeven, moet het op straffe van verval van tijd binnen vijf werkdagen worden bevestigd door de verzending van een schriftelijk bevestigingsbeslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of de burgemeester.

Een afschrift van het schriftelijk bevel tot onderbreking of de schriftelijke bevestiging wordt naar de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie gestuurd. De Regering kan de vorm en de inhoud van de beslissing tot bekrachtiging vaststellen.

Art. D.110. De vaststellende ambtenaren zijn gerechtigd tot het treffen van alle maatregelen, verzegeling inbegrepen, om te voorzien in de onmiddellijke toepassing van het bevel tot onderbreking, van de bekrachtigingsbeslissing of in voorkomend geval, van de beschikking van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

De vaststellende ambtenaren kunnen de overtreder ook bevelen om voorlopige handelingen en werken uit te voeren of voorlopige maatregelen te nemen die geen verdere administratieve toelatingen vereisen in het kader van andere administratieve ordehandhavingen, om de bescherming, het behoud of de geïntegreerde bewaring te garanderen van het Waalse erfgoedelement dat door de overtreding isgetroffen.

De handelingen en werken de voorlopige maatregelen worden, op straffe van verval van tijd, binnen vijf werkdagen, bevestigd door de verzending van een schriftelijke bevestigingsbeslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

Eenieder die handelingen en werkzaamheden voortzet of een handeling pleegt in strijd met het bevel tot onderbreking, de schriftelijke bevestigingsbeslissing of de beschikking van de president van de rechtbank van eerste aanleg, of die geen gevolg geeft aan de in het bevel tot onderbreking of de schriftelijke bevestigingsbeschikking vervatte bevelen, wordt, naast de straffen die zijn bepaald voor de in artikel D.102 bedoelde strafbare feiten, gestraft met een geldboete van 50 tot 5.000 euro en een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar, of met slechts één van deze straffen.

Art. D.111. De belanghebbende kan het Waals Gewest in kort geding verzoeken om opheffing van het bevel tot onderbreking en de daarmee verband houdende bevelen en maatregelen bedoeld in artikel D.109 of het bevel tot het verrichten van voorlopige handelingen en werken of tot het nemen van voorlopige maatregelen bedoeld in artikel D.110, lid 2.

Het verzoek wordt gebracht voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waar de overtredingen zijn gepleegd. De artikelen 1035 tot 1041 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op de indiening en de behandeling van de aanvraag.

HOOFDSTUK 5. — *Vervolging van de overtreding*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. D.112. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie beslist of de overtreding wordt vervolgd.

Aan het einde van de procedure kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie :

1° voorstellen de overtreding te regulariseren door middel van een verzoek tot regularisatie en een dading, op voorwaarde dat het gaat om een van de overtredingen vermeld in artikel D.102, 1°, 3°, 4°, 6°, 7° en 8°;

2° de betaling van een administratieve geldboete opleggen;

3° één of meer restitutiemaatregelen opleggen.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan op basis van één en hetzelfde proces-verbaal, afhankelijk van de omstandigheden van het geval, één of meer van de in lid 2 vermelde maatregelen uitvoeren, zodat de impact van de inbreuk op het Waalse erfgoed volledig en adequaat wordt hersteld.

Art. D.113. § 1. Wanneer de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie besluit om een procedure aan te vatten, zal hij de overtreder op de hoogte stellen van:

- 1° de feiten waarvoor de administratieprocedure is aangevat;
- 2° de maatregelen bedoeld in artikel D.112, tweede lid, 1° tot en met 3°, die kunnen worden toegepast;
- 3° de mogelijkheid om, per aangetekende brief of op een andere wijze die een zekere datum oplevert, de gronden van het verweer schriftelijk uiteen te zetten en te verzoeken om te worden gehoord teneinde ze mondeling toe te lichten;
- 4° het feit dat de overtreder zich kan laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze;
- 5° zijn recht op inzage in zijn dossier.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie brengt de overtreder op de hoogte van de beslissing om de overtreder te vervolgen, niet later dan zestig dagen nadat het proces-verbaal is verzonden. Na de in het eerste lid bedoelde termijn kan de overtreder niet meer worden vervolgd op grond van het proces-verbaal opgemaakt door de vaststellende ambtenaar.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stuurt de overtreder eveneens een afschrift van het proces-verbaal van de overtreder, samen met een uittreksel van de wettelijke of reglementaire bepalingen die zijn overtreder betreffen.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het schriftelijk verweer of het verzoek tot mondeling verweer bedoeld in het eerste lid, 3°, meegedeeld binnen dertig dagen na de dag van ontvangst van de beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

In geval van een verzoek tot mondelinge verdediging bepaalt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie de dag en het tijdstip waarop de overtreder of de daartoe aangewezen persoon wordt uitgenodigd om mondeling verweer te voeren. Er wordt proces-verbaal van het verhoor van de overtreder opgemaakt, ondertekend door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie of diens afgevaardigde en door de overtreder of diens vertegenwoordiger. Indien de overtreder het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

§ 2. De inspecteur-generaal van de erfgoeddienst, of zijn afgevaardigde, kan de volgende documenten bezorgen aan elke persoon wiens subjectieve rechten door de overtreder zijn aangetast:

- 1° een afschrift van het proces-verbaal van vaststelling;
- 2° een afschrift van de beslissing tot het inleiden van een administratieve procedure bedoeld in § 1.

§ 3. Na afloop van de procedure kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie beslissen om het dossier zonder gevolg af te sluiten of om één of meer van de maatregelen bedoeld in artikel D.112, tweede lid, 1° tot 3°, uit te voeren. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie maakt zijn beslissing bekend:

- 1° binnen een termijn van honderdtachtig dagen te rekenen van de vervaltermijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, wanneer de overtreder het recht om zijn verweer mondeling te doen niet heeft gebruikt;
- 2° binnen een termijn van honderdtachtig dagen te rekenen van de dag waarop de overtreder of de daartoe gemandateerde persoon het mondeling verweer heeft gevoerd, wanneer de overtreder gebruik heeft gemaakt van zijn recht om zijn verdediging mondeling te voeren.

De beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie vermeldt in voorkomend geval de mogelijkheid om een beroep in te dienen krachtens artikelen D.117 en D.120.

Bij gebreke van kennisgeving van de beslissing binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, wordt geen van de maatregelen bedoeld in artikel D.112, tweede lid, 1° tot 3°, ten uitvoer gelegd op basis van het proces-verbaal van overtreder opgesteld door de vaststellende ambtenaar.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie, of zijn afgevaardigde, kan de in lid 1 bedoelde beslissing toezenden aan eenieder wiens subjectieve rechten door de inbreuk worden aangetast.

§ 4. De beslissing tot het opleggen van een van de maatregelen, vermeld in artikel D.112, tweede lid, 2° en 3°, is uitvoerbaar na het verstrijken van een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag van de ontvangst ervan door de overtreder, behalve in geval van beroep ingesteld krachtens de artikelen D.117 en D.120.

Afdeling 2. — Regularisatie

Art. D.114. § 1. De overtredingen bedoeld in artikel D.102, 1°, 3°, 4°, 6°, 7° en 8°, kunnen het voorwerp uitmaken van een verzoek tot regularisatie op voorwaarde dat dit passend is voor het erfgoed. Het doel van regularisatie is om :

- 1° een machtiging inzake erfgoed toe te kennen in geval van een overtreder bedoeld in artikel D.102, 1°, 3°, 4°, 6° en 7°;
- 2° een machtiging als bedoeld in artikel D.65 in geval van een overtreder als bedoeld in artikel D.102, 8°.

Het in lid 1 bedoelde verzoek om regularisatie wordt ingediend en behandeld overeenkomstig de bepalingen van titel 3, hoofdstuk 2, of titel 4, hoofdstuk 4, van het Wetboek.

§ 2. Voorafgaand aan de indiening van het verzoek tot regularisatie bedoeld in paragraaf 1, stelt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie een dading voor aan de overtreder overeenkomstig de nadere regels vastgelegd in artikel D.115.

De toestemming die is verleend in het kader van een verzoek tot regularisatie van een overtreder overeenkomstig paragraaf 1 is pas uitvoerbaar nadat het bedrag van de dading volledig is betaald. Als het bedrag van de dading niet binnen de gestelde termijn is betaald, vervalt de toelating.

§ 3. Indien de toelating die wordt gevraagd als onderdeel van een aanvraag tot regularisatie overeenkomstig lid 1 niet wordt verleend na afloop van de onderzoeksprocedure, kan de overtreder niet worden geregulariseerd en kan ze worden onderworpen aan een maatregel bedoeld in artikel D.112, tweede lid, 2° of 3°.

Art. D.115. § 1. Er is sprake van een dading als de toestemming die is aangevraagd als onderdeel van de regularisatieaanvraag als bedoeld in artikel D.114 wordt verleend.

De dading wordt getroffen via de betaling van een geldsom waarvan het bedrag bepaald wordt volgens de door de inspecteur-generaal van de vastgoedadministratie vastgelegde regels, zonder dat dit bedrag minder mag bedragen dan tweehonderdvijftig euro of meer dan honderd duizend euro.

Wanneer de dadingbetrekking heeft op een onroerend goed dat deel uitmaakt van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië, worden de in paragraaf 2 vermelde bedragen verdubbeld.

De in het tweede lid bedoelde bedragen worden verdubbeld als de overtreding is begaan binnen twee jaar na kennisgeving door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie van de beslissing tot het opleggen van een maatregel bedoeld in artikel D.112, tweede lid, overeenkomstig artikel D.113, § 3.

De Regering kan bepalen hoe het bedrag van de dading wordt vastgesteld.

§ 2. De storting van het bedrag van de dading geschiedt:

1° ofwel in handen van de financieel directeur van de gemeente indien de overtreding is vastgesteld door de ambtenaren van gerechtelijke politie of de vaststellende ambtenaren bedoeld in artikel D.104, 1° en 1°;

2° in handen van de Ontvanger der Registratie op een speciale rekening van de begroting van de erfgoedadministratie wanneer de overtreding wordt vastgesteld door de ambtenaren bedoeld in artikel D.104, § 1, 2°.

Door de betaling van het volledige bedrag van de dading vervalt het recht om elke andere schadevergoeding te eisen voor de handelingen en feiten die het voorwerp uitmaakten van de dading, met uitzondering van de verplichting om een van de restitutiemaatregelen bedoeld in artikel D.119, § 1, eerste lid, 2° tot en met 4°, uit te voeren om een passende compensatie mogelijk te maken voor de impact van de overtreding op het Waalse erfgoed.

Indien de dading niet binnen drie maanden na het verzoek van de overtreder is betaald, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig dit hoofdstuk. Deze periode kan op verzoek van de overtreder worden verlengd tot maximaal achttien maanden, waarbij de betalingen worden gespreid.

Afdeling 3. — De administratieve geldboete

Art. D.116. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan beslissen om de overtreder een administratieve boete op te leggen wanneer :

1° een terugkeer naar de vroegere toestand onmogelijk of ongepast is;

2° de regularisatie van de overtreding onmogelijk of ongepast is.

Het bedrag van de administratieve geldboete staat in verhouding tot de ernst van de overtreding en wordt vastgesteld door de inspecteur-generaal van de vastgoedadministratie, zonder dat dit bedrag minder mag bedragen dan tweehonderdvijftig euro of meer dan honderd duizend euro.

Wanneer de overtreding betrekking heeft op een onroerend goed dat deel uitmaakt van het uitzonderlijk erfgoed van Wallonië, worden de in paragraaf 2 vermelde bedragen verdubbeld.

De in het tweede lid bedoelde bedragen worden verdubbeld als de overtreding is begaan binnen twee jaar na kennisgeving door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie van de beslissing tot het opleggen van een maatregel bedoeld in artikel D.112, tweede lid, overeenkomstig artikel D.113, § 3.

De Regering kan bepalen hoe het bedrag van de administratieve geldboete wordt vastgesteld.

Art. D.117. Tegen de beslissing bedoeld in artikel D.116 kan de overtreder op straffe van uitsluiting binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel D.113, § 3, beroep instellen bij de correctionele afdeling van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar het strafbare feit is gepleegd.

Wanneer de beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie niet de in artikel D.113, § 3, tweede lid, bedoelde vermelding bevat, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn verlengd tot zes maanden.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de aanvrager, de aangevochten beslissing en de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

Een afschrift van het verzoekschrift wordt door de overtreder op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

De rechtbank van eerste aanleg doet uitspraak over de geldigheid van de administratieve boete. Bovendien kan hij zelf het bedrag van de administratieve geldboete vaststellen.

De rechtbank van eerste aanleg die het beroep behandelt, kan gebruik maken van de bepalingen van de wet van 29 juni 1964 betreffende opschorting, voorwaardelijke veroordeling en probatie.

Art. D.118. De administratieve geldboete wordt betaald in handen van de ontvanger der registratie en gestort op een speciale rekening van de begroting van de erfgoedadministratie.

Door de betaling van het volledige bedrag van de administratieve geldboete vervalt het recht om elke andere schadevergoeding te eisen voor de handelingen en feiten die het voorwerp uitmaakten van de administratieve geldboete, met uitzondering van de verplichting om een van de restitutiemaatregelen bedoeld in artikel D.119, § 1, eerste lid, 2° tot en met 4°, uit te voeren om een passende compensatie mogelijk te maken voor de impact van de overtreding op het Waalse erfgoed.

Afdeling 4. — De restitutiemaatregelen.

Art. D.119. § 1. De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie kan de overtreder een of meer van de volgende restitutiemaatregelen opleggen:

1° alle maatregelen opleggen die een terugkeer naar de vroegere toestand mogelijk maken; 2° handelingen en werken uitvoeren, al dan niet onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning, die het mogelijk maken om de negatieve impact van de overtreding op de erfgoedwaarde van het eigendom dat het voorwerp uitmaakte van de overtreding te compenseren, met respect voor de goede ontwikkeling van de site;

3° de archeologische voorwerpen die het voorwerp uitmaken van de overtreding om niet en in volle eigendom over te dragen aan het Waals Gewest;

4° tot maximaal vijftig procent van de kosten overnemen voor één of meer archeologische operaties uitgevoerd door de erfgoedadministratie.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, legt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie aan de overtreder de technische voorschriften, voorwaarden, instructies en vereisten op waaraan de als restitutiemaatregel opgelegde handelingen en werken moeten voldoen, alsook de eventuele plannen waaraan de overtreder moet voldoen.

In het geval bedoeld in lid 1, 4°, legt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie aan de overtreder de praktische modaliteiten op voor de uitvoering van de archeologische werkzaamheden.

De inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie legt een termijn op waarbinnen de overtreder :

1° zorgt voor de terugkeer naar de vroegere toestand;

2° indien nodig, een vergunning aanvraagt om de als restitutie opgelegde werken uit te voeren;

3° alle handelingen en werken uitvoert die niet onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning;

4° de archeologische voorwerpen die het voorwerp uitmaken van de overtreding inlevert bij de erfgoedadministratie;

5° het bedrag betaalt dat nodig is om de archeologische werkzaamheden van de erfgoedadministratie te financieren.

Voor de handelingen en werken die moeten worden uitgevoerd als onderdeel van een restitutiemaatregel als bedoeld in lid 1r opgelegd door de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie is geen erfgoedvergunning nodig. De beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie stelt de overtreder niet vrij van het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning als een dergelijke vergunning vereist is volgens de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. Aan het einde van de overeenkomstig paragraaf 1, lid 4, vastgestelde periode legt de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie, of zijn afgevaardigde, de uitvoering van de compensatiemaatregelen overeenkomstig zijn beslissing vast in een proces-verbaal van vaststelling. Behoudens bewijs van het tegendeel dient enkel het proces-verbaal van vaststelling als bewijs van de reparatie en de reparatiedatum.

Indien de restitutiemaatregelen niet binnen de opgelegde termijn worden uitgevoerd, of indien zij niet worden uitgevoerd overeenkomstig de technische voorschriften, instructies, voorwaarden of het plan dat is opgenomen in de in lid 1 bedoelde beslissing, of indien de bevoegde autoriteit weigert een stedenbouwingvergunning te verlenen, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie ofwel:

1° voorzien in de uitvoering van de restitutiemaatregelen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, op voorwaarde dat deze maatregelen niet bestaan in het uitvoeren van handelingen en werken waarvoor vooraf een stedenbouwkundige vergunning is vereist;

2° een inbeslagneming verrichten met het oog op de teruggavemaatregelen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3° en 4°;

3° de procedure voortzetten overeenkomstig artikel D.122.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 1°, is de overtreder verplicht alle kosten van tenuitvoerlegging te vergoeden op voorlegging van een door de beslagrechter begrote en uitvoerbaar verklaarde staat.

Art. D.120. Tegen de beslissing bedoeld in artikel D.119, § 1, kan de overtreder op straffe van uitsluiting binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel D.113, § 3, beroep instellen bij de correctionele afdeling van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar het strafbare feit is gepleegd.

Wanneer de beslissing van de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie niet de in artikel D.113, § 3, tweede lid, bedoelde vermelding bevat, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn verlengd tot zes maanden.

Het beroep wordt ingediend d.m.v. een verzoekschrift bij de correctionele rechtbank van de plaats waar de overtreding is begaan.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de verzoeker, de aangevochten beslissing, de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

Een afschrift van het verzoekschrift wordt door de overtreder op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie.

De rechtbank van eerste aanleg doet uitspraak over de geldigheid van de restitutiemaatregel. Bovendien kan hij zelf het bedrag van de administratieve geldboete vaststellen.

De rechtbank van eerste aanleg die het beroep behandelt, kan gebruik maken van de bepalingen van de wet van 29 juni 1964 betreffende opschorting, voorwaardelijke veroordeling en probatie.

Art. D.121. Voor het uitvoeren van handelingen en werken na de uitvoering van een restitutiemaatregel opgelegd krachtens artikel D.119, § 1, eerste lid, 1°, 2° of 4°, die geen betrekking heeft op de restitutiemaatregel zelf, moet vooraf een erfgoedvergunning overeenkomstig artikel D.34 worden verkregen.

Afdeling 5. — Vervolging voor de burgerlijke rechtbank

Art. D.122. In de gevallen bedoeld in de artikelen D.115, § 2, derde lid, en D.119, § 2, tweede lid, 3°, kan de inspecteur-generaal van de erfgoedadministratie voor de burgerlijke afdeling van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de overtreding is gepleegd, vervolging instellen voor :

1° het herstellen van de plaats in de vroegere toestand of de staking van de wederrechtelijke activiteit of het wederrechtelijke gebruik;

2° de uitvoering van werken of inrichtingswerken voor zover de handelingen en werken of de te handhaven handelingen en werken en de uit te voeren werken of inrichtingswerken het gewestplan en de normen van de leidraad voor gewestelijke stedenbouw naleven of de voorwaarden m.b.t. de afwijking van het gewestplan of de normen van de leidraad voor gewestelijke stedenbouw naleven;

3° de archeologische voorwerpen die het voorwerp uitmaken van de overtreding om niet en in volle eigendom overdragen aan het Waals Gewest;

4° het uitvoeren door de erfgoedadministratie van één of meer archeologische werkzaamheden op kosten van de veroordeelde.

De beslissing van de rechtbank van eerste aanleg, in het geval bedoeld in lid 1, 2°, stelt de overtreder niet vrij van het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, een bebouwingsvergunning, een milieuvergunning, een bedrijfsvergunning, een vergunning voor een handelsvestiging of een geïntegreerde vergunning als een dergelijke vergunning vereist is volgens de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen.

HOOFDSTUK 6. — Strafbare feiten gepleegd door minderjarigen

Art. D.123. Wanneer een overtreding bedoeld in artikel D.102 wordt gepleegd door een minderjarige, wordt zij enkel vervolgd tegen personen die het ouderlijk gezag hebben.

HOOFDSTUK 7. — Rechten van de derden en diverse bepalingen

Art. D.124. De rechten van de derde benadeelde, die samen met de openbare overheid of afzonderlijk optreedt, zijn in geval van rechtstreeks herstel beperkt tot de door de bevoegde overheid gekozen wijze van herstel, onverminderd het recht om vergoeding van schade te eisen van de veroordeelde.

Art. D.125. Wanneer openbare besturen of derden wegens het in gebreke blijven van de veroordeelde genoopt zijn in de tenuitvoerlegging van het vonnis te voorzien, wordt de daaruit te hunnen bate voortvloeiende schuldvordering gewaarborgd door een wettelijke hypotheek, die ingeschreven, vernieuwd, verminderd of geheel of gedeeltelijk doorgehaald wordt overeenkomstig het bepaalde in de hoofdstukken IV en V van de wet van 16 december 1851 betreffende de herziening van het hypotheekstelsel.

Die waarborg dekt ook de schuldvordering ten gevolge van de kosten der hypothecaire formaliteiten, die door hen zijn voorgeschoten en die ten laste van de veroordeelde komen.

TITEL 10. — *Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen*

Art. D.126. § 1. De Commissie richt een pluridisciplinair en onafhankelijk wetenschappelijk adviescollege op, waarvan de leden door de Regering worden aangewezen naar gelang van hun deskundigheid en hun ervaring inzake erfgoed.

§ 2. De Commissie:

- 1° richt algemene aanbevelingen inzake bescherming en ontwikkeling van het erfgoed aan de Regering ;
- 2° verstrekt de adviezen en de gemotiveerde voorstellen, die op basis van het Wetboek worden aangevraagd;
- 3° verstrekt de gemotiveerde adviezen, die op grond van andere juridische bepalingen i.v.m. het erfgoed aangevraagd worden;
- 4° brengt op verzoek van de Regering advies uit over elk voorontwerp van decreet of ontwerp van besluit betreffende het erfgoed;
- 5° draagt bij tot de uitwerking van het in artikel 1 bedoelde verslag;
- 6° draagt bij tot de uitvoering van de in artikel 83, 1°, bedoelde opdracht.

7° maakt een jaarlijks verslag van haar opdrachten en activiteiten op, dat op internet te raadplegen is.

Het jaarlijkse verslag, bedoeld in lid 1, 7°, wordt door de voorzitter van de commissie overgemaakt aan het Parlement en aan de Regering vóór het einde van het eerste semester van het volgende jaar overgemaakt.

De Waalse Regering kan de opdrachten van de Commissie aanvullen. Art. D.127. De Commissie bestaat uit :

- 1° een bureau;
- 2° drie afdelingen, namelijk een afdeling toegespitst op monumenten en architectonische ensembles, een afdeling toegespitst op sites en een afdeling toegespitst op archeologie;
- 3° gespecialiseerde leden.

De algemene vergadering verenigt het geheel van de leden van de commissie en wordt voorgezeten door de voorzitter van de commissie.

De Commissie heeft een secretariaat. Het secretariaat wordt verzorgd in overeenstemming met artikel 4,

§ 3, van het decreet van 25 mei 1983 betreffende de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

De Regering kan regels vaststellen voor de samenstelling van het bureau en de benoeming van het secretariaat van de Commissie.

Art. D.128. § 1. De Commissie bestaat uit maximum zeventig leden die door de Waalse Regering worden benoemd voor een verlengbare termijn van vijfjaar. De leden worden aangewezen na een oproep tot kandidaten, op basis van hun ervaring die ze hebben opgedaan door regelmatige, huidige of vroegere activiteiten op het gebied van erfgoed.

§ 2. Onder de commissieleden wijst de Regering de volgende personen aan voor een verlengbaar mandaat van vijf jaar:

- 1° de voorzitter van de commissie;
- 2° de drie ondervoorzitters, elk voor een van de afdelingen bedoeld in artikel D.127, eerste lid, 2°.

§ 3. Op voorstel van de Minister voorziet de Regering in de vervanging van het ontslagnemende lid voor het beëindigen van diens mandaat.

§ 4. De Regering legt de procedures vast voor de oproep tot kandidaten, de benoeming van de leden, hun toewijzing binnen elke afdeling, alsook het aantal en de verdeling van de gespecialiseerde leden.

Art. D.129. De Regering bepaalt de regels voor de werking van de commissie, de algemene vergadering, het bureau en haar afdelingen.

Art. D.130. Er wordt een toewijzing gedaan aan de Waalse Economische, Sociale en Milieuraad om de werkingskosten van de Commissie te dekken. Deze subsidie dekt onder andere personeelskosten, publicatiekosten en kosten voor deelname aan en samenwerking bij verschillende evenementen. Zij dekt ook de vergoedingen voor bestuurders, reiskosten in het kader van hun opdrachten en uitgaven.

De Minister bepaalt de aard, het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de emolumenten, met inbegrip van de presentiegelden, die aan de leden worden verleend. De leden genieten de reiskosten en de vergoedingen die krachtens de Ambtenarencode voorzien worden voor de personeelsleden van de diensten van de Regering.

TITEL 11. — *Gewestelijke eigendommen*

Art. D.131. In overeenstemming met de bepalingen die ze aanneemt, zorgt de Regering voor de opwaardering van alle of een deel van de geklasseerde of gelijkgestelde eigendommen of eigendommen die opgenomen zijn in de gewestelijke erfgoedinventaris en die binnen het domein van het Waals Gewest vallen en door de Regering aangeduid zijn.

De opwaardering bedoeld in het eerste lid bestaat minstens in:

- 1° het opzetten van projecten voor de restauratie, de toewijzing of nieuwe toewijzing van die goederen;
- 2° het verzekeren van de promotie, de toegang en het onthaal van het publiek tot deze eigendommen ;
- 3° het verrichten van de investeringen die onontbeerlijk zijn voor de concretisering van de projecten bedoeld in punt 2° en, in voorkomend geval, het rechtstreekse of overgedragen bouwheerschap over die investeringen;
- 4° in voorkomend geval in samenwerkingsverband, het exploiteren of laten exploiteren van die goederen nadat die investeringen eenmaal verricht zijn;
- 5° het organiseren of laten organiseren van openbare manifestaties op of in die goederen en het uitgeven of laten uitgeven van publicaties daaroveruitgeven of laten uitgeven;

6° het innen en opnieuw toewijzen, op deze goederen, van de eventuele inkomsten die met hun beheer of de manifestaties verband houden, .

Met het oog op de in de leden 1 en 2 bedoelde opwaardering kunnen overeenkomsten worden gesloten om de actieradius van elk van de betrokken regionale besturen af te bakenen ten aanzien van de goederen die zijn opgenomen in de door de Regering opgestelde lijst.

Art. D.132. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een jaarlijkse exploitatiesubsidie toekennen aan de natuurlijke personen of rechtspersonen aan wie zij de exploitatie van de in artikel D.131, lid 1, bedoelde activa toevertrouwt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel.

Art. D.133. In het geval van een project voor de overdracht van een geklasseerd goed of een goed dat opgenomen is in de gewestelijke erfgoedinventaris en dat binnen het domein van het Gewest valt, wordt het advies ingewonnen van de dienst die door de Regering werd aangeduid.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel.”.

TITEL 12. — *Nationale en internationale samenwerking*

Art. D.134. Onverminderd de regels met betrekking tot het sluiten van en instemmen meinternationale verdragen, bepaalt de Regering welke dienst verantwoordelijk is voor de vertegenwoordiging van het Waals Gewest in het kader van nationale of internationale samenwerking op het vlak van erfgoed in het kader van nationale of internationale projecten.

De dienst aangewezen door de Regering heeft geen enkele bevoegdheid om het Waals Gewest juridisch te binden op nationaal of internationaal niveau.

De vertegenwoordigingsopdracht, bedoeld in het eerste lid, kan gepaard gaan met een financiële bijdrage van de door de Regering aangewezen dienst.

De Regering kan de voorwaarden met betrekking tot de vertegenwoordigingsopdracht, bedoeld in het eerste lid, vaststellen. ”.

Afdeling 2 — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 2. Artikel 19, lid 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt aangevuld met 6° en 7° luidend als volgt :

”6° als, in de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen geldige erfgoedvergunning bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag;

”7° als, in de gevallen bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen voorafgaand erfgoedadvies bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag”.

Art. 3. In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt tussen het tweede en het derdelid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

” Op dezelfde dag stuurt hij naar de gemeente waar de aanvraag is ingediend een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd als tegelijk aan volgende voorwaarden is voldaan:

1° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, geen voorwerp hebben uitgemaakt van een erfgoedvergunning overeenkomstig artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, of van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek;

2° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben betrekking op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart en betreffen handelingen en werken die vallen onder artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 5°, 9° en 10° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

3° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft geen beperkte impact krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, vereisen de verplichte tussenkomst van een architect krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ”.

Art. 4. Artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt aangevuld met volgend lid :

”In afwijking van het eerste lid is de aanvraag niet-ontvankelijk en wordt de procedure niet voortgezet indien de aanvraag niet de documenten bedoeld in artikel 19, tweede lid, 6° en 7°, bevat. ”.

Art. 5. In artikel 30, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt een lid ingevoegd tussen de leden 2 en 3, luidend als volgt:

”De technisch ambtenaar wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgavingen in de gevallen bedoeld in artikel D.IV.35 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ”.

Art. 6. Artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet, laagewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de erfgoedadministratie krachtens artikel 30;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 7. In artikel 40 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij artikel 85 van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en diverse decreten betreffende afvalstoffen en milieuvergunningen, wordt een paragraaf 7^{ter} ingevoegd, luidende als volgt:

“§ 7^{ter}. Wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de Regering in haar beslissing de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies, tenzij de erfgoedadministratie daar vooraf schriftelijk mee instemt.”.

Art. 8. Artikel 45 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 1, luidend als volgt:

“§ 1/1. Wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies.”.

Art. 9. Artikel 53 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. De uitvoering van de vergunning kan onderworpen worden aan de uitvoering van archeologische verrichtingen overeenkomstig de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek.”.

Art. 10. In artikel 81, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de woorden “of op onroerende goederen die opgenomen zijn op de monumentenlijst of op de beschermingslijst, of voorlopig aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst zijn onderworpen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek” opgeheven.

Art. 11. Artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt aangevuld met een punt 6° en een punt 7°, luidend als volgt:

“6° in de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen geldige erfgoedvergunning bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag;

“7° als in de gevallen bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen voorafgaand erfgoedadvies van de erfgoedadministratie bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag”.

Art. 12. Artikel 88 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid is de aanvraag niet-ontvankelijk en wordt de procedure niet voortgezet indien de aanvraag niet de documenten bedoeld in artikel 85, tweede lid, 6° en 7°, bevat.”.

Art. 13. Artikel 91 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt gewijzigd als volgt:

a) 2° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“Op dezelfde dag stuurt hij een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd aan de erfgoedadministratie als tegelijk aan volgende voorwaarden is voldaan:

1° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben geen voorwerp uitgemaakt van een erfgoedvergunning overeenkomstig artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, of van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van hetzelfde wetboek;

2° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben betrekking op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart en betreffen handelingen en werken die vallen onder artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 5°, 9° en 10° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

3° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft geen beperkte impact krachtens artikel D.IV.1, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, vereisen de verplichte tussenkomst van een architect krachtens artikel D.IV.1, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.”;

b) tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De technisch ambtenaar wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen overeenkomstig artikel D.IV.35 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.”.

Art. 14. In artikel 93 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 4 wordt aangevuld als volgt:

“De uitvoering van de vergunning kan onderworpen worden aan de uitvoering van archeologische verrichtingen overeenkomstig de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek.”;

b) 2° het paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek of wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of van het voorafgaand archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies.

Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de erfgoedadministratie krachtens artikel 91;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”;

2° in paragraaf 3 wordt, tussen het negende en het tiende lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een geklasseerd of een gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor een erfgoedvergunning werd afgeleverd, en een impact hebben op de geklasseerde of gelijkgestelde delen van dit goed, wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd overeenkomstig artikel D.52 van hetzelfde Wetboek. Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een project dat het voorwerp uitmaakte van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt een nieuw voorafgaand archeologisch advies aangevraagd overeenkomstig artikel D.63 van hetzelfde Wetboek. ”.

Art. 15. In artikel 95 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt een paragraaf 7ter, luidend als volgt:

”§ 7ter. De Regeringsbeslissing neemt, in voorkomend geval, de conclusies van de erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 of van het voorafgaandelijke archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek integraal over

en voldoet aan de inhoud van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies, behalve met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de erfgoedadministratie. ”.

Afdeling 3 — Wijzigingen in het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

Art. 16. In artikel 10, eerste lid, 2°, van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden *a)* en *b)* vervangen door wat volgt:

”*a)* in een goed dat geklasseerd of gelijkgesteld is als monument of architectonisch ensemble in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;

b) in een goed opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek.”.

Afdeling 4 — Wijzigingen in het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen

Art. 17. Artikel 32bis, tweede lid, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen wordt aangevuld met een punt 4° en een punt 5°, luidend als volgt:

”4° als in de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen geldige erfgoedvergunning bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag;

”5° als in de gevallen bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, de vergunningsaanvraag geen voorafgaand erfgoedadvies van de erfgoedadministratie bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag ”.

Art. 18. Artikel 33, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Op dezelfde dag stuurt hij een afschrift van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd aan de erfgoedadministratie als tegelijk aan volgende voorwaarden is voldaan:

1° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben geen voorwerp uitgemaakt van een erfgoedvergunning overeenkomstig artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, of van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van hetzelfde wetboek;

2° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben betrekking op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart en betreffen handelingen en werken die vallen onder artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 5°, 9° en 10° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

3° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft geen beperkte impact krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, vereisen de verplichte tussenkomst van een architect krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ”.

Art. 19. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”In afwijking van het eerste lid is de aanvraag niet-ontvankelijk en wordt de procedure niet voortgezet indien de aanvraag niet de documenten bedoeld in artikel 32, tweede lid, 4° en 5°, bevat. ”.

Art. 20. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De bevoegde overheid wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen in de gevallen bedoeld in artikel D.IV.35 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ”.

Art. 21. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

”§ 4. Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een geklasseerd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor een erfgoedvergunning werd afgeleverd, en een impact hebben op de geklasseerde of gelijkgestelde delen van dit goed, wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd overeenkomstig artikel D.52 van hetzelfde Wetboek.

Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand advies krachtens artikel D.62

§ 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt een nieuw voorafgaand archeologisch advies gevraagd krachtens artikel D.63 van hetzelfde Wetboek. ”.

Art. 22. Artikel 45, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de erfgoedadministratie krachtens artikel 38;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 23. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de Regering in haar beslissing de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies, tenzij de erfgoedadministratie daar vooraf schriftelijk mee instemt. ”.

Art. 24. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 1/1. Wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies. ”;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 3. De uitvoering van de vergunning kan onderworpen worden aan de uitvoering van archeologische verrichtingen overeenkomstig de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 25. In artikel 53 van hetzelfde decreet worden de woorden ”, en onder voorbehoud van artikel

D.70 van het Waalse Erfgoedwetboek,” ingevoegd tussen de woorden ”101,

§ 3,” en ”wordt de beslissing”.

Art. 26. In artikel 83, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 april 2018, worden de woorden ”van de projecten bedoeld in artikel D.IV.25 van het Wetboek waarvan de stedenbouwkundige vergunning door de Regering wordt afgegeven en van de projecten met betrekking tot de onroerende goederen bedoeld in artikel D.IV.17, eerste lid, 3°, van het Wetboek” [1, [2 onroerende goederen die opgenomen zijn op de monumentenlijst of op de beschermingslijst, of voorlopig aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst zijn onderworpen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek” vervangen door de woorden ”en van de projecten bedoeld in artikel D.IV.25 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening waarvan de stedenbouwkundige vergunning door de Regering is verstrekt”.

Art. 27. Artikel 84, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt aangevuld met volgende zinnen :

”De aanvraag bevat de erfgoedvergunning bedoeld in artikelen D.47 en D.48 van het Waalse Erfgoedwetboek wanneer het project dat het voorwerp uitmaakte van de geïntegreerde vergunningsaanvraag een voorafgaande vergunning vereist krachtens artikel D.34 van hetzelfde Wetboek. De aanvraag bevat het voorafgaand archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek wanneer het project dat het voorwerp uitmaakte van de geïntegreerde vergunningsaanvraag een voorafgaand archeologisch advies vereist krachtens artikel D.62, § 1, van hetzelfde Wetboek. ”.

Art. 28. Artikel 87 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet an 24 april 2014, wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

”§ 4. Op dezelfde dag stuurt de ambtenaar belast met de handelsvestigingen een afschrift van zijn beslissing aan de erfgoedadministratie als tegelijk aan volgende voorwaarden is voldaan:

1° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben geen voorwerp uitgemaakt van een erfgoedvergunning overeenkomstig artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, of van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van hetzelfde wetboek;

2° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, hebben betrekking op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart en betreffen handelingen en werken die vallen onder artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 5°, 9° en 10° van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

3° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft geen beperkte impact krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

4° de handelingen en werken waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft, vereisen de verplichte tussenkomst van een architect krachtens artikel D.IV.I, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ”.

Art. 29. Artikel 88 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”In afwijking van het eerste lid is de aanvraag niet-ontvankelijk en wordt de procedure niet voortgezet indien de aanvraag niet de documenten bedoeld in artikel 84, § 2, bevat. ”.

Art. 30. Artikel 90 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid:

"De ambtenaar belast met de handelsvestigingen wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen overeenkomstig artikel D.IV.35 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. "

Art. 31. Artikel 96, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt gewijzigd als volgt:

a) het vierde lid wordt aangevuld met volgende volzin :

"De uitvoering van de vergunning kan onderworpen worden aan de uitvoering van archeologische verrichtingen overeenkomstig de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek. "

b) de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

c) "Wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies.

Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de erfgoedadministratie krachtens artikel 90;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. "

Art. 32. In artikel 97 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4/1. Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor een erfgoedvergunning werd afgeleverd, en een impact hebben op de geklasseerde of gelijkgestelde delen van dit goed, wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd overeenkomstig artikel D.52 van hetzelfde Wetboek.

Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand advies krachtens artikel D.62

§ 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt een nieuw voorafgaand archeologisch advies gevraagd krachtens artikel D.63 van hetzelfde Wetboek. "

Art. 33. Artikel 101, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de Regering in haar beslissing de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies, tenzij de erfgoedadministratie daar vooraf schriftelijk mee instemt. "

Afdeling 5 — Wijzigingen in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Art. 34. In artikel D.IV.1 van het Waals Landbouwwetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt 3° opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) 2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

"De Regering kan, voor de geklasseerde of gelijkgestelde goederen gelegen in een beschermingsgebied, met stippen opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed, of in het klein volkspatrimonium, vrijstellingen van de stedenbouwkundige vergunning voorzien die niet van toepassing zijn op deze goederen. "

b) het derde lid wordt vervangen als volgt:

"Noodconserveringswerken in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek zijn vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning. "

Art. 35. In artikel D.IV.4, lid 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt punt 16° opgeheven.

Art. 36. In artikel D.IV.17, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt het punt 3° vervangen door wat volgt:

"3° wanneer de aanvraag betrekking heeft op geklasseerde goederen, gelijkgestelde goederen of goederen gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;"

Art. 37. In artikel D.IV.22, eerste lid, 11°, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de woorden "in artikel 20" vervangen door de woorden "in artikel D.11".

Art. 38. In artikel D.IV.26, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derdelid, luidend als volgt:

"In de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, bevat de vergunningsaanvraag een geldige erfgoedvergunning bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag

In de gevallen bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, bevat de vergunningsaanvraag een voorafgaand erfgoedadvies van de erfgoedadministratie met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag”.

Art. 39. In artikel D.IV.30 van hetzelfde Wetboek, worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt:

”In de gevallen bedoeld in artikel D.34, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, bevat de aanvraag voor een stedenbouwkundig attest nr. 2 een geldige erfgoedvergunning bevat met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag.

In de gevallen bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, bevat het stedenbouwkundig attest nr. 2 het voorafgaand erfgoedadvies van de erfgoedadministratie met betrekking tot het onderwerp van de aanvraag”.

Art. 40. In artikel D.IV.31 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

”De bevoegde overheid nodigt de erfgoedadministratie uit voor iedere projectvergadering die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, of op een goed dat geheel of gedeeltelijk gelegen is in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek.”.

Art. 41. In artikel D.IV.33, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ”en aan de erfgoedadministratie in de gevallen bedoeld in artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek”.

Art. 42. In artikel D.IV.34 van hetzelfde Wetboek wordt een lid tussen de leden 4 en 5 ingevoegd, luidend als volgt:

”In de gevallen bedoeld in artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, vermeldt het ontvangstbewijs dat het naar de erfgoedadministratie werd gestuurd.”.

Art. 43. Artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt vervangen als volgt:

”Art. D.IV.35. De overheid bevoegd voor de afgifte van een vergunning of een stedenbouwkundig attest nr. 2 wint het advies in van de erfgoedadministratie en van de Commissie wanneer de aanvraag voor de vergunning of het attest betrekking heeft op :

1° een goed gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;

2° op een met stippen opgenomen goed in de gewestelijke inventaris van het erfgoed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek.

Het advies van de erfgoedadministratie en van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen betreft de gevolgen van het project voor de erfgoedeigenschappen van het goed.

Het advies van de erfgoedadministratie is een louter advies, met uitzondering van elke beslissing om de uitvoering van een vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 afhankelijk te stellen van de uitvoering van één of meerdere archeologische ingrepen overeenkomstig artikel D.66, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor het advies van de erfgoedadministratie conform is.

De Regering bepaalt de gevallen waarin de raadpleging van een dienst of van een commissie verplicht is rekening houdende met de toestand van het project en van zijn bijzonderheden.

”Naast de verplichte adviezen kunnen het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar en de Regering om het advies van de diensten of commissies die ze nodig acht te raadplegen, verzoeken.”.

Art. 44. In artikel D.IV.37 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden ”eerste lid, 1, 1° en 2°” vervangen door de woorden ”tweede lid”;

2° in het derde lid worden de woorden ”1°, 2° en 3°” opgeheven.

Art. 45. In artikel D.IV.40 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt het vierdelid vervangen door wat volgt:

”Een openbaar onderzoek is vereist voor elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de bouw, de verbouwing of de renovatie, geheel of gedeeltelijk, van een beschermd of gelijkgesteld goed, alsook van een goed gelegen in een beschermingsgebied, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek.”.

Art. 46. In artikel D.IV.42 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

”Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een geklasseerd of een gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvoor een erfgoedvergunning werd afgeleverd, en een impact hebben op de geklasseerde of gelijkgestelde delen van dit goed, wordt een nieuwe erfgoedvergunning aangevraagd overeenkomstig artikel D.52 van hetzelfde Wetboek. Wanneer de wijzigingsplannen betrekking hebben op een project dat het voorwerp uitmaakte van een voorafgaand archeologisch advies overeenkomstig artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, wordt een nieuw voorafgaand archeologisch advies aangevraagd overeenkomstig artikel D.63 van hetzelfde Wetboek.”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden ”Onder voor behoud van paragraaf 2, lid 3,” ingevoegd tussen de woorden ”zijn” en ”niet”.

Art. 47. In artikel D.IV.46, van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

”Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager stuurt het gemeentecollege een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 48. Artikel D.IV.47 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

”§ 5. In de in lid 1 en lid 2 bedoelde gevallen, zendt de gemachtigd ambtenaar, op hetzelfde moment dat de beslissing naar de aanvrager wordt gestuurd, een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 49. In artikel D.IV.48 van hetzelfde Wetboek wordt een lid tussen de leden 2 en 3 ingevoegd, luidend als volgt:

”Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager en het gemeentecollege, stuurt de gemachtigd ambtenaar een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 50. Artikel D.IV.50 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgtvolgend lid :

”Tegelijk met het versturen van zijn beslissing naar de aanvrager, het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar stuurt de Regering een afschrift van zijn beslissing naar de erfgoedadministratie:

1° wanneer de vergunning betrekking heeft op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek;

2° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van het Waalse Erfgoedwetboek;

3° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.IV.35;

4° wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een zending van de ontvangstbevestiging of de beslissing over de volledigheid van de vergunningsaanvraag naar de erfgoedadministratie krachtens artikel D.67, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 51. Artikel D.IV.53 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met tweeleden, luidend als volgt:

”Wanneer de vergunning betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van hetzelfde Wetboek of wanneer de vergunning betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies.

De uitvoering van de vergunning wordt onderworpen aan de uitvoering van archeologische verrichtingen overeenkomstig de artikelen D.66, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 52. Artikel D.IV.61 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

”Wanneer het stedenbouwkundig attest nr. 2 betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkgesteld goed, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, of wanneer het stedenbouwkundig attest nr. 2 betrekking heeft op een project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaand archeologisch advies van de erfgoedadministratie bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek, neemt de vergunning de conclusies van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies integraal over en beantwoordt ze aan de inhoud van die vergunning of dat advies. ”.

Art. 53. In artikel D.IV.62 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

”6° de vergunning of het stedenbouwkundig attest nr. 2 voldoet aan de erfgoedvergunning voor de gevallen bedoeld in artikel D.34 van het Waalse Erfgoedwetboek, het archeologisch advies voor de gevallen bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek en artikel D.66, § 1, van hetzelfde Wetboek. ”;

b) 3° in lid 2 wordt het woord “5°” vervangen door het woord “6°”;

Art. 54. Artikel D.IV.63 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

”§ 4. Het beroep heeft geen betrekking op de inhoud van de erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48, het voorafgaand archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 of de beslissing bedoeld in artikel D.67, § 2, van het Waalse Erfgoedwetboek. ”.

Art. 55. In artikel D.IV.66 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een geklasseerd of gelijkaardig goed, gelegen in een beschermingszone, of met stippen opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris krachtens het Waalse Erfgoedwetboek, of wanneer de aanvraag wordt ingediend met betrekking tot een vergunning waarvan de uitvoering onderworpen is aan het uitvoeren van archeologische verrichtingen krachtens artikel D.66, § 1, en D.67,

§ 1, van hetzelfde Wetboek, nodigt de Regering de erfgoedadministratie uit. Wanneer de aanvraag het voorwerp heeft uitgemaakt van een advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen, wordt de Commissie door de Regering uitgenodigd.”;

b) in het derde lid, wordt punt 2° vervangen als volgt:

“2° indien het een geklasseerd of gelijkgesteld goed betreft, gelegen is in een beschermingszone of met stippen opgenomen in de gewestelijke erfgoedinventaris overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, zijn ligging binnen een omtrekbedoeld in de artikelen D.VI, D.V.7 of D.V.9, in een onteigeningsplan of indien het goed bedoeld is in artikel D.IV.57.”.

Art. 56. In artikel D.IV.67 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt aangevuld met volgende volzin:

“Wanneer de beslissing waartegen beroep is aangetekend, aan de erfgoedadministratie is meegedeeld overeenkomstig de artikelen D.IV.46, D.IV.48 en D.IV.50, stelt de Regering de erfgoedadministratie in kennis van haar beslissing.”;

2° er wordt een lid 4 ingevoegd, luidende:

“De Regeringsbeslissing neemt, in voorkomend geval, de conclusies van de erfgoedvergunning bedoeld in de artikelen D.47 en D.48 van het Waals erfgoedwetboek of van het voorafgaandelijke archeologisch advies bedoeld in artikel D.62 van hetzelfde Wetboek integraal over en voldoet aan de inhoud van de erfgoedvergunning of het voorafgaand archeologisch advies, behalve met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de erfgoedadministratie.”.

Art. 57. Artikel D.IV.87 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgtvolgend lid :

“De vervaltermijn kan worden opgeschort voor de volledige periode die nodig is om de archeologische verrichtingen uit te voeren die vereist zijn krachtens de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek. De periode die nodig is om de archeologische verrichtingen uit te voeren komt overeen met de tijd tussen de dag waarop de archeologische verrichtingen beginnen en de dag waarop ze eindigen, en wordt aangetoond door middel van het attest bedoeld in artikel D.70 van hetzelfde Wetboek.”.

Art. 58. In artikel D.IV.89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° in punt 2° worden de woorden “in artikel 41,1°” vervangen door de woorden “in artikel D.74, eerste lid, 1°”;

b) er wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt:

“4° in geval van de uitvoering van archeologische verrichtingen opgelegd krachtens de artikelen D.66 en D.67 van het Waalse Erfgoedwetboek onder de voorwaarden bepaald door hetzelfde Wetboek.”.

Art. 59. In artikel D.IV.91, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 26 april 2018, worden de woorden “van artikel 41, 2°” vervangen door de woorden “van artikel D.74, lid 1, 2°”.

Art. 60. In artikel D.IV.97, lid 1, 6°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in *d*) worden de woorden “van het Wetboek” vervangen door de woorden “in de zin van hetzelfde Wetboek”;

2° in *e*) worden de woorden “beoogd is in de archeologische kaart” vervangen door de woorden “gelegen is binnen de omtrek van de archeologische kaart”;

3° littera *f*) wordt opgeheven;

4° littera *g*) wordt vervangen als volgt:

“*g*) opgenomen is in de gewestelijke erfgoedinventaris in de zin van hetzelfde Wetboek”;

Art. 61. In artikel D.IV.99, § 1, lid 1, 2°, van het Wetboek worden de woorden § 1, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, de woorden “, voor het Franse taalgebied, van de geldige erfgoedattesten” vervangen door de woorden “van de geldige erfgoedvergunningen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek”.

Art. 62. In artikel D.VII.1, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2018, wordt punt 7° opgeheven.

Art. 63. In artikel D.VII.1*bis*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 16 november 2017, wordt punt 4° vervangen als volgt :

“4° de handelingen en werken uitgevoerd op een beschermd of gelijkgesteld goed in de zin van de Waalse Erfgoedwetboek”;

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen*

Art. 64. De lijst van uitzonderlijk erfgoed aangenomen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet blijft van kracht tot de aanneming van een lijst van uitzonderlijk erfgoed op basis van het Waalse Erfgoedwetboek.

Art. 65. De inventaris van het monumentaal erfgoed en de inventaris van het onroerend cultureel erfgoed vormen de regionale erfgoedinventaris waarnaar verwezen wordt in artikel D.32 van de Waalse Erfgoedcode tot ze geactualiseerd worden of tot er op basis hiervan een regionale erfgoedinventaris wordt aangenomen.

Art. 66. Elke aanvraag tot opname op de bewaringslijst, tot klassering, tot wijziging van een klasseringsbesluit of van een deklasseringsbesluit die wordt ingediend op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, evenals elke vergunning voor archeologische verrichtingen die op die datum wordt verleend, wordt verder afgehandeld op basis van de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek die vóór die datum van toepassing waren.

Art. 67. Elke procedure met betrekking tot handelingen en werken aan een geklasseerd goed, een goed dat op de bewaringslijst staat of een goed dat voorlopig onderworpen is aan de gevolgen van de klassering die aan de gang is op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt gevoerd op basis van de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek die vóór die datum van toepassing waren.

Een procedure als bedoeld in lid 1 wordt geacht te worden gevolgd indien zij het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag of een verklaring.

Art. 68. De aanvragen van stedenbouwkundige vergunning, bebouwingsvergunning, milieuvergunning, bedrijfsvergunning, vergunning voor een handelsvestiging of een stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot een geklasseerd of gelijkgesteld goed, een goed gelegen in een beschermingszone, een goed gelegen binnen de omtrek van de archeologische kaart of een project bedoeld in artikel D.62, § 1, van het Waalse Erfgoedwetboek, waarvan de datum van ontvangst of de ontvangstbevestiging dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet, worden verder onderzocht op basis van de decreetgevende of reglementaire bepalingen die in werking waren op de datum van de ontvangstmelding of het bericht van ontvangst van de aanvraag.

Art. 69. Subsidieaanvragen waarvan het aanvraagdossier op de datum van inwerkingtreding van dit besluit volledig is, worden behandeld op basis van de vóór die datum geldende besluiten en regelingen.

Elke subsidieaanvraag waarvoor gedurende drie jaar na de datum van inwerkingtreding van dit decreet geen schuldvordering of uitstelverantwoording is goedgekeurd door de erfgoedadministratie, is afgesloten en maakt niet langer het voorwerp uit van latere schuldvorderingen in verband met die aanvraag.

Art. 70. Elke oproep tot projecten ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld op grond van de bepalingen die van kracht waren op de datum van de indiening van de oproep tot projecten.

In afwijking van lid 1 wordt elk dossier dat in aanmerking is genomen in het kader van een oproep tot het indienen van projecten voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een schuldvordering of uitstelverantwoording goedgekeurd door de erfgoedadministratie, is afgesloten en maakt niet langer het voorwerp uit van latere schuldvorderingen in verband met die oproep.

Art. 71. Elke raamovereenkomst die op de datum van inwerkingtreding van het decreet wordt gesloten, blijft onderworpen aan de bepalingen die vóór die datum van kracht waren.

In afwijking van lid 1 wordt elke raamovereenkomst die gesloten is voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een schuldvordering of uitstelverantwoording goedgekeurd door de erfgoedadministratie tijdens vijf jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet, is afgesloten en maakt niet langer het voorwerp uit van latere schuldvorderingen in verband met die raamovereenkomst.

Art. 72. Elke inbreuk bedoeld in artikel D.102 van het Waalse Erfgoedwetboek die op de datum van inwerkingtreding van het decreet nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een sanctie op basis van de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, kan enkel het voorwerp uitmaken van een sanctie bedoeld in het Waalse Erfgoedwetboek.

De gewestelijke personeelsleden belast met het opsporen en vaststellen van overtredingen vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijven gemachtigd om de overtredingen op te sporen en vast te stellen als bedoeld in artikel D.102 van het Waalse Erfgoedwetboek tot de goedkeuring van de lijst bedoeld in artikel D.104, § 1, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek.

Art. 73. De Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest opgericht vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijft geldig samengesteld tot de inwerkingtreding van het besluit van de Regering bedoeld in artikel D.128 van het Waalse Erfgoedwetboek.

Art. 74. Elke indiening van archeologische voorwerpen dat werd goedgekeurd op de datum van inwerkingtreding van het decreet blijft onderworpen aan de bepalingen die vóór die datum van kracht waren tot het einde van de geldigheid van zijn goedkeuring of de vernieuwing van zijn goedkeuring op basis van de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek.

Art. 75. Elke machtiging voor het uitvoeren van archeologische verrichtingen of elke machtiging tot het gebruik van elektronische of magnetische detectiemiddelen toegekend op de datum van inwerkingtreding van het decreet blijft onderworpen aan de bepalingen die vóór die datum van kracht waren tot het einde van de geldigheid van zijn goedkeuring of de vernieuwing van zijn goedkeuring op basis van de bepalingen van het Waalse Erfgoedwetboek.

In afwijking van paragraaf 1 zijn de bepalingen aangenomen op basis van artikel D.80, § 4, van het Waalse Erfgoedwetboek van toepassing op elk gebruik van uitrusting die de detectie of opsporing van metalen of ferromagnetische voorwerpen toelaat, ook als dit gebruik toegelaten was vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 76. Het Waalse Erfgoedwetboek, vervangen bij het decreet van 26 april 2018, wordt opgeheven.

Art. 77. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 september 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waalse Parlement 1404, (2022-2023) Nrs. 1, 1bis tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 september 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200835]

25 JANVIER 2024. — Décret portant assentiment aux accords de coopération du 2 février 2005 et du 20 octobre 2023 relatifs au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes, conclus entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à :

1° l'accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° l'accord de coopération du 20 octobre 2023 modifiant l'accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 janvier 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1553 (2023-2024) N^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 janvier 2024

Discussion.

Vote.